
THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

LA

QUESTION AMÉRICAINE

SUIVIE D'UN

APPENDICE

SUR

LE COTON, LE TABAC

ET LE COMMERCE GÉNÉRAL DES ANCIENS ÉTATS-UNIS

PAR

ERNEST BELLOT DES MINIÈRES

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS
DENTU, LIBRAIRE AU PALAIS-ROYAL
GALERIE D'ORLÉANS, 14

1861

PRÉFACE

Le premier, il y a six mois, nous traitions la question américaine, et nous prenions avec énergie la défense du Sud, en faveur duquel nulle voix ne s'était encore élevée en Europe.

Trois éditions de notre travail ont été publiées ; une quatrième les suit aujourd'hui. Ce que nous avions avancé, au début de la crise, s'est entièrement vérifié : aussi n'avons-nous pas à remanier le fond de notre œuvre, et nous sommes-nous borné à des Notes et des Suppléments qui servent de guide dans la marche des événements. Et, en cela, quoi qu'on en ait dit, nous ne croyons pas agir exclusivement en vue des avantages du Sud, si illustres que soient les amitiés que nous y comptons, si précieux que soient à notre cœur leurs intérêts, et si graves que soient les nôtres propres. Plus noble est notre ambition : nous croyons faire acte d'humanité et de patriotisme. Nous avons vu de près les hommes et les choses qui s'agitent au delà des mers que nous venons de traverser, et nous déclarons aussi impie qu'absurde la lutte suscitée par ceux que notre conscience condamne. Puis, nous considérons les intérêts de l'Europe, de la France surtout, et la gloire de notre Souverain. C'est pourquoi nous ne cesserons d'appeler de tous nos vœux le jour, qui arrêtera, nous y comptons bien. l'effusion du sang : celui où le Gouvernement de l'Empereur donnera à l'Europe le signal si impatiemment attendu de la reconnaissance de la nouvelle Confédération.

Paris, le 15 novembre 1861.



LA

QUESTION AMÉRICAINE

I. Le sort du monde commercial, industriel et financier, se rattache étroitement à la question américaine.

La question américaine, c'est-à-dire le maintien ou la dissolution de la grande République des États-Unis d'Amérique, est d'une actualité saisissante. Il n'en est pas de plus grave, il n'en est pas qui demande une plus sérieuse attention. Que cette crise amène une guerre civile, et que la guerre civile entraîne une guerre servile : la culture du coton se trouve arrêtée; conséquence bien simple, mais d'une portée infinie.

Le sort de l'Angleterre s'y rattache, en effet, de la manière la plus étroite et la plus complète. Plus de cinq millions d'âmes, dans les Iles Britanniques, vivent directement ou indirectement de la fabrication du coton. Une suppression brusque et prolongée de l'alimentation des manufactures anglaises pourrait donc faire sombrer l'Angleterre financière, industrielle et commerciale. Et qui se flatterait d'en apprécier d'avance les suites? La France, la Suisse, la Russie, l'Espagne, l'Allemagne, en souffriraient. Tous ces pays ont avec l'Angleterre des rapports intimes; dans ces pays aussi, des millions de créatures humaines travaillent le coton et subsistent de cette industrie. Évidemment, les contre-coups seraient incalculables : le monde assisterait à une catastrophe plus facile à concevoir qu'à décrire.

II. Une guerre de longue durée, et sur de vastes proportions, ne saurait avoir lieu, bien que les partis soient en présence.

Heureusement, malgré les proclamations de M. Lincoln et les menaces de M. Seward, nous ne croyons pas à la guerre, du moins à une guerre qui se développe sur une certaine échelle et qui soit de durée. Nous n'y croyons pas, parce que le bon sens du peuple Américain nous est connu, et qu'à la réflexion le Nord comprendra que l'union repose sur la concorde et les sympathies, mais ne s'impose pas à coups de canon. Nous n'y croyons pas, parce qu'une réaction est inévitable; qu'il y a autre chose en jeu que les prétentions d'un cabinet, et d'autres volontés que celles d'un Président, et que tous ceux qui ont besoin d'ordre et de tranquillité pèseront sur le Congrès, comme le Congrès, quelle que soit son attitude au début de la crise, pèsera tôt ou tard sur M. Lincoln.

III. La résistance du Sud surprend et déconcerte le Nord.

Sans doute bien des gens, au Nord, voient avec peine une mine aussi riche que les États du Sud glisser de leurs mains et leur échapper. Ils avaient toujours considéré le Sud comme doué d'une patience inépuisable, la résistance qu'ils rencontrent les surprend. Ils ont pu se faire illusion ; mais l'illusion ne tient pas devant le positif et l'intérêt. Ils ont cédé, d'ailleurs, pour la plupart, devant le fanatisme du peuple; ils ne se sont pas souciés de voir la mauvaise humeur d'une multitude en délire se tourner contre eux et leur appliquer la loi de Lynch. Mais soyez assuré qu'ils se réservent de faire volte-face, et que les rois de la finance et du commerce ont voix au chapitre de Washington. Les masses elles-mêmes ne sont plus déjà ce qu'elles étaient. Les régiments qui venaient s'embarquer à New-York avaient, dans les premiers

IV. Dès que la peur et le premier entraînement auront fait place à la réflexion, il sera facile de reconnaître l'absurdité et la folie de cette guerre.

jours, le privilége de mettre la ville en émoi, et marchaient en triomphateurs. Une semaine ou deux ne s'étaient pas écoulées que les curieux levaient les épaules à la vue de ces mascarades militaires.

Dès que ce sera permis, — et le mouvement ira vite, — chacun se rendra un compte approfondi des choses : l'on s'empressera de reconnaître que cette guerre n'a pas de raison d'être, car le Sud n'a ni le désir ni le besoin de faire des conquêtes ou d'attaquer les institutions du Nord. Celui-ci ne peut prétendre à subjuguer le Sud : il sait qu'il n'y parviendra jamais. On répète bien, à toute heure, que le Sud est à son entière discrétion; mais, s'exprimer ainsi, c'est parler en aveugle. Il est facile de prouver que s'il fallait en venir aux mains, les forces et les chances de la guerre seraient plutôt du côté du Sud.

V. Si cependant elle éclatait, les forces et les chances les plus favorables seraient du côté du Sud.

VI. L'homme du Nord est naturellement moins bon soldat que celui du Sud.

Si belliqueux que soit le Nord, il n'a pas d'armes, et sait mieux se servir de l'aune que du fusil. Dans le Sud, au contraire, on fait moins bien une charte-partie peut-être; mais là, tout le monde est habitué, dès l'enfance, à manier des armes et un cheval (1). L'homme du Sud est la bravoure même. On peut dire qu'après les Français, les meilleurs soldats sont les Caroliniens, les Kentuckiens, les Tennessiens, les Virginiens, etc. Ils sont tous de remarquables tireurs; le rifle est dans leurs mains une arme terrible.

Le Nord l'emporte en population sur le Sud; mais le chiffre de la population ne fait pas tout, quand il s'agit d'armées. La nature et le caractère des habitants doivent entrer en ligne de compte. Sous ce rapport, l'homme du Sud est incontestablement le mieux doué.

VII. Il a fait ses preuves dans la guerre de l'Indépendance et dans la campagne du Mexique.

Pendant la guerre de l'Indépendance, ce fut le Sud qui soutint le poids de la lutte. Il n'avait pas, alors, une balle de coton, pas de numéraire, pas d'armes; et sa population, plus faible des trois quarts de ce qu'elle est à présent, était hétérogène et désunie, à cause des nombreux *Tories* qu'elle comptait dans son sein. L'Angleterre, d'un autre côté, était trois fois plus puissante, vis-à-vis d'elle, que le Nord ne peut l'être; les causes qui paralysent celui-ci ne rongeaient pas le sein de la Grande-Bretagne. Et ce fut la mère-patrie qui vit tomber ses armées devant quelques braves dirigés par Washington : les Marion, les Wayne, les Lee, les Cabell, etc., hommes aux prouesses dont le récit semblerait une fable. De quoi donc ne seraient pas capables aujourd'hui ces mêmes Etats du Sud, dont, croyez-le bien, l'esprit militaire n'a pas dégénéré : témoin encore la campagne plus récente du Mexique?

VIII. Malgré l'infériorité numérique de sa population, le Sud peut encore compter un plus grand nombre d'hommes disponibles, si l'on en vient aux mains.

Mais il y a autre chose que cette considération à mettre en avant : Prenez, pour vous faire une idée des ressources dont dispose le Nord, les chiffres officiels envoyés, par les États, au département de la guerre, à Washington, et vous serez édifié.

Les hommes régulièrement incorporés, dans tous les États de

(1) De l'aveu de tous, le Sud l'emporte sur le Nord en cavalerie. La sienne est fort nombreuse et admirablement montée. Cela se comprend : il y a dans le Sud, dans chaque famille, autant de chevaux en général que d'individus hommes et femmes. Dès l'âge de sept ans, les enfants montent à cheval. La *Grande Armée du Nord*, malgré les plus grands efforts, n'est encore arrivée à ce moment qu'à monter 6,000 hommes, et quels cavaliers! Dans notre très-sincère opinion, toute la cavalerie volontaire du Nord ne tiendrait pas vingt minutes devant deux escadrons français ou prussiens. (5 novembre.)

'Ouest, de l'Est et du Nord des anciens États-Unis, donnent les résultats suivants :

	Arméa régulière.	Probablement disponibles.
Maine	86,000	8,000
New-Hampshire	37,000	6,200
Vermont	30,000	7,000
Massachussets	161,000	28,000
Rhode-Island	18,000	3,400
Connecticut	51,630	9,000
New-York	418,846	50,000
New-Jersay	81,084	10,000
Pensylvanie	350,000	75,000
Ohio	280,000	40,000
Tout le reste des États	846,804	25,000
TOTAL	2,360,264	261,000

Voyons, maintenant, les chiffres également officiels du Sud, dont la population est cependant, par rapport à celle du Nord, comme huit est à vingt.

Ces chiffres vont démontrer que les armées des deux pays ne sont pas réellement ce qu'elles paraissent au premier abord.

Peu importe ici la population. Ce n'est pas sur ce pied que se mesure la force militaire d'une nation; elle consiste dans le nombre de bonnes troupes qu'on peut lever, armer, équiper et approvisionner.

	Armée régulière.	Probablement disponibles.
Caroline du Sud	36,000	20,000
Géorgie	78,000	30,000
Caroline du Nord	40,000	20,000
Floride	13,000	4,000
Tennessee	140,000	60,000 (1)
Alabama	77,000	32,000
Louisiane	91,324	50,000
Mississipi	36,155	20,000
Virginie	143,000	60,000
Kentucky	89,000	50,000
Texas	48,000	15,000
(2) TOTAL	791,479	361,000

On s'étonnera de voir les hommes disponibles en plus grand nombre du côté du Sud, bien que le chiffre des inscrits y soit quatre fois

IX. Cela s'explique aisément : la loi

(1) Voici la preuve que ces chiffres sont au-dessous au lieu d'être au-dessus de la réalité : le Tennessee a envoyé trente régiments à l'armée du Potomac, il a formé le corps d'armée du général S. Anderson à Nashville, l'armée du général Caswell à Knoxville, et a fourni de nombreux régiments aux armées des généraux Albert S. Johnson, Pillow et Buckner. Ces corps d'armée-là sont à peu près exclusivement composés de Tennessiens. Néanmoins, et en outre des contingents dont nous venons de parler, le gouverneur Harris a appelé sous les armes, le 7 août, le corps de *réserve* de 30,000 hommes voté par la législature de l'Etat le 6 mars précédent. Et en outre encore, le général Sidney Johnson, déjà à la tête de 40,000 hommes à Colombus (Kentucky), ayant fait au gouverneur Harris un appel de 30,000 hommesde plus, le 8 octobre, celui-ci les a accordés immédiatement.

Il en est des autres Etats comme du Tennessee.

Il n'est pas une puissance européenne qui pût mettre sous les armes dix pour cent du chiffre total de sa population, sans causer une perturbation profonde dans toute l'économie intérieure du pays : industrie, commerce, agriculture surtout. Le Sud est dans une position exceptionnellement avantageuse sous ce rapport. L'esclavage, que tant de gens sont portés à regarder comme *la pierre d'achoppement* du Sud dans cette crise, loin de le mettre en péril, le sert au contraire à merveille. Pendant que

n'obligeant pas les milices à sortir de leurs États respectifs, le Nord en est réduit à ses seuls volontaires.

moins élevé que dans le Nord. Mais il n'y a là rien que de très-naturel : la loi n'oblige pas les milices à quitter leurs États respectifs; celles du Nord ayant à porter la guerre loin de leurs foyers, sont moins empressées et moins libres pour se ranger sous les drapeaux que celles du Sud, qui restent chez elles et combattent pour se défendre. Que l'homme du Nord aime M. Lincoln tant qu'on voudra ; il a sa famille et ses propres affaires encore plus à cœur : il lui est dur de les abandonner. M. Lincoln est donc forcé de se contenter des volontaires, ce qui réduit son armée d'une manière effrayante.

X. Autre cause d'infériorité du Nord : ses volontaires s'engagent pour un temps très-limité.

De plus, ces volontaires s'engagent, les uns pour trente jours, les autres pour deux mois, pour trois mois au plus; c'est juste le temps nécessaire pour connaître les dégoûts et les fatigues du métier, mais pas assez pour s'y habituer. Le Nord peut-il faire grand fond sur de tels hommes?

XI. Le Nord le comprend, et parle d'armées régulières.

Que deviendront ces fameuses milices, dès qu'on les mettra en campagne? Se plieront-elles à la discipline? (1) tiendront-elles sous un ciel de feu auquel elles ne sont pas faites, et qui est rarement bénin pour l'homme du Nord ?

Déjà même, les plus chauds partisans de M. Lincoln, comprenant l'insignifiance de ces miliciens, avouent que rien n'est possible sans des armées régulières de cent mille hommes. Mais de telles armées ne s'improvisent pas. Et qu'est-ce, pour dompter le Sud, que cent, deux cent, trois cent mille hommes?

XII. Il n'a pas seulement les cadres de ces armées. Presque tous les officiers de terre et de mer sont du Sud et y sont rentrés. Le Sud est puissamment armé et approvisionné.

Le Nord n'a pas même les cadres de ces futures armées ; et l'on n'ignore pas que les cadres sont d'une décisive importance. Les sept dixièmes des officiers de terre et de mer étaient des hommes du Sud, qui ont donné leur démission et repris du service, soit dans l'armée des Confédérés, soit dans leurs États respectifs.

Le Sud ne s'en est pas tenu aux armes qu'il a trouvées dans les arsenaux; il a, dès le message de M. Lincoln, entrepris sur une grande échelle la fabrication de tout ce qui constitue un matériel de guerre.

L'établissement Anderson, à Richmond, qui a tant fourni d'excellents canons à l'ancienne Union, travaille jour et nuit. Il suffirait presque à lui seul pour alimenter la défense du Sud, en pièces d'artillerie, bombes, obus, etc. (2) Tous les dépôts de chemins de fer et les

les noirs sont occupés aux travaux agricoles, aux fortifications, etc., la population mâle entière est laissée disponible pour repousser l'invasion. Nous avons à peine besoin de dire qu'il n'en est pas ainsi dans le Nord, que tout soldat provenant du *rascaldom* dont parle M. Russell (voir p. 47) est plutôt une charge et un embarras qu'un avantage et que tout bon soldat de l'armée du Nord est enlevé à la force productive du pays.

(2) A ces onze États il faut ajouter le Missouri, le Maryland, le Kentucky, le Delaware, l'Arkansas, le Kansas, le New-Mexico, la Californie du Sud et partie des territoires.

(1) Voir page 66.

(2) Le Sud a maintenant des fonderies nationales de canons dans tous les États ; les principales sont celles de Richmond, de la Nouvelle-Orléans, d'Atalanta (Géorgie), Newborne (Nouvelle-Caroline), de Memphis, Nashville et Chanattonga (Tennessee).

Avant la crise, les États-Unis n'avaient pas de fonderie fédérale. Les canons étaient fournis par l'industrie privée. Mais à cause de la qualité particulière des minerais de Virginie, aucun fondeur du Nord n'a pu atteindre le degré de perfection obtenu par l'établissement de J. R. Anderson. Les canons sortis de cet établissement, le premier du monde sous le rapport de cette fabrication, subissent des épreuves qui dépassent de beaucoup ce qui se pratique en Europe. Ces canons n'éclatent jamais. Quand, par hasard on parvient à les fatiguer, ils s'ouvrent en deux parties dont les côtés retombent lentement.

Le Nord tire maintenant ses canons de Pittsburg (Pensylvanie) et du New-Jersey.

grands établissements métallurgiques privés du Sud, se sont transformés en autant d'ateliers de fabrication d'armes, de projectiles et d'équipement. Le pays entier se hérisse d'un système de forts blindés, dont le nombre s'augmente tous les jours. Les provisions de toutes sortes se sont amoncelées sur les points les plus propres à assurer la marche des opérations militaires. Depuis le commencement de la crise, chaque menace de la part du Nord communique une nouvelle énergie au Sud, et lui fait accomplir des miracles pour préparer ses moyens de défense (1).

Comment peut-on s'imaginer, après cela, que le Sud n'a qu'à s'incliner devant de superbes injonctions et se rendre à merci!

XIII. Le Sud connaît ses forces, et ne cédera pas à la violence.

Qu'on se le tienne pour dit, le Sud ne cédera jamais à la violence, à la force brutale. Il sacrifiera plutôt son dernier homme, son dernier dollar, ce qui s'est passé jusqu'ici en est garant. M. Lincoln a appelé une première fois 75,000 hommes : Jefferson Davis en a fait un appel de 150,000. La seconde fois, le cabinet de Washington a demandé 45,000 hommes aux gouverneurs : la Virginie, à l'heure qu'il est, a toute sa population valide sous les armes. Ce seul État met ainsi sur pied un nombre d'hommes triple de celui levé par le Nord. Pas un seul des soldats de M. Lincoln ne sortirait probablement des Monts Alleghanys, s'il les engageait à travers la Virginie; ou, s'il en échappait aux Virginiens, ils seraient écharpés dans les montagnes du Kentucky et des Carolines.

Les forts et les arsenaux dans le Sud (2), c'est-à-dire presque tous ceux de la Fédération, — et les meilleurs, — sont au pouvoir des Con-

(1) La ville de Frederisburg (Virginie) est transformée en une vaste manufacture de tout ce qui peut être nécessaire à une armée : objets d'habillement, de campement, d'équipement et de harnachement, tout s'y fabrique, jusqu'à des sabres, de la mitraille et des grenades. Quantité de cités du Sud ont imité Frederisburg, qui cependant est la ville qui fournit le plus. Il est à noter que ce genre de fabrication était complétement étranger à l'industrie de cette ville avant la crise.

(2) Ces arsenaux sont ceux de Baton-Rouge (Louisiane), de l'Alabama, Fayetteville et Elisabeth (Caroline du Nord), Charleston (Caroline du Sud), Harper's Ferry et Norfolk (Virginie), Little Rock (Arkansas). Il a été trouvé dans ces arsenaux et dans les forts 390,000 fusils. Il y en avait 70,000 dans celui de Baton-Rouge seul.
Avant l'ouverture des hostilités, les Etats avaient fait des achats considérables; le Mississipi, 50,000; la Virginie, 73,000; la Louisiane, 30,000; la Géorgie, 120,000; la Floride, 17,000; l'Alabama, 80,000; la Caroline du Sud, 47,000; ensemble, 417,000 fusils et 200,000 révolvers. Le reste des Etats avait fait des acquisitions moins importantes. En outre, chaque habitant mâle et adulte du Sud ayant au moins un fusil, et chaque famille un révolver, on peut compter sur deux millions de rifles de plus et 300,000 révolvers. Ce qui fait que le Sud a au moins maintenant 3 millions de fusils et 500,000 révolvers. Le Nord ne s'est pas fait un cas de conscience de vendre au Sud, jusqu'en mai, les armes qui étaient dans le commerce.
Nous noterons, en passant, que des achats considérables ont été faits en Europe depuis la guerre. Un seul bâtiment, *le Bermuda*, forçait le blocus, le 10 octobre, à Charleston, avec un chargement de matériel de guerre valant plus de 3 millions. Au 30 juin, Memphfs seul avait déjà reçu 156,347 *rifles* Minié ou Enfield.
L'ancienne Union n'avait que deux manufactures d'armes fédérales : l'une à Springfied, l'autre à Harper's Ferry (Virginie). Les Confédérés ont établi une manufacture de fusils à Richmond, avec les machines d'Harper's Ferry, une autre à Ashville (Caroline du Nord), et plusieurs dans le Tennessee et la Louisiane.
Les manufactures de poudre et les capsuleries sont nombreuses. En un seul jour, le gouverneur de la Louisiane achetait du commerce 200 tonnes de soufre, suffisant pour faire 1,500 tonnes de poudre. Les caves de salpêtre sont communes dans le Sud, et le soufre est tiré de pyrites. Le plomb est très-abondant dans les montagnes du sud-ouest de la Virginie et dans la Caroline du Nord.

fédérés. Il faut les reprendre. Ce n'est pas le fait de fondés de pouvoir. Eh bien ! que les troupes fédérales tentent l'aventure. Autre chose sera d'avoir convoqué des armées, autre chose de les mettre en campagne : rassembler pour un jour, chez soi, 300,000 hommes, est plus aisé que d'en envoyer 10,000 à des centaines de lieues.

XIV. Tout manque, dans le Nord, pour cette campagne.

De son aveu, M. Lincoln n'a pas un matériel qui suffise à équiper et armer ses troupes (1). Il est sans arsenaux, sans dépôts, sans magasins, sans commissariats ni services d'intendance d'aucune sorte. La France, la Russie et l'Autriche ont toutes les peines du monde à organiser, à envoyer au loin, 250,000 hommes, et à les nourrir et approvisionner le long de la route. M. Lincoln a-t-il trouvé le secret d'être plus habile, en un clin d'œil, que ces grandes puissances militaires?

XV. Dangers que courraient les grandes cités du Nord, pendant cette expédition.

Et de cette armée dont disposera le Président du Nord, une partie ne devra-t-elle pas rester derrière pour le service des douanes, pour la sécurité des personnes et des propriétés? Ce n'est pas d'aujourd'hui, ni sans raisons, que New-York, Philadelphie, Boston, etc., redoutent des journées de juin. Pendant que le Nord irait à une Croisade d'une nouvelle espèce, qui oserait répondre qu'un pillage général n'aurait pas lieu, que les *Rowdies* ne feraient pas main-basse dans ces populeuses cités?

Jamais le Nord ne mettra sur pied 300,000 hommes pour aller se battre au loin. Attaqué chez lui, il en aurait des millions. C'est là précisément la position du Sud : il se lève en masse. En outre, il a tout sous la main, lorsque tout manque à son ennemi; et l'immensité de son territoire, comme la nature de ses États, sont ses meilleurs auxiliaires.

« Mais, objectera-t-on, le Sud n'a-t-il pas ses côtés faibles, et ne « viendra-t-on pas à bout de lui sans ces expéditions gigantesques et « lointaines? Le Nord a une marine dont il prétend faire bon usage « contre le Sud. »

XVI. Il n'y a pas moins de difficultés à soumettre le Sud, en l'attaquant par mer. La marine du Nord n'est pas redoutable, et les corsaires du Sud ruineront la marine marchande de leurs adversaires.

Quel mal le Nord réussira-t-il à faire? Le Sud n'a pas de marine marchande : on ne peut lui enlever ses navires. Son coton et ses produits seront exportés sous pavillon neutre. Et cette marine, dont le Nord se vante, est-elle donc si formidable? Le blocus dont il menace le Sud existerait-il ailleurs que sur le papier (2)? Le cabinet de M. Lincoln a acheté ou nolisé un certain nombre de navires marchands. Ces bâtiments, convertis en navires de guerre, ne pourront jamais suivre, dans les criques et les anses semées d'écueils qui découpent les côtes du Sud, les bâtiments légers armés en course par les Confédérés. Ils croiseront devant les ports, que n'effraiera pas leur pavillon; et, pendant ce temps, les corsaires du Sud enlèveront les navires de Salem, de Boston, New-York, Philadelphie, qui sillonnent au loin l'Océan Atlantique et le Pacifique (3).

(1) Le Nord a à peine réparé les pertes en artillerie, équipements et fusils qu'il a faites à Bull Run, à Manassas et à Lexington.

(2) Le blocus est manifestement ineffectif : un seul bâtiment, le *Savannah*, garde le port de Charleston. Les corsaires confédérés et nombre de bâtiments marchands ont forcé ou esquivé le blocus sur mille points.

(3) Un seul de ces corsaires, le *Sumter*, capitaine Raph Semmes, capturait au sud de Cuba, du 1er au 10 juillet, huit bâtiments marchands du Nord : *West Wind*, *Louisia Kilham*, *Ben Dunning*, *Albert Adams*, *Naiad*, *Cuba*, *Mahias*, *Golden Rocket*.

Les rêveurs, les tacticiens de fantaisie, poursuivent et prêtent au Nord des projets plus expéditifs. « Est-ce que l'on ne pourra pas, « disent-ils, inonder le pays des *rebelles*, et submerger la Nouvelle- « Orléans, en coupant les digues du Mississipi ; ou bien bombarder les « villes et les ports du Sud? »

Ne nous arrêtons pas à discuter le premier système. Cette inondation n'est ni plus ni moins qu'un enfantillage.

XVII. Le projet de submerger la Nouvelle-Orléans n'est pas sérieux.

Et quant au second, bornons-nous à dire que l'on perd de vue ou que l'on ignore l'état des lieux dont il s'agit. Les côtes du Sud, excepté devant Norfolk (1), ont peu d'eau. Charleston, Mobile, Savannah, Georgetown, Wilmington, etc. (2), sont à vingt, trente, quarante, soixante, cent kilomètres, sur des bras de mer ou des rivières qui ne permettent l'entrée qu'à de petits navires d'un très-faible tirant d'eau. Il est impossible aux trois ou quatre mammouth frégates du Nord de tirer contre ces ports un coup de canon. Un débarquement serait auparavant indispensable, et cette opération est toujours des plus périlleuses. Qu'elle soit cependant heureusement accomplie, tout n'est pas fini : une distance considérable reste à parcourir, et il faut passer sous le feu de batteries qui couvrent et défendent toutes les issues.

XVIII. L'autre projet, qui consiste à bombarder les ports et les villes principales du Sud, est extrêmement périlleux, lorsqu'il n'est pas impossible.

En ce qui concerne la Nouvelle-Orléans, les difficultés ne sont pas moindres. En admettant, — chose des plus improbables, — que des vaisseaux de guerre parviennent à franchir la barre, ils ont à essuyer, au delà, des feux plongeants et croisés, et des batteries blindées formidables, sur un espace de plus de 150 kilomètres. Les lieux ne sont plus ce qu'ils étaient en 1812, à l'époque où les Anglais attaquèrent la Nouvelle-Orléans (3).

XIX La Nouvelle-Orléans, en particulier, est protégée contre une attaque par de puissants moyens de défense.

Poursuivons, et touchons un autre côté des choses. L'argent est le nerf de la guerre : où M. Lincoln en prendra-t-il? Le gouvernement fédéral ne perçoit pas d'impôts directs. Ses revenus reposent uniquement sur la vente des terres aux émigrants et sur les douanes. L'émigration est arrêtée. Les douanes ne rendent rien; l'Europe n'expédie pas. Le retrait du Sud suffirait même pour tarir cette source : car le

XX. L'argent, qui est le nerf de la guerre, manque au Nord.

En quelques jours, le *Jefferson Davis*, capitaine Coxetter, prenait le *John Welch*, *Mary E. Thompson*, *Mary Godell*, *S. J. Warning*, et trois autres bâtiments estimés à eux seuls 1,125,000 fr.

Au *Sumter* et au *Jefferson Davis*, nous ajouterons le *Calhoun*, qui a infligé les plus grosses pertes au Nord; le *William H. Webbe*, la *French Lady*, le *Music*, le *William H. Webb*, le *Marion*, le *Gordon*, le *Dixie*, le *Mac Rae*, le *Winslow*, le *Coffee*, le *W. H. Yvy*, tous des steamers; le *York*, la *Sallie*, etc. Et parmi les bâtiments capturés par eux, nous citerons encore les suivants : *Herbert Marston*, *Ella*, *H. M. Gilvery*, *Protector*, *T. Martin*, *Chase*, *Glen*, *Liverpool*, *Mermaid*, *Ocean Eagle*, *John Adams*, *Panama*, *Ella*, *A. B. Thompson*, *Margaret*, *Monticello*, *Mary Pierce*, *Anna Balch*, *Lydia Francess*, *Abbie Bradford*, *Granada*, *Enchantress*, *Marathon*, etc., etc.

(1) 3,000 pièces de canon, principalement des pièces de très-fort calibre, étaient à Norfolk, dans l'arsenal, à bord des bâtiments et sur les forts et divers ouvrages, et sont tombées au pouvoir des Confédérés le 17 avril. — Ce chiffre énorme n'étonnera pas, quand on saura que le système de défense du littoral de l'Union reposait sur 22,000 bouches à feu et 64,000 artilleurs volontaires. Un très-grand nombre de forts, surtout au Nord, n'étaient pas armés encore. Les canons avaient été amoncelés à Norfolk, qui était en outre le grand port militaire de toute l'ancienne Union.

(2) Le Gouvernement fédéral a fait bombarder Galveston (Texas) le 21 juillet. Qu'en est-il résulté? Rien, si ce n'est que l'un des bâtiments attaquants (le *South Carolina*) a été fort endommagé. Et cependant Galveston est le point du Sud le moins fortifié.

(3) Voir page 58.

Sud est le consommateur par excellence des produits importés. M. Lincoln en est donc réduit à faire une guerre par *souscription*. On devine et l'on mesure d'avance la durée et l'étendue d'un enthousiasme qui doit *s'exécuter* la bourse à la main. C'est, de tous les genres d'héroïsme, celui qui convient le moins à la nature *yankee*.

XXI. Le crédit également.

Aussi, qu'a-t-il produit jusqu'à présent? On a fait grand bruit des offrandes de quelques particuliers ou des banques du Nord. Ce n'est pas avec ces bagatelles qu'on soutient une guerre dans un pareil pays et contre un peuple comme celui du Sud (1). Au reste, les quatre cinquièmes des banques des États libres ont déjà suspendu. Avant longtemps, elles seront toutes assez occupées à prévenir leur faillite, pour fournir de l'argent au cabinet de Washington. De leur côté, les capitalistes européens n'iront pas prêter à M. Lincoln, parce que celui-ci n'aura rien à leur offrir en retour, si ce n'est le spectacle d'un pays entraîné, chaque jour de plus en plus, dans une série de misères et de désastres, et qui, même en ruinant son adversaire, se porterait lui-même des coups mortels.

XXII. Si le calme ne reprend pas le dessus, le gouvernement fédéral court avant peu à une banqueroute.

La perspective est donc assez sombre pour le Président de Washington. Il se trouve sans finances, sans crédit sérieux, en face d'une dépense journalière d'un million de dollars, absorbés par ses préparatifs de guerre. Dans quelques mois, si le calme ne reprend pas le dessus, ce ne seront plus seulement cinq millions de notre monnaie, mais dix, quinze, vingt millions que la guerre dévorera par jour. Les quinze à dix-huit mille hommes de l'armée fédérale exigent une somme qui dépasse le tiers du budget des 500,000 hommes de l'armée française, et cela en temps ordinaire ; que ne sera-ce donc pas en temps de troubles? N'y a-t-il pas déjà un cri unanime et les plus violentes attaques, dans tous les États libres, sur l'effrayante rapidité et la manière avec lesquelles s'engloutissent, chaque jour, des sommes immenses, pour approvisionner les troupes, qui, cependant, manquent de tout? Combien faudra-t-il de mois pour conduire le gouvernement du Nord à une banqueroute? Les succès même ne l'arrêteraient pas sur la pente de l'abîme ; chaque victoire se solderait par un nouveau déficit.

XXIII. Le Sud n'a pas les mêmes dépenses à soutenir. Il a, de plus, argent et crédit.

Le Sud, qui n'a pas ces énormes dépenses à soutenir, puisqu'il est chez lui, peut au besoin donner des gages. En première ligne, il a son coton, sur lequel il trouvera, chaque année, plus d'un milliard de francs à emprunter. Il vendra son coton à l'Europe, et l'Europe saura bien se faire livrer la marchandise vendue. Son crédit ne court donc pas les mêmes dangers : il doit monter dans la même proportion où celui du Nord ne manquera pas de décroître. Les faits sont déjà venus à l'appui. M. Lincoln a voulu émettre un emprunt, et il a échoué, tandis que la Confédération du Sud en a émis un qui a été placé à prime. Elle en a voté un second : il est pris d'avance. La prospérité du Sud le lui permet : elle n'a diminué en rien pendant la crise actuelle (2). Ainsi, l'argent

(1) Voici l'article premier des résolutions adoptées à la Convention des Planteurs de coton, le 21 juillet :

« Résolu : que par les présentes nous déclarons notre plein consentement et « empressement à aider le Gouvernement avec la récolte entière du coton, si la chose « est nécessaire. »

(2) Les bons du Trésor confédéré sont au pair, dans tout le Sud : les valeurs industrielles du Sud ne sont jamais venues sur le marché européen. Elles faisaient partie du monopole financier et commercial du Nord. Les bons du Nord ne trouvent déjà plus preneurs en Europe, et, le 10 octobre, la *Banque de Washington* a refusé de les recevoir.

et le crédit, cette arme plus puissante encore que les canons rayés, sont du côté du Sud. Il n'a donc pas, encore ici, à craindre la lutte. Si elle éclate, c'est le Nord qui aura le plus à souffrir; achevons de le montrer par des considérations qui ont leur importance. Nous touchons aux rapports commerciaux des deux pays. Quelques détails sont nécessaires.

On désigne habituellement l'Est et le Nord des États-Unis sous une même dénomination; et, dans la crise présente, il importe de ne pas laisser subsister de confusion (1). En décomposant ces éléments, la force

XXIV. Lorsque l'on étudie les divers éléments dont se forment les Etats d'A-

(1) Pour l'intelligence de la question, nous allons donner les chiffres respectifs de la population des deux parties belligérantes. Ils sont puisés dans le *Census* de 1860 (recensement officiel décennal des États-Unis).

Division géographique.		Population 1850.	Population 1860.	Membres du Congrès 1850.	Membres du Congrès 1860.
Est . . .	Maine.	583,169	619,958	5	6
Est . . .	New-Hampshire.	317,976	326,072	3	3
Est . . .	Vermont	814,120	315,827	3	3
Est . . .	Massachusetts. .	994,614	1,231,494	10	11
Est . . .	Rhode Island . .	147,545	174,621	1	2
Est . . .	Connecticut. . .	370,792	460,670	4	4
Nord . .	New-York. . . .	3,097,394	3,851,563	30	33
Nord . .	Pennsylvanie . .	2,311,786	2,916,018	23	25
Nord . .	New-Jersey. . .	489,333	676,034	5	5
Ouest. .	Ohio	1,980,427	2,377,917	19	21
Ouest. .	Indiana.	988,416	1,350,802	11	11
Ouest. .	Illinois	851,470	1,691,233	13	9
Ouest. .	Michigan	397,654	754,291	6	4
Ouest. .	Wisconsin. . . .	305,391	768,485	6	4
Ouest. .	Iowa	192,214	682,000	5	2
Ouest. .	Minnesota. . . .	6,077	172,793	1	2
Ouest. .	Oregon	13,294	52,566	1	1
Indéter.	Californie. . . .	92,597	384,770	3	2
Ouest. .	Kansas	»	143,645	1	2
	Total. . . .	13,454,169	18,950,759	150	149

Accroissement en 10 ans : 5,496,590.

POPULATION DU SUD.

	Population en 1850. Libre.	Population en 1850. Esclave.	Population en 1860. Libre.	Population en 1860. Esclave.	Membres du Congrès 1850.	Membres du Congrès 1860.
Delaware. . .	89,242	2,290	110,548	1,805	1	1
Maryland. . .	492,666	90,368	646,183	85,382	6	6
Virginie . . .	949,133	472,528	1,097,373	495,826	11	13
N. Caroline. .	580,491	288,548	679,965	328,377	7	8
S. Caroline. .	283,523	384,984	308,186	407,185	4	6
Georgie . . .	524,503	381,682	615,336	467,400	7	8
Floride. . . .	48,135	39,309	81,855	63,800	1	1
Alabama. . .	428,779	342,892	520,444	435,473	6	7
Mississipi. . .	296,648	309,878	407,051	479,607	5	4
Louisiane . .	272,953	244,809	354,245	312,186	4	4
Arkansas . .	162,797	47,100	331,710	109,065	3	2
Texas	154,431	58,161	416,000	184,956	3	2
Tennessee . .	763,154	239,460	859,528	287,112	8	10
Kentucky. . .	771,424	210,981	920,077	225,490	8	10
Missouri . . .	594,622	87,422	1,085,595	115,610	9	7
Total. .	6,412,503	3,200,412	8,434,126	3,999,283	84	89

Population totale en 1850. . . 9,612,915.
—— en 1860. . . 12,433,409.
Augmentation en dix ans. . . 2,820,494,

mérique, autrefois unis, la supériorité réelle du Sud paraît.

du Sud apparaît mieux, et, par contre, on aperçoit la faiblesse réelle du Nord ou de ce que l'on prend pour le Nord.

XXV. L'Est, ou la Nouvelle-Angleterre, est compris dans les Etats désignés sous la dénomination de Nord, et l'Estn'existe que par le Sud.

L'Est ou la Nouvelle-Angleterre comprend le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, le Massachussets, le Connecticut et Rhode-Island. Le sol y est d'une pauvreté extrême; l'intolérance y domine. Même esprit, même exaltation aveugle qu'en 1620, lors du débarquement des Pélerins à Plimouth. Ces hommes, qui avaient fui leur patrie pour échapper à la persécution, étaient l'intolérance personnifiée; ils n'ont laissé après eux que des fils aussi fanatiques. Il a toujours fallu à ces gens-là des victimes. Quand ils n'ont plus eu de sorcières ou de dissidents à fouetter, à brûler ou à pendre, il leur a semblé bon de se rabattre sur le Sud.

Or, l'Est n'existe qu'en vendant au Sud ses produits manufacturés, ce qui lui donne, au minimum, 560 millions de francs chaque année. L'Est n'a pas seulement besoin de vendre au Sud : il lui achète annuellement environ pour 250 millions de francs; il ne peut se passer de ces produits, et il ne peut les trouver que dans le Sud : coton; tabacs de Virginie, de Maryland et du Kentucky; provisions navales, etc. Boston seul achète, par an, aux États du Sud, environ de 130 à 140 millions de francs de coton.

Que le Sud n'achète rien à l'Est, celui-ci croule. Le simple refus du coton nécessaire à ses métiers ruine entièrement l'Est. Si, de plus, le Sud ne lui donne plus un débouché aux 140 millions de francs de chaussures qu'il leur vend chaque année, l'Est se trouve en face d'une misère sans remède. Il ne pourra pas se procurer un équivalent ou un soulagement, même dans le travail agricole : le sol de la Nouvelle-Angleterre ne produit rien. Ses habitants sont nourris par l'Ouest et le Sud.

XXVI. Ce sont des chiffres officiels qui établissent la dépendance où se trouve ainsi la Nouvelle-Angleterre vis-à-vis des Etats du Sud.

On voit, par là, combien sont exactes encore ces clameurs qui circulent : « Le Sud ne produit pas assez de céréales pour sa consommation; le Nord nourrit le Sud; le Nord n'a qu'à vouloir, et il réduira le Sud par la famine. » Rétablissons la vérité. Répliquons par des chiffres. Eh bien! les *Commissionner's Reports* nous le disent : en 1858, un tiers de toute la farine vendue à Boston était venue du Sud, et tout le maïs provenait de la Virginie et du Maryland. Le maïs sert de base à la nourriture américaine.

Suite de la note statistique de la page précédente.

POPULATION DES TERRITOIRES.

	En 1850.	En 1860.
Nebraska.	»	28,893
New-Mexico . . .	61,547	93,024
Utah.	11,354	50,000
Dacotah	»	4,839
Washington . . .	»	11,624
Columbia	48,000	75,321
Total. . .	120,901	262,701
Augmentation en dix ans. .		141,800

RÉCAPITULATION.

	1850.	1860.
Population totale des États libres.	13,454,169	18,950,759
Etats à esclaves. . . .	9,612,915	12,433,409
Territoires.	120,901	262,701
Population totale des anciens Etats-Unis. . .	23,187,985	31,646,869
Augmentation générale en dix ans.		8,458,874

Le *Census* (recensement officiel des États-Unis) atteste également que, proportion gardée, la quantité de céréales produite par le Sud est de beaucoup supérieure à celle que récolte le Nord. Il n'y a pas de comparaison à établir entre les richesses agricoles des deux pays. Le Sud n'a pas les bras qu'il occuperait; mais son sol est d'une luxuriante fécondité (1). Ce que nous disons des céréales, disons-le de bien d'autres produits. Si la prospérité et la richesse d'une région se mesurent à la valeur des produits tirés de son sein, nul pays n'égale le Sud. Le monde entier est forcément son tributaire.

XXVII. Le Nord proprement dit est également tributaire du Sud, et lui doit tout ce qu'il est.

Le *Nord* proprement dit des États-Unis ne devrait pas oublier ce qu'il retire du Sud, pour sa part. Nous désignons ici les États de New-York, de New-Jersey et de la Pensylvanie, plus riches et d'un esprit plus libéral que leurs voisins des États de l'Est. La presse abolitioniste a beau lui prêter des sentiments fanatiques, la ville de New-York est, au fond, plutôt avec le Sud qu'avec les Fédéraux : elle a été longtemps appelée *a Southern city*, une ville du Sud.

Le Nord est manufacturier et commerçant, comme les États de la

(1) La pomme de terre douce, de la famille de l'igname (*batata edulis*), *sweet potato* en anglais, et qui sert, presque autant que le maïs, de base à la nourriture américaine, est un produit exclusif du Sud, dont elle est le pain. En 1840, le *Census* donnait, comme quantité totale de pommes de terre de toutes espèces récoltées dans l'Union entière, 108,298,060 boisseaux; celui de 1850, 184,055,989 boisseaux, dont 38,529 boisseaux étaient *sweet potato*.

Les raisins viennent abondamment dans le Sud. Le Nord n'en produit pas. Le Nord produit des fruits, mais ils ne sont à comparer à ceux du Sud ni pour la quantité ni pour la qualité.

Nous allons puiser aussi des détails et des chiffres, dans les *Census* de 1850 et 1860, sur les céréales et les bestiaux des deux sections. En 1860, la Caroline du Sud a produit 20,000,000 de boisseaux de maïs; sa récolte en fèves, pois et pommes de terre dépasse d'un million de boisseaux celle du Maine. Cet Etat produit 180,000 boisseaux de pois et de fèves de plus que tous les Etats du Nord ensemble (New-York non compris). Ce petit Etat fournit les cinq sixièmes de la récolte de riz d'Amérique, et plus de blé que tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre réunis. Il produit d'habitude, et surtout cette année-ci, exceptionnellement bonne, plus de maïs que l'Etat de New-York et les six Etats de l'Est réunis; 1,740 têtes de gros bétail de plus que l'Etat de la Pensylvanie, et à peu près autant que le Maine, le Vermont, le Connecticut, le Massachuseets et le Rhode-Island réunis; 17,254 porcs de plus que l'Etat de New-York; 25,137 de plus que la Pensylvanie; 86,000 de plus que les six Etats de la Nouvelle-Angleterre et le Wisconsin, le Michigan, le New-Jerley réunis; 10,000 chevaux et mules de plus que le Maine, Rhode-Island, New-Hampshire pris ensemble Et la Caroline du Sud est loin d'être l'Etat du Sud qui prend la tête sous le rapport de la production agricole. On sait quelle place tient le porc dans la nourriture et le commerce des Etat-Unis. Le Tennessee seul donne 16,506 têtes de porcs de plus que les six Etats de l'Est et la Pensylvanie, l'Iowa, le Michigan, le New-Jersey et celui de New-York pris ensemble. car l'Etat du Tennessee figure pour 3,104,010 têtes de porcs, tandis que les onze Etats qui viennent d'être nommés n'en ont produit que 3,088,504. Le nombre des porcs, en 1850, était de 30,316,618 : les Etats du Sud ont fourni là-dessus 20,770,730, ou plus des deux tiers de la production entière. La Caroline du Nord, la Virginie et le Tennessee ont produit 115,471,593 boisseaux de blé, soit 300,000 boisseaux de plus que la récolte réunie des Etats de l'Ohio, New-Jersey, Massachusetts, New-Hampshire, Vermont, Connecticut et New-York, Pensylvanie et Maine. Les Etats à coton seuls, en 1850, donnèrent plus de bêtes à cornes que les Etats réunis de New-York, Ohio, Pensylvanie, New-Jersey, Wisconsin, Michigan, Indiana, Vermont, Rhode-Island, Maine, Connecticut et Massachusetts. En 1860, les Etats à esclaves ont donné 1,782,887 bêtes à cornes, et 260,000 chevaux et mules de plus que les Etats libres. Le Texas, la Virginie et le Kentucky, le Texas surtout, sont les grandes sources de l'approvisionnement du Nord en viande de boucherie. Il n'est pas de partie du globe qui vaille, pour l'élève du mouton, le Texas, la Caroline du Sud et la Virginie de l'Ouest.

Nouvelle-Angleterre ; mais il existe surtout parce qu'il est le commissionnaire, le banquier, l'armateur, le fournisseur : le *facteur* et le *carrier* du Sud. Ce serait donc, par conséquent, le cas de dire que c'est bien plutôt le Nord qui n'existe que par le Sud, et que du jour où celui-ci lui retirerait le commerce dont il l'alimente, le Nord ne pourrait plus subsister.

XXVIII. Importance du commerce du Sud. C'est là ce qui fait fleurir le Nord.

Et il n'y aurait là aucune exagération. Le tableau officiel le plus récent du commerce des États-Unis donne la somme de 1,779,470,000 fr. pour les exportations de 1858-59.

Les importations se sont soldées par une balance de 89,470,000 fr. en faveur des États-Unis. Sur le chiffre de 1,779,470,000 fr., il faut déduire 100,000,000 de fr. de produits étrangers réexportés, et 287,511,525 fr. en espèces métalliques. Ces deux articles appartiennent à l'une et l'autre section. Restent donc 1,391,958,475 fr. que le Sud a fournis, sauf 420,000,000 fr., par des produits provenant *exclusivement* de son territoire : coton, tabacs bruts, résines, sucres, riz, mélasse. Sur les 420,000,000 fr. que nous avons exceptés, une moitié environ se compose de produits appartenant aussi bien aux États du Sud qu'aux États libres : bois, sels, vinaigres, esprits, tabacs manufacturés, lard, etc. Le coton exporté entre pour 807,184,610 fr. Dans cette somme, nous ne comprenons pas le coton consommé par les métiers de l'Est et du Nord. La récolte du coton, dans le Sud, a été, pendant ce même exercice, de 4,675,770 balles, d'une valeur qui dépasse 1,400 millions de francs.

Le Nord vend annuellement au Sud pour 740 millions de francs en produits de ses manufactures, et 510 millions de francs de produits européens importés. Les habitants du Sud vont passer l'été dans le Nord : ils donnent encore ainsi environ 260 millions de francs par an à ce dernier. Cette somme, ajoutée aux profits de toutes sortes qu'il fait sur le Sud : intérêts, bénéfice marchand, commissions, assurances, courtages, frets, donne au Nord un bénéfice d'environ 1,100 millions de francs par an.

La situation du Nord et de l'Est présente déjà un navrant contraste avec l'état prospère du Sud.

Bien que la suspension à peu près générale des banques des États libres soit déjà une preuve éloquente de leur situation mauvaise, le mal ne s'arrête pas là : des millions de travailleurs, hommes, femmes, enfants, sont sur le pavé, sans travail, sans aucune ressource. Les classes aisées de la société ne sont pas plus épargnées. Tout est paralysé à la fois. Déjà l'exploitation des voies ferrées n'était pas bonne dans le Nord. Tandis que les chemins de fer prospèrent dans le Sud, à cause du transport des cotons, tabacs, sucre, riz, etc., du lieu de la plantation au port d'embarquement, autant ceux des États libres sont dans une situation financière tout autre. Trente Compagnies, dans ces derniers États, au capital réuni de 535,600,000 fr., n'ont jamais payé aucun intérêt ou dividende. La crise actuelle porte un coup terrible aux autres ; et il faut noter que les actions de ces chemins de fer, qui représentent un capital de 6,078,000,000 de francs, forment une très-importante partie de la fortune des familles de ces États.

Il y a peu de numéraire dans le Nord, et la faible quantité qui s'y trouve est encore raréfiée par les événements : on cache les espèces monnayées. Dans le Nord et dans l'Est, les seize vingtièmes de la

fort une publique sont en billets des banques et en actions, obligations, bons, etc. La crise actuelle réduit la valeur de ces titres à peu près à zéro. Le reste de la propriété est également improductif : les boutiques et les magasins se ferment; la moitié des immeubles ne se loue pas, et les locataires de l'autre moitié sont dans l'impuissance de payer leurs loyers !

On oublie le rôle de l'Ouest dans la querelle. L'Ouest, cependant, est puissant; il grandit; il primera un jour le Nord et l'Est réunis. Comme eux, il souffre beaucoup de la crise actuelle.

XXIX. Il ne faut pas oublier, dans cette querelle, le rôle et l'importance de l'Ouest des Etats-Unis.

Le parti abolitioniste y recrute, il est vrai, de nombreux adhérents; mais la nature réclame ses droits impérieusement, là comme partout. Or, la population de l'Ouest est venue du Sud, pour une large part, et surtout de la Virginie, « *la mère des États et des hommes d'État.* » Ils sont bien clair-semés ceux qui oublient leur descendance du *Old Dominion*, et les sentiments de respect et d'affection filiale de l'habitant de l'Ohio, du Visconsin, de l'Indiana, de l'Illinois, etc., pour la Virginie, sont bien différents de ceux du Nord à l'égard de l'Angleterre. Ces familles, qui comptent un père, des fils, des frères, des sœurs, dans le Sud, sont au nombre de plusieurs centaines de mille. Que d'amis, par conséquent, pour le Sud ; et, par contre-coup, que de gens hostiles à la politique du Nord. Comme l'Ouest, le Nord est couvert de familles alliées avec le Sud. Voici qui fera comprendre combien M. Lincoln aurait, tout le premier, à gémir en secret de cette guerre fratricide : la femme du Président est du Sud, et M. D. T. Todd, de la Nouvelle-Orléans, frère de madame Lincoln, a été nommé, premier lieutenant dans l'armée des Confédérés.

XXX. L'Ouest est moins abolitioniste qu'on ne cherche à l'insinuer. Il est très-lié avec le Sud par les liens de famille.

Revenons à l'Ouest. Le parti *Démocratique* y est considérable. Il ne faut pas croire que l'opinion soit aussi uniforme, dans les États libres, qu'on cherche à l'insinuer en Europe. Une preuve du peu de vérité qu'offrent les assertions du cabinet de Washington, c'est le résultat des élections dernières. Les deux sénateurs de Rhode-Island ont été nommés par les Démocrates; et dans les trois plus grands centres abolitionistes : Cincinnati, Cleveland (Ohio) et Boston, ce sont encore des Démocrates qui ont été proclamés maires (1). Le *Démocrate* est l'antipode du *Républicain*. Il est presque superflu de dire que ces mots ont, aux États-Unis, une tout autre signification qu'en Europe.

XXXI. Le parti démocratique y est nombreux.

Dans l'Ouest encore, comme dans tous les États libres, remarquons bien que les catholiques et les étrangers de sectes diverses, si longtemps persécutés par le parti *Know Nothing*, doivent beaucoup au Sud et au parti démocratique. Pour leur part, les Irlandais, les Allemands, ont présents à la mémoire les insultes, les mauvais traitements et les massacres dont s'est rendu coupable contre les leurs le parti qui attaque aujourd'hui le Sud. Celui-ci, non content de les défendre, leur a donné des terres, des priviléges et des droits politiques. Du jour où le parti *Républicain* aurait l'omnipotence, il redeviendrait ce qu'était l'élément qui l'a créé : *Know Nothing*. La guerre à

XXXII. Les catholiques et les étrangers sont, dans les Etats libres, des alliés naturels du Sud.

(1) Les élections municipales et d'Etat viennent d'avoir lieu à Philadelphie, vers la mi-octobre. Le parti *Républicain* a été complétement battu : les élus sont des *Démocrates*; les *Lincolnistes* ont été tous cassés aux gages. Le résultat des élections de Philadelphie, la deuxième ville de l'ancienne Union (700,000 habitants), est un fait d'une très grande portée. Aux élections de la Pensylvanie il faut ajouter celles de l'Ohio. (Voir page 70.)

outrance recommencerait contre les étrangers et les catholiques, qui seraient autant imprudents qu'ingrats de n'y pas penser.

XXXIII. Des intérêts immenses seraient compromis, dans l'Ouest, s'il ne se rattachait pas au parti des Confédérés.

Du reste, les intérêts qui rattachent l'Ouest au Sud lui feront une loi de marcher avec ce dernier. Nous voulons ici parler de la navigation sur le Mississipi d'un côté, et *du Canal de Virginie*, de l'autre (1).

XXXIV. Les Etats du Nord et de l'Est ont fait d'énormes dépenses pour attirer chez eux le commerce du Grand-Ouest.

Les États de New-York, Massachussets et Pensylvanie ont dépensé, à eux trois (chiffres officiels), une somme qui dépasse $370,000,000, uniquement pour avoir le commerce du Grand-Ouest. Cette somme de deux milliards de francs a servi à la construction d'un réseau de chemins de fer et de canaux qui puissent lutter contre le Mississipi. De tous ces ouvrages, le plus important est le canal *Erié*, dont la construction a créé la puissance commerciale et financière de New-York.

Lorsque l'Érié est ouvert, les marchandises du haut du fleuve prennent cette voie, de préférence, au lieu de descendre le Mississipi. Elle est plus courte, et dégagée des dangers de la navigation et de la tare que peuvent occasionner, sur le Mississipi, les chaleurs de l'été. Mais les marchandises du bas du fleuve suivent cette voie, et l'on peut se faire une idée de l'importance de ce lien naturel entre le Sud et l'Ouest, en sachant que le commerce qui se fait sur le Mississipi est d'une valeur supérieure au commerce entier d'importation et d'exportation des États-Unis.

XXXV Il serait difficile de dire laquelle de ces deux voies navigables est la plus indispensable à l'Ouest.

Un autre lien rattache l'Ouest au Sud, c'est le *Canal de Virginie*, dont 584 kilomètres sur 728 sont déjà construits. Ce projet fut conçu par Washington. Ce grand homme avait pour idée dominante de souder indissolublement l'Ouest au Sud, par la jonction, à travers la Virginie, des eaux de l'Ohio à celles de l'Océan Atlantique. Ce canal est supérieur à l'Érié, sous tous les rapports. La distance, notamment, est plus courte de 40 pour cent. Ensuite, il n'est jamais fermé par les glaces, tandis que l'Érié l'est la moitié de l'année.

Commercialement et politiquement, les États de l'Ouest sont liés au Sud, à cause du Mississipi et du *Canal de Virginie*, sans lesquels ils étoufferaient. Il y a même les plus grandes probabilités que l'Indiana et la moitié de l'Illinois s'annexeront à la nouvelle Confédération.

XXXVI. La Californie doit aussi rester avec le Sud.

Reste la Californie, déjà considérable en population, richesse et influence : elle a tout à perdre et ne saurait rien gagner à se constituer en nation indépendante. Elle doit rester avec le Sud ou être isolée. En se séparant du Sud, elle n'est plus reliée au Nord. Son intérêt l'incline donc vers le premier. Elle s'y rattache surtout par le *S. Pacific Rail Road*, aujourd'hui en cours d'exécution. Cette voie, la seule qui puisse mettre en communication les deux Océans, à travers l'Amérique du Nord, est sur le territoire du Sud. L'établissement de tout autre tracé de ce chemin de fer, l'objet des plus ardents désirs de toute l'Amérique,

(1) Déjà les Etats de l'Ouest murmurent et parlent de retirer leurs troupes de l'armée de Washington. Ils disent, et avec raison, qu'on les laisse exposés aux attaques des Confédérés. Ils n'envoient plus de contingents. Il est à notre connaissance (le renseignement émane d'une personne qui mérite une entière confiance) qu'une seule recrue de l'Ouest fut rencontrée sur la route du Canada au Kentucky, se rendant à l'armée du Nord. Le langage des fermiers de l'Ouest était généralement celui-ci : « Nous ne savons pas pourquoi l'on se bat »; ou bien : « Pouvez-vous nous dire « quelle est la cause de la guerre ? »

a été reconnu impraticable. Ces considérations ne peuvent manquer d'unir la Californie plus intimement encore avec les États Confédérés.

Voilà la situation du Sud et ses rapports avec les différents groupes des anciens États-Unis. Conçoit-on que sa politique soit d'obtempérer aux sommations de M. Lincoln?

XXXVII. Que penser de la terrible menace du soulèvement des Noirs?

Il est vrai que le Nord appelle à son aide un étrange argument : « Les États Confédérés, dit-il, ne peuvent pas tenir tête à l'orage; ils « ont au milieu d'eux des millions d'esclaves prêts à se soulever. » Et le Nord a tout dit, lorsqu'il a fait miroiter cet épouvantail aux yeux de l'Europe. De la meilleure foi du monde, beaucoup s'imaginent, par suite, que le Sud est perdu si les noirs se révoltent. Cette insurrection des nègres leur paraît ce qu'il y a de plus simple.

Qu'ils se rassurent : s'il est une chose probable, au contraire, c'est que les noirs se joindraient aux blancs pour recevoir les gens du Nord à coups de fusil. Pendant la guerre de l'Indépendance, ils ont fidèlement combattu à côté de leurs maîtres; après la guerre, ils ont repris leurs travaux. C'est ce qui aurait encore lieu. La Louisiane a déjà sous les armes un corps de 1,800 hommes de couleur qui ont spontanément offert leurs services, et qui se sont équipés à leurs frais. Le Tennessee en a 1,500 autres.

XXXVIII. Une guerre servile n'est pas possible en ce moment.

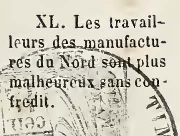
Une guerre servile est impossible en ce moment : les noirs n'en veulent point; ils ne sont pas mûrs pour la liberté. Ils n'y pensent pas, sauf de très-rares exceptions. Encore, les quelques noirs séduits par les manœuvres abolitionistes dont le siége est à Londres, reviennent - ils spontanément reprendre leur travail. L'esclavage n'apparaît pas, aux nègres eux-mêmes, ce qu'il semble de loin.

XXXIX. Leur sort est loin d'être ce que l'on suppose. L'opinion publique a été égarée sur ce point.

Que l'on cesse donc de juger avec des idées européennes un pays qui diffère en tout du nôtre! Le sentimentalisme n'est pas la logique : avec des impressions puisées dans *la Case de l'Oncle Tom*, on ne peut faire que de tristes écoles. A l'aide de publications passionnées, l'opinion publique a fini par être induite en erreur. Les informations paraissent même superflues. Quand donc examinerons-nous avec impartialité, et non plus avec deux poids et deux mesures? Nous ne disons rien de l'Espagne, rien du Brésil, de la Hollande, rien de la Turquie et de l'Égypte, etc., qui ont aussi des esclaves; rien du Mexique, où pourtant l'esclavage qui existe est le pire de tous, celui des blancs (le *péon*). Pourquoi donc nous attaquons-nous toujours aux États du Sud?

Est-ce à dire que nous préconisions l'esclavage, que nous l'admirions? Pas le moins du monde. Nous émettons notre pensée librement : nous voyons les faits, non les mots; la réalité, non d'absurdes théories qui font abstraction des personnes et des circonstances. Le temps apportera des modifications à cet état de choses ; mais en attendant, nous comprenons que le Sud réponde au Nord :

XL. Les travailleurs des manufactures du Nord sont plus malheureux sans contredit.



« Si vous étiez vraiment humains, si votre amour pour les nègres « était le principe, le motif de la querelle, vous ne seriez pas ce « que vous êtes pour les travailleurs de vos manufactures. Voilà des « esclaves plus à plaindre que les nôtres. Ce n'est ni le nom ni la « couleur qui font l'esclave : c'est le traitement qu'il subit, c'est « l'abjection, c'est la misère. Le sort du travailleur, chez vous, ne « vaut pas celui des lépreux du moyen âge. Nos noirs, sur qui « vous vous appitoyez si éloquemment, sont mieux nourris, mieux « habillés, mieux logés que vos blancs; ils ont de l'argent, plus



XLI. C'est le Nord qui a introduit la population noire dans le Sud, et qui, aujourd'hui encore, est de moitié au moins dans l'exploitation des nègres.

« d'argent qu'eux. Nous les aimons et ils nous sont attachés. A
« défaut d'entrailles, nos intérêts nous commanderaient d'être bons.
« Aussi les traitons-nous en pères de famille; le maître, chez nous,
« est un patriarche; l'esclavage n'est plus ce qu'il était lorsque vous
« l'avez légué à nos pères. C'est vous qui l'avez pratiqué les pre-
« miers; c'est à vous qu'il faut s'en prendre. Ce sont les navires de
« la Nouvelle-Angleterre qui ont introduit la population noire dans
« le Sud. La traite a été la pierre d'assise de vos fortunes.

« Mais, aujourd'hui encore vous êtes complices. Nous péchons
« en faisant du coton! Ne péchez-vous pas en l'achetant? ne péchez-
« vous pas en le transportant? ne péchez-vous pas en le tissant à gros
« bénéfices? Vous croyez avoir tout fait en disant : L'esclavage est un
« péché, un abominable péché! Si c'est un péché, laissez-le pour
« notre compte. Nous pourrions vous répondre : mêlez-vous de ce qui
« vous regarde; nous ne nous immisçons pas dans ce qui se passe chez
« vous. Nous nous contentons de vous dire, en nous adressant en
« même temps à ces apôtres abolitionistes qui, au delà des mers, se
« servent de vous comme d'instruments aveugles, et dont vous fini-
« rez par être les victimes : Cessez d'acheter, de travailler, nous ces-
« serons de recueillir ce que vous exploitez si bien. Nous renverrons
« nos nègres, nécessaires pour vos filatures; inutiles si vous brisez
« vos métiers, rouages d'une machine qui vous enrichit si elle nous
« fait vivre, mais qu'il ne dépend pas de nous de ne plus mettre en
« mouvement. Toutefois, prenez-y garde, vous, gens du Nord et
« de l'Est, ce jour-là vous n'aurez plus à nous vendre tout ce qu'il
« faut pour ces nègres. Nous serions alors bien bons de vous acheter,
« chaque année, 120 millions de dollars de chaussures, vêtements
« et instruments aratoires que nous leur distribuons.

XLII. Dangers d'une brusque émancipation.

« Sans nous, que deviendrait cependant cette population de cou-
« leur, incapable de se suffire dès qu'elle est abandonnée à elle-
« même? Voyez ce qui est arrivé à la Jamaïque, à l'île de France,
« partout où l'abolition a été décrétée! Que ferions-nous de ces êtres?
« Une fois libres, qui les nourrira? Le blanc travaillera-t-il pour le
« noir? Le blanc, sous notre climat brûlant, le pourra-t-il, s'il le
« veut? Et lorsque nous travaillerions pour les noirs qui ne feraient
« rien, nous répondez-vous de nos vies? Ces quatre millions de nè-
« gres resteront-ils inoffensifs? Leurs instincts terribles, leurs appétits
« brutaux, ne se réveilleront-ils pas? Vous oubliez Saint-Domingue!

XLIII. Le Sud ne se refuse pas à chercher la solution de ce grave problème.

« Avisez donc, si vous les émancipez, aux moyens à prendre pour
« que ce ne soit ni notre ruine et la vôtre en même temps, ni notre
« mort. Pensez-vous qu'il suffise pour cela d'un décret? Cherchons
« ensemble : il y a peut-être une solution. Nous avons, nous aussi,
« nos vues sur l'esclavage; nous préférerions en être débarrassés.
« Mais ne procédez pas avec nous comme vous l'avez fait jusqu'ici.

XLIV. D'ailleurs, l'esclavage n'est qu'un prétexte : derrière ce voile s'abritent les exigences protectionistes du Nord. C'est toujours la querelle des tarifs.

« Vous vous souciez du nègre comme de l'Alcoran : quelle est sa
« condition dans le Nord? Prêchez-vous d'exemple? Faites-vous ce
« que vous exigez des autres? Donnez-vous aux nègres une existence
« politique et sociale, sociale surtout? Sont-ils admis dans vos
« familles, aux emplois divers? Ne les chassez-vous plus comme des
« pestiférés dès qu'ils s'asseoient à vos côtés dans une voiture pu-
« blique ou sur une banquette de spectacle? Non, tout le monde le
« sait bien; et vous vous faites les défenseurs officieux de ceux que

« vous traitez en *parias!* Soyez donc francs : par la force des choses, « vous êtes aussi esclavagistes que le Sud; vous mettez toujours l'es- « clavage en avant aux yeux de l'Europe; vous évoquez ce fantôme « pour que le Sud soit mis au ban des nations; vous vous lancez dans « une guerre aussi criminelle qu'absurde, parce que vous croyez que « l'opinion de l'Europe est pour vous. Ne jouez donc pas la contre- « partie aux Etats-Unis. Vous criez Vive la cause des noirs! pour « les oreilles de l'Europe; n'abandonnez pas ces mêmes noirs à « Washington, dans votre propre capitale fédérale, et à deux pas « de chez vous, dans les quatre Etats du Sud qui vous restent en- « core! Il est vrai que vous avez à craindre et de perdre de suite ces « quatre Etats, et de vous aliéner radicalement la partie intelligente « de vos propres États : car, après tout, beaucoup se disent que la « théorie et le fait sont deux choses différentes, et que si l'on écoutait « les partisans d'une émancipation violente, seulement prématurée, « tout pourrait bien crouler. Mais, du moins, vous aurez été consé- « quents. Au fond, ce n'est donc là qu'un prétexte. Cette question de « l'esclavage en masque une autre qui vous touche de plus près. Les « habiles ont exploité l'occasion. De la tribune et de la presse, le mot « d'ordre est passé dans la chaire (1); vos écoles et vos églises ne « retentissent que de calomnies à notre adresse.

« Vos enfants ont appris à nous mépriser et à nous haïr. En un « mot, toute votre conduite à notre égard est une attaque et une « insulte incessantes à notre triple dignité d'hommes, de chrétiens et « d'Américains.

XLV. Ce qu'il ne veut pas, ce sont les insultes dont le Nord n'a cessé de le poursuivre.

« Vous nous prêtez, aux yeux de l'Europe et du monde entier, des « atrocités, des lois et des mœurs que nous ne connaissons pas. Les « séances du Congrès se passent à fulminer des anathèmes contre le « Sud, au lieu de s'occuper des affaires de l'Union; le plus sûr chemin, « parmi vous, à la faveur publique, est de se faire notre ennemi le « plus ardent : les plus sanglants outrages contre vos frères sont les « meilleurs titres à vos yeux.

« Les masses se sont passionnées. Les ambitieux qui croyaient diri-

(1) Voici un curieux échantillon de l'aménité de langage et de l'esprit conciliant des *ministres* abolitionistes : le Révérend M. Blanchard, à la Convention de Détroit, s'exprimait ainsi : « Soient damnés au plus profond de l'enfer tous les pasteurs et « toutes les communions du Sud, parce qu'ils sont un corps de voleurs, d'adultères, « de pirates et de meurtriers! L'Eglise épiscopale Méthodiste est plus corrompue et « débauchée qu'aucune maison de prostitution de l'Union; les ministres de cette « communion sont désireux de perpétuer l'esclavage dans des vues de débau- « che, et chaque prêtre parmi eux est coupable d'énormités qui révolteraient un « sauvage. »

Le même Révérend M. Blanchard, dans une discussion publique à Cincinnati, en 1845, répondait au Révérend docteur Rice, qui parlait aux abolitionistes de « l'exem- « ple de l'ange du Seigneur qui conseilla à Agar, l'esclave d'Abraham, de retourner « vers son maître. » — « Eh bien! si l'ange lui a donné ce conseil, je pense qu'il « était un *rufian.*» Nous donnons le mot anglais textuellement employé.

Un tel langage devait porter ses fruits, et beaucoup aider à creuser l'abîme de haines qui, jointes aux questions d'intérêt matériel, a détruit l'Union. Le colonel Bradley, pasteur méthodiste, a levé dans l'Arkansas un régiment dans les rangs duquel figurent huit de ses collègues, et l'a appelé le régiment des *Prêcheurs*. Immédiatement le colonel Mac Cawer, également ministre méthodiste, a revendiqué le titre pour son propre régiment, en démontrant à son collègue qu'il comptait parmi ses hommes *cinquante* ministres méthodistes. Nous parlons plus loin (page 56) d'un évêque protestant, qui est général dans l'armée confédérée.

« ger et contenir le mouvement abolitioniste dans les limites qui con-
« venaient à leurs convoitises n'ont bientôt plus été à même de le
« maîtriser. Au fond, toutefois, que se proposaient ceux dont les me-
« nées aboutissent à une révolution? Ils ne voulaient que nous intimi-
« der, et obliger le Sud à payer encore longtemps des droits énormes
« pour soutenir les manufactures du Nord. Derrière toutes ces décla-
« mations s'abritent les exigences protectionistes des industriels et des
« commerçants des États qui se sont habitués à nous rançonner. Nous
« ne voulons ni ne pouvons tolérer plus longtemps un état de choses
« aussi contraire à notre dignité, et qui devient de plus en plus dan-
« gereux pour notre sécurité. Séparons-nous à l'amiable, puisque
« nous ne pouvons vivre en paix ensemble ; c'est le parti le plus sage,
« le seul raisonnable aujourd'hui. Mais si vous voulez la guerre, vous
« l'aurez ! »

XLVI. En résistant, les Etats du Sud ne font qu'user de leurs droits.

Que répliquent les partisans quand même de M. Lincoln? Ils se bornent à qualifier de *rebelles* les habitants du Sud. « Que feriez-« vous, disent-ils, si un ou deux départements français voulaient « se séparer de l'Empire? » Ils oublient ou ne veulent pas savoir qu'il ne s'agit pas de telle ou telle fraction d'un État, mais d'États qui ont leur vie propre, distincte et complète; d'États qui possèdent toutes les prérogatives de la Souveraineté, qui ont leurs parlements séparés, votent leurs lois nationales, rendent la justice en leur nom, exercent directement le droit de grâce, et qu'il n'y a, par conséquent, aucune similitude à établir entre eux et les départements français. Il n'y en a pas davantage entre le Sud et l'Irlande, qu'ils prennent aussi pour terme de comparaison : car l'Irlande est loin de posséder les attributions de la Souveraineté qu'ont les États du Sud. Ensuite l'Irlande a été soumise à l'Angleterre par le droit des armes, tandis que la loi du plus fort n'est jamais intervenue entre les divers États qui composaient récemment encore les États-Unis d'Amérique.

Faut-il donc ouvrir les annales de ce pays? Que nous diront-elles?

Le 5 septembre 1774, les treize colonies de l'Amérique du Nord tiennent leur premier Congrès à Philadelphie (Pens.), et adoptent la *Déclaration des Droits*, c'est-à-dire l'exercice de la Souveraineté assuré à chaque État.

Le 4 juillet 1776, *Déclaration de l'Indépendance* : les États sont reconnus par la France, comme *Etats libres*, *Souverains* et *indépendants*. Quelque temps après, dans les négociations pour la question des représailles, ils sont reconnus, exactement dans les mêmes termes, par le roi Georges III lui-même.

La paix est faite en 1783 ; et l'Angleterre reconnaît encore et d'une manière formelle l'indépendance de chaque État et son droit à une action propre et distincte. Il en est ainsi, en effet, de 1783 à 1787 ; chaque Etat, pendant cette période, a son régime à part, comme durant la guerre; et, en 1787, des délégués sont nommés pour rédiger une Constitution qui « *resserre les liens de l'Union* ». Chaque Etat doit avoir une voix.

La première séance de cette Convention a lieu le 17 mai 1787. Le 17 septembre suivant, les députés tombent d'accord sur la rédaction ; mais ce n'est qu'un *projet*. Aucun effet légal n'en découle ; il est sans force en lui-même, et est subordonné à la réalisation de certaines conditions particulières et prévues. Il doit être soumis au vote séparé de

chaque État, qui a le droit de l'accepter ou de le rejeter, sans délai de rigueur. Le cas de refus est même si bien prévu, qu'il est dit : Cette Constitution ne sera pas valable avant que neuf États l'aient ratifiée, et elle n'aura d'empire que sur ceux qui l'adopteront. Tous droits et pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés au Gouvernement fédéral sont laissés et reconnus à chaque État.

Forts de ces réserves, quelques États attendent des années entières avant de se prononcer. La Géorgie n'accepte la Constitution que le 2 janvier 1788; la Caroline du Nord, que le 27 novembre suivant. Les uns et les autres jurent la Constitution, non pour s'enchaîner, mais pour se consolider et s'affermir. Chacun garde le droit qu'il avait : il entre dans l'Union par le vote du peuple ; il se réserve d'en sortir par un vote contraire.

XLVII. Ils n'ont pas abdiqué leur indépendance souveraine, à leur entrée dans l'Union.

En s'unissant sous une forme fédérative, les États ne pensent donc pas à aliéner leurs droits et leur indépendance réciproque. Jaloux et chatouilleux à l'excès sur ce point, ils en font une réserve expresse, et ne délèguent au Gouvernement fédéral que certaines attributions qui, exercées par les États eux-mêmes, seraient incompatibles avec l'Union et le but qu'ils se proposent en se confédérant.

Voilà ce dont il faut se pénétrer pour apprécier avec justesse et selon l'équité la grave question qui est pendante. A ce titre, et il est fondé, la Virginie et les Carolines, etc., n'ont pas plus fait abandon à l'Union Américaine de leur Souveraineté, que l'Autriche, la Prusse, la Saxe, les villes Anséatiques, n'ont abandonné la leur à la Confédération Germanique.

Le Gouvernement fédéral n'était qu'un simple agent des États : un simple fondé de pouvoirs, agissant dans les limites d'un mandat tracé. Un certain nombre des États ont perdu leur confiance dans cet agent : ils lui ont retiré leur mandat; voilà tout. Des précédents peuvent être cités.

De 1812 à 1814, les États de la Nouvelle-Angleterre revendiquèrent hautement le droit de se retirer de l'Union. Lors de la guerre de 1812, le Massachussets refusa formellement de fournir des troupes contre la Grande-Bretagne. Les autres États de la Nouvelle-Angleterre imitèrent le Massachussets dans le refus des contingents, et ils se joignirent à lui pour préparer leur séparation. Ils ne se bornèrent pas à réclamer leur droit de quitter l'Union, mais encore celui de s'annexer à l'Angleterre, alors en guerre avec les États-Unis! En 1814, ils élurent des députés qui se réunirent, dans ce but, à Hartford (Connecticut). Sans la paix de 1815, qui survint inopinément, le retrait des États de la Nouvelle-Angleterre était un fait accompli. Le Sud n'éleva pas la moindre objection à l'exercice des droits que revendiquaient ces États. En 1844 et 1845, le Massachussets, la serre chaude des *Puritains* du Nord, menaça de nouveau de se séparer de l'Union, si le Texas était annexé. Le procès d'aujourd'hui se trouve jugé par les actes mêmes des adversaires les plus acharnés du Sud (1).

(1) Le chef du parti esclavagiste est Wendell Philipps. Il est, en outre, bien plus que M. Lincoln lui-même, une des fortes colonnes du parti *Républicain* (il faut noter que le parti *Républicain* est divisé sur la question de l'esclavage). Wendell Philipps et Greeley (qui marche après celui-ci dans l'ordre des chefs abolitionistes) ont formé pendant vingt ans, avec M. Seward, le ministre actuel de M. Lincoln, un triumvirat politique.

En 1857, à la Convention de Worcester (Massachusetts), W. Philipps prêchait

Le droit des États du Sud à se séparer est donc incontestable; il est dans l'esprit de la Constitution de 1787; il est surtout dans l'interprétation constante et pratique de l'amendement adopté et introduit dans cette Constitution.

La question de légalité, fût-elle envisagée au simple point de vue du droit commun, se trouve tranchée en faveur du Sud.

Un acte de société est nul, quand l'une des deux parties contractantes viole ses engagements.

Le Nord a-t-il violé les siens? Les *Slave laws* passées contre le Sud, par les Etats du Massachussets, du Connecticut, du Vermont, du Maine, etc., sont là pour répondre. Elles étaient une violation flagrante de la Constitution. Il ne peut pas y avoir de doute à cet égard : c'est un fait matériel. L'application de ces lois, reprise avec acharnement contre les propriétés et les personnes du Sud, était à la fois un danger et une insulte pour ce dernier, un défi insolent jeté à la face du Sud. Ces lois étaient autant d'actes agressifs : une véritable déclaration de guerre de la part du Nord. Qui osera soutenir que le Sud n'avait pas le droit de se retirer de l'Union, en présence d'un état d'hostilité ouverte? Lorsque le Nord ne peut reprocher au Sud un seul fait, lui opposer un seul acte qui vienne servir d'excuse à la conduite qu'il a tenue contre lui depuis trente ans!!

XLVIII. Le Président actuel du Nord a reconnu lui-même la Souveraineté des Etats.

M. Lincoln a reconnu ce principe de la Souveraineté de ceux qui n'ont pas obéi à sa réquisition de troupes : il devrait être logique et ne pas s'étonner de la résistance que rencontrent ailleurs des prétentions inadmissibles, surtout sous le régime du suffrage universel. C'est ce principe qui a créé les États-Unis; c'est la base sur laquelle l'Union repose depuis sa fondation. Le président du Nord plus que personne est tenu de le respecter : il doit être sacré pour lui.

Chose étrange! M. Lincoln a donc oublié qu'il a eu soin de reconnaître d'avance la justice de la cause des États du Sud? Nous n'adoptons pas sa théorie; nous tenons seulement à rappeler qu'en 1848, à propos de la question de Hongrie, le Président actuel du Nord s'exprima ainsi dans le sein du Sénat :

XLIX Il a même proclamé le droit à l'insurrection, non-seulement pour tout un peuple, mais pour

« Un peuple, dit-il, s'il en a le désir et le pouvoir, a toujours et « partout le droit de changer de gouvernement et d'établir celui qui « lui convient. C'est là notre conviction et notre espérance; c'est ce « droit inappréciable qui émancipera le monde. Et ce droit ne se borne

publiquement que la dissolution de l'Union était son but et son moyen pour arriver à l'abolition de l'esclavage.

Voici la fin d'un de ses discours : « Si l'esclavagiste aime l'Union, je l'exècre. » (*If the slaveholder loves the Union, I hate it.*)

« Quand on faisait courir les chevaux dans les cirques romains, chaque cheval « avait sur lui un petit paquet d'aiguillons de manière à ce que plus vite allât le « coursier plus vite encore il fut forcé de courir. Je voudrais faire courir les *slave-* « *holders* avec les quatre millions d'esclaves en guise d'aiguillons. Dissolution est ma « méthode pour cette course : la dissolution, en d'autres mots, c'est seulement un « autre moyen (*method*) de laisser les causes naturelles avoir leur jeu (*free play*). Je « voudrais détruire la *vanne* de l'Union, et laisser le torrent des propres eaux de « Dieu suivre leur cours naturel; et vous pouvez être sûrs, que, semblable à tout « autre courant, il aurait bientôt débarrassé son canal de tout obstacle! »

Wendell Phillipps s'est trompé dans ses sinistres prévisions. L'Union a été dissoute, le Nord a fait des efforts prodigieux pour abattre le Sud : les noirs n'ont pas bougé. La vanne de l'Union, en se levant, n'a pas laché sur le Sud les quatre millions d'aiguillons désirés. Mais le Sud n'en accuse pas moins avec raison le parti Abolitioniste d'être le vrai désorganisateur de l'Union, et de l'avoir sapée de parti pris.

« pas au cas où la totalité du peuple soumis à un gouvernement existant peut prendre la résolution de l'exercer : toute portion d'un peuple qui est en force suffisante peut, s'il lui plaît, se soulever et faire sienne la partie du territoire qu'elle habite. Bien plus, s'il y a, dans une fraction quelconque du pays, une majorité et une minorité, la majorité peut abattre la minorité qui la gêne. Cela s'est vu dans notre Révolution. Les *Tories* ont dû céder et disparaître. Il est de l'essence des révolutions de ne pas suivre les vieux errements ou les lois surannées, mais bien de les renverser et d'en créer d'autres. »

la majorité dans chaque fraction d'un pays.

L. Le Sud ne saurait donc être traité de *rebelle*.

Ces paroles s'appliquent admirablement à la position du Sud ; elles absolvent les Confédérés de toute *rébellion*, si rébellion il y a aux yeux de M. Lincoln. Mais qui pourra absoudre le Président de Washington des torts qui lui sont imputés?

LI. Si la Constitution a été violée, c'est par M. Lincoln qu'elle l'a été.

Sans doute, dans les temps de révolution, les questions de constitutionalité sont fort délicates. Si l'on soumettait cependant à un tribunal impartial la conduite du Sud et celle de M. Lincoln, les juges n'auraient pas besoin d'être de grands clercs pour décider que si la Constitution des États-Unis a été violée par quelqu'un, elle l'a été par M. Lincoln et non par le Sud.

LII. Fautes commises par le Président de Washington.

Chaque jour, depuis son entrée en fonctions, le président du Nord a pris, de son autorité privée, des mesures que le Congrès seul avait le droit de décréter. Notifier un blocus, contracter des emprunts, déclarer la guerre, de son chef : tout cela aurait mené M. Lincoln fort loin, en temps ordinaire.

LIII. M. Lincoln pouvait sauver l'Union.

Par un singulier contraste, M. Lincoln, qui s'arroge complaisamment des droits, a manqué d'énergie et de patriotisme; il n'a pas été à la hauteur des circonstances : il pouvait sauver l'Union dans son Message, il ne l'a pas fait. A sa place, Washington , Adams, Jefferson, auraient trouvé dans leur cœur quelques-unes de ces paroles qui calment les tempêtes politiques. Les circonstances étaient aussi solennelles en 1850, l'Union était en danger comme en 1861 : Clay et Calhoun se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et l'Union fut sauvée !

LIV. Le Sud avait raison de demander des garanties.

Le Sud avait raison de demander des garanties contre la continuation ou le retour d'un état de choses devenu intolérable. Qu'y avait-il là d'anormal ou d'exorbitant? Etait-ce un crime que d'en appeler à la justice, au bon sens et à l'intérêt bien entendu de tous? M. Lincoln n'avait qu'à faire exécuter le pacte fondamental; par cela même, il accordait satisfaction aux réclamations si naturelles du Sud.

LV. Question des territoires.

Les *Liberty laws* n'étaient pas le seul grief du Sud. La question des territoires (1) divisait également ; elle touchait à l'existence même du Sud. Nest-il pas de toute équité que des territoires, acquis en commun,

(1) Sous l'empire de la Constitution, les Etats-Unis ont acquis en territoires :

Cession du Nord-Ouest	286,681	milles carrés.
Cession de la Louisiane	1,189,112	—
Cession de la Floride et de l'Oregon	400,731	—
Cession mexicaine.	601,078	—
Total. . .	2,377,602	milles carrés.

De tous ces territoires, les Etats du Sud n'ont obtenu la jouissance que de 283,713 milles carrés, tandis que les Etats du Nord ont reçu pour leur part 2,083,889 milles carrés, soit une part près de huit fois plus grosse que celle allouée au Sud.

soient une propriété commune? Dans cette affaire de *Dred Scott*, qui produisit une sensation immense, la solution avait été en faveur du Sud. La Cour Suprême des États-Unis, corps politique et autorité supérieure au Congrès lui-même, en matière de constitutionalité des lois, avait décidé contre le Nord. Celui-ci n'en a tenu aucun compte. Le Nord n'en a pas moins continué à dénier au Sud son droit à la jouissance commune des territoires.

Le Sud devait-il donc abdiquer toute dignité, renoncer à ce qui était à lui de la manière la plus incontestable? Evidemment non. A la fin, la coupe était pleine et débordait.

LVI. Il y avait urgence pour lui à revendiquer ses droits et à ne pas se laisser imposer une Constitution remaniée au point de vue des intérêts exclusifs du Nord.

Et, remarquez-le, il n'avait pas de temps à perdre pour revendiquer ses droits et se faire respecter. Le moment approchait où le Nord aurait eu plus de votes qu'il ne lui en fallait pour modifier à son gré la Constitution. A ce point de vue-là encore, le Sud était placé sous le coup d'un danger qu'il devait conjurer à tout prix. La prudence lui commandait de ne pas attendre qu'un adversaire aussi égoïste et aussi âpre que le sien pût lui imposer une Constitution remaniée au point de vue des intérêts exclusifs des gens du Nord.

LVII. Le Président de Washington devait au moins proposer au Congrès les mesures réclamées par le Sud, ou réunir une Convention.

Toutefois, l'appel aux armes n'avait pas retenti : on pouvait s'entendre à l'amiable. Que M. Lincoln ne proposait-il au Congrès l'adoption des mesures législatives qui étaient réclamées? Ou bien que ne réunissait-il une Convention populaire, avant que les États du Sud eussent pris des mesures sur lesquelles il n'y avait plus à revenir?

LVIII. La partialité de M. Lincoln a provoqué la rupture.

M. Lincoln ne l'a pas fait, parce qu'il a oublié qu'il était le Président des États-Unis, et non le Président du Nord; qu'il devait une protection égale à tous, et ne pas mettre son pouvoir au service d'une seule des sections du pays, au grand détriment de l'autre; qu'il ne pouvait se faire l'instrument des passions fanatiques d'une partie de l'Union, et arborer pour devise la destruction de l'autre!

Comment douter de sa partialité, quand on sait les choix qui ont inauguré son gouvernement? Jusqu'à lui, les membres du cabinet et de l'administration étaient pris parmi les diverses sections de l'Union. M. Lincoln a rompu avec cette sage tradition. Il a donné exclusivement tous les postes à ses amis politiques, ce qui n'a pas peu contribué à blesser et inquiéter le Sud. Peu d'États s'étaient séparés. Il n'a pris personne dans les États rattachés encore à l'Union, et qui, loin de s'en séparer, y auraient peut-être ramené les autres, s'ils avaient trouvé dans la conduite de M. Lincoln des tendances au rapprochement et des garanties de paix.

Ils désiraient et il aurait fallu une politique de conciliation et un cabinet qui offrît au moins une fraction modérée et conservatrice. Et qui M. Lincoln choisit-il? MM. Seward, Samuel P. Chase, etc., etc.; c'est-à-dire des hommes qui personnifient l'hostilité aveugle et à outrance contre le Sud; des hommes qui sont l'incarnation vivante du fanatisme abolitioniste! Ne craignons pas de le dire : M. Lincoln sera responsable devant la postérité d'avoir déchiré l'Union.

LIX. Une politique de conciliation était nécessaire : elle eût sauvé l'Union.

Si le Président y avait tenu, et qu'il eût obligé le Nord à exécuter loyalement sa part du contrat fédéral, nul ne peut dire où se seraient arrêtés les progrès des États-Unis fidèles à leur nom. La grande République serait parvenue à un degré de force et de splendeur auprès duquel eussent pâli les souvenirs de la puissance romaine.

LX. La grande Ré-

Ce n'est pas sans une douloureuse impression qu'on voit se scinder

ce brillant faisceau, et disparaître du firmament politique cette Constellation qui n'avait pas d'égale. C'était le symbole du progrès, de la prospérité et de la liberté ennemie de la licence. L'Amérique pleurera toujours les *Étoiles* disparues de son ciel, et qui étaient son orgueil. Mais, au point de vue européen, c'est très-probablement un bonheur, une nécessité, que cette séparation en deux des États-Unis d'Amérique. La France, en particulier, ne saurait que gagner à cette révolution; elle a intérêt à voir clair dans cette question. Suivant l'attitude qu'elle prendra, elle s'aliénera ou s'attachera le Sud, et retirera, ou non, des événements qui se préparent, les avantages auxquels elle doit prétendre.

publique d'Amérique cesse d'exister; la France doit gagner à cette révolution.

LXI. Le Sud est notre ami et notre allié naturel.

Le Sud est notre ami naturel; le Nord notre ennemi, à cause de ses *affinités* pour l'Angleterre. Le Sud, pays essentiellement agricole, n'est, par ses produits, en opposition d'intérêts avec aucune nation. Le Nord, à cause de ses manufactures, est l'antagoniste de tous.

C'est le Sud qui consomme nos produits; il les exempte de droits. Le Nord les frappe d'une prohibition à peu près absolue par le tarif Morill. Le Sud nous ouvre ses ports, exempte nos navires de droits de tonnage, et abat les barrières qui fermaient le commerce des côtes d'Amérique à nos navires. Le Nord fait tout l'opposé.

LXII. Qualités des hommes du Sud; leur probité.

Le Sud n'a pas eu encore jusqu'ici de rapports directs avec l'Europe. Il n'y est pas connu, ou ne l'est qu'à travers les calomnies intéressées du Nord.

Le Sud possède au plus haut degré la bonne foi et la probité commerciales.

Les crises financières qui ont épouvanté l'Europe sont venues du Nord et de l'Ouest : non du Sud. Il y a telle ville populeuse et commerçante du Sud dans laquelle, en vingt ans, une seule faillite n'a pas éclaté. Comment le Sud pourrait-il faire banqueroute? Il est agricole avant tout. Il vend ses produits : on les lui paie, et tout est dit. Il n'a ni désir ni occasion de se trouver mêlé à ces spéculations échevelées dans lesquelles se jettent à plaisir les gens d'affaires du Nord.

LXIII. Dans le Sud, la considération n'est accordée qu'à l'honnêteté et à la valeur morale.

Dans le Sud, la considération accordée à un homme se mesure sur la valeur morale qu'on lui reconnaît. La vénération du dollar n'y est pas le premier culte. La fidélité à tenir ses engagements, un caractère à l'abri de tout reproche, sont des conditions nécessaires pour jouer un rôle. En est-il de même dans le Nord? Le Sud veut, maintenant, être connu par lui-même et non par les actes des autres. Devant les faits, les préjugés tomberont.

LXIV. Fausses idées que l'on a encore en Europe de l'habitant du Sud.

Notre imagination, frappée par la lecture de publications écrites avec un art diabolique, se représente toujours l'habitant du Sud un fouet à la main droite, un fer rouge à la main gauche; brutal, à demi-sauvage, n'ayant d'autre loi que celle de ses caprices. Rien n'est moins mérité qu'une telle réputation. Religieux sans fanatisme, chrétien mais tolérant, l'habitant du Sud est instruit et fait de fortes études. Il peut s'adonner à la culture de son esprit, et il en profite.

LXV. Supériorité intellectuelle du Sud.

La meilleure preuve de la supériorité intellectuelle du Sud est le rôle qu'il a joué dans les affaires publiques, malgré son infériorité numérique et la jalousie de son antagoniste. Le siége présidentiel a été occupé pendant quarante-quatre ans (sur 72) par des hommes du Sud. Aucun homme du Nord n'a été réélu président; le Sud a eu des présidents réélus jusqu'à quatre fois. Sur 33 présidents de la Chambre

des Représentants, le Sud en a fourni 21. Sur 77 présidents du Sénat (vice-présidents de la République), le Sud en a donné 61. Il en est de même des ambassadeurs.

C'est au Sud qu'appartiennent Washington, Jefferson, Monroe, Madisson, Patrick Henry, Clay, Marshall, encore plus grands par le caractère et par le cœur que par l'intelligence ; ces hommes-là ne sont pas seulement l'honneur de leur pays et de leur siècle, mais la gloire de l'humanité. A ceux-là viennent s'en joindre d'autres, aussi remarquables, mais moins connus en Europe : les Calhoun, les Jackson, les Randolph, les Cabell, les Maury, les Pinkney, les Lounds, les Taney.

Aux yeux de quiconque l'a étudié de près, le Sud n'a rien à envier à aucune nation sous le rapport de la civilisation, de la douceur des mœurs, de la droiture du caractère, de l'élévation des sentiments.

LXVI. Qualités des femmes du Sud. Elles se rapprochent des Françaises.

Les femmes du Sud sont de tendres mères de famille, des épouses dévouées. Les Créoles le disputent à nos Françaises en grâce, exquise distinction, sensibilité, générosité, chaleur de cœur et d'idées, intelligence de tout ce qui est noble, beau et bien. Dans les épidémies qui ont ravagé les côtes du Sud, elles ont donné mille preuves d'inépuisable charité et d'abnégation, en prodiguant leurs soins sans distinction de rang ni de couleur.

LXVII. Liens intimes qui existent entre la France et le Sud.

Et qu'y a-t-il d'étonnant à cette similitude entre l'habitant du Sud et celui de notre pays? Est-ce que la Louisiane n'est pas de souche française? Est-ce que nos troubles de religion n'ont pas conduit dans le Sud des milliers de familles qui comptaient parmi les plus considérables de la France? Ces familles ont pris racine là-bas, et leur race n'a pas dégénéré. Elle a conservé ce *je ne sais quoi de français* qui ne s'efface jamais. Ce serait par cent mille, et à les prendre parmi les premières de ces États, que l'on pourrait compter ces familles de vieux sang qui tiennent à honneur d'invoquer le souvenir qui les rattache au pays de leurs pères. Aussi le Sud aime-t-il la France. De toutes les nations de l'Europe, la nôtre est celle qui lui est le plus sympathique. Pas une famille qui ne fasse apprendre le français à ses enfants : la génération actuelle parlera français comme les Parisiens.

LXVIII. La France est naturellement appelée à intervenir en faveur du Sud. La neutralité de l'Angleterre n'est qu'un mot.

La France est donc naturellement appelée à se prononcer dans la querelle, et à prendre parti pour le Sud. Qu'elle ne dise pas, si elle comprend bien ses intérêts : « Mieux vaut attendre : l'Angleterre nous « donne l'exemple ». Si elle se laissait tromper ainsi, elle n'aurait vraiment pas d'excuse. Peut-elle ignorer ce que tout le monde voit? doit-elle se prêter à des apparences grossières? Qu'est-ce qu'une neutralité comme celle des Anglais? Il suffit, pour la révoquer en doute, de rappeler l'envoi de 25,000 fusils à M. Lincoln par les gens du Canada, et l'offre faite par les mêmes de 75,000 autres. Il suffit encore de voir le président de Washington accepter les services de volontaires canadiens. L'Angleterre est tout aussi neutre, dans ce cas, que le serait la France si la Martinique ou l'Algérie faisait pour l'une des deux parties belligérantes ce qu'a fait le Canada pour les États Fédérés.

LXIX. L'Angleterre a toujours nourri l'espoir de reprendre une partie au moins de son ancienne colonie.

L'Angleterre est fidèle, en cela, à sa vieille tactique. Elle n'a jamais perdu l'espoir de rattacher à sa couronne une partie au moins de son ancienne colonie. Ces prétentions, qui peuvent paraître chimériques, sont loin de l'être : qu'on se rappelle la conduite des États de la Nouvelle-Angleterre, de 1812 à 1814, dont nous avons parlé plus haut,

et l'on comprendra notre pensée. Tout en paraissant assister avec bonheur au développement des Etats-Unis, elle n'a jamais cessé de les regarder d'un œil jaloux. Pour elle, ce sont des révoltés qui n'ont dû leur triomphe qu'à la faiblesse momentanée de la métropole et à l'appui de la France. Elle ne serait pas fâchée de recevoir ces rebelles à merci et de rétablir ses droits de mère-patrie. Quant aux moyens à employer, elle n'est pas en peine.

LXX. Tentatives de *Exeter Hall* contre le Sud des Etats-Unis avant la querelle qui vient d'éclater.

Raconter toutes les menées anglaises en Amérique, ce serait répéter le programme et faire l'historique des tentatives de *Exeter Hall;* ce serait décrire la campagne que poursuivit la Compagnie des Indes contre le Sud des États-Unis. Il ne s'agissait de rien moins que de faire de l'Inde le grand et unique champ de production cotonnière et sucrière du monde ; c'était l'entreprise la plus machiavélique qu'on puisse imaginer, et la plus puissante aussi dans ses moyens d'exécution.

La politique de *Exeter Hall*, à proprement parler, date de 1788. Wilberforce venait de se mettre à la tête du mouvement, qu'il soutenait de sa popularité et de son incontestable talent.

Ses manœuvres devinrent un système organisé lorsqu'elle fonda la *Société Abolitioniste du Monde*, et que le marquis de Stattford en prit la présidence, en 1840.

LXXI. Projets et plan de l'Angleterre.

A ce moment, la production cotonnière du Sud n'était pas, à beaucoup près, ce qu'elle est à présent. L'Angleterre pouvait écraser le Sud sans courir les dangers qui résulteraient aujourd'hui, pour elle, de son succès même. Ensuite, elle espérait avec l'Inde et l'Australie remplacer le Sud.

Rien ne l'arrêta : pour avoir l'air de prêcher d'exemple, elle décréta l'abolition de l'esclavage dans ses propres colonies, et inventa le *droit de visite*. Par là, elle sacrifiait ses colonies des Grandes Antilles ; mais elle croyait détruire nos colonies françaises, en même temps qu'elle frapperait le Sud. Elle voyait même plus haut et plus loin : en abattant le Sud, elle voulait frapper le Nord au cœur.

LXXII. Insuccès de ces manœuvres. Revirement de la politique anglaise : elle n'a plus intérêt à sacrifier le Sud.

L'Angleterre échoua. Le Sud fut médiocrement touché du philanthropique exemple donné aux béats par la Grande-Bretagne. Les manœuvres abolitionistes ne purent entamer le Sud : il resta debout. Il n'en fut pas de même de ses adversaires ; à cause du climat, et soit par suite du défaut de certaines conditions économiques, *Exeter Hall* ne put tenir. En vain était-il soutenu par tout l'or de l'Angleterre, par l'aristocratie, la chambre des communes, la banque, les passions religieuses, et les intérêts politiques et commerciaux du noble pays. Il dut renoncer à faire de l'Inde ce qu'il croyait pouvoir en faire. La leçon ne sera pas perdue. Du reste, la Grande-Bretagne, depuis lors, loin d'avoir les mêmes raisons de poursuivre la ruine du Sud, a intérêt plutôt à le ménager et à se servir de lui.

LXXIII. L'Angleterre feindra de rester neutre, mais elle tend à abaisser le Nord.

Le Nord, qui comptait sur une complète et toute puissante intervention en sa faveur, n'est pas content de ce que l'Angleterre se borne à faire pour lui. Il voudrait qu'elle s'unît à lui « pour contraindre le Sud à rentrer dans le devoir » ; exigence aussi ridicule que mal fondée. L'Angleterre, si elle y cédait, commettrait des fautes capitales. Elle est trop habile pour cela ; sa ligne est toute tracée : elle restera neutre, en apparence, tant que les deux sections, en s'affaiblissant mutuellement, feront ses affaires. Mais sa politique change aisément ; elle n'a plus aujourd'hui aucun intérêt à la décadence du Sud ;

au contraire, du jour où le Nord mettrait réellement le Sud en péril, elle aurait à intervenir en faveur de la nouvelle Confédération. Elle le ferait, lui fallût-il chercher une mauvaise querelle au Nord; mais la conduite de celui-ci paraît être tout ce qu'il faut pour qu'il n'y ait pas de prétextes à trouver (1). Ce qu'il faudra donc bientôt, par-dessus tout, à l'Angleterre, ce pourrait bien être l'abaissement du Nord. Outre le désir bien naturel d'assurer l'alimentation de ses fabriques, elle ne serait pas fâchée de pouvoir humilier les États-Unis et venger les nombreuses avanies qu'ils lui ont fait subir; avanies qu'elle a supportées en silence, non point à cause de la marine militaire américaine, mais à cause de *King Cotton.*

LXXIV. Elle y trouverait son avantage et vengerait ses injures.

L'Angleterre eût eu aisément bon marché de la marine fédérale. On a souvent, en Europe, fait à cette marine l'honneur de la supposer aussi forte et aussi nombreuse qu'elle l'était peu. Lors de la dernière querelle des États-Unis avec l'Angleterre, pour le droit de visite, en 1858, dans le golfe du Mexique, l'Union n'avait pas un bâtiment de guerre capable de prendre la mer.

En nous exprimant comme nous l'avons fait, avons-nous cédé à un vieil esprit de dénigrement contre les Anglais! Nullement. Nous savons que l'Angleterre et la France sont deux grands peuples; nous ne sommes pas de ceux qui veulent les voir aux prises, et qui croient servir les intérêts de l'humanité en soufflant entre eux la discorde; nous

(1) Les rapports entre le Gouvernement fédéral et l'Angleterre sont fort tendus, à cause de l'enrôlement et de l'emprisonnement de sujets anglais, et surtout par suite de la saisie des bâtiments anglais : *Hawatha*, *Pioner*, *Crenshaw*, etc.

Les armateurs de ces navires ont invoqué devant la Cour les motifs suivants :

Que les troubles existant dans le pays, ou entre une portion des Etats-Unis, ne constituent pas un état de guerre tel que l'exigent les principes de droit public et de loi des nations ;

Qu'aucun blocus légal n'a été établi par le gouvernement des Etats-Unis contre aucun port de l'Union ;

Que le blocus n'a pas été maintenu suivant la loi des nations, ou bien a été violé dans lesdites règles aux Etats-Unis ;

Qu'aucun Etat particulier, ni un certain nombre de citoyens de ces Etats ne peuvent être considérés comme des ennemis des Etats-Unis par le gouvernement de ces derniers ;

Que le Président des Etats-Unis n'a point pouvoir, sans l'autorisation du Congrès, de créer ou déclarer un état de guerre avec aucun Etat ou Etats desdits Etats-Unis, ni d'établir le blocus d'aucun port ou ports de ces Etats.

Nous partageons pleinement la manière de voir des propriétaires des bâtiments saisis. Ces navires ont été condamnés en premier ressort.

Appel a été formé. Des conséquences terribles sont attachées à la décision à rendre par la Cour supérieure. Très-probablement la Grande-Bretagne n'acceptera pas la confiscation du *Hawatha.*

Le Nord a déjà, dans le Sud tout seul, plus de besogne qu'il n'en peut faire, et il se tromperait singulièrement s'il pensait arranger ses affaires en brisant avec l'Angleterre. Ce serait alors que se vérifierait la prédiction de M. Stephens, le vice-président de M. Davis, « de faire flotter le drapeau confédéré sur la Maison de Ville de Boston ! »

M. Seward paraît s'attendre et se préparer à une guerre avec la Grande-Bretagne, ainsi que l'indique sa circulaire récente (10 octobre) pour fortifier les côtes. Ces travaux sont à la charge du Gouvernement fédéral. Ce dernier n'ayant pas d'argent, le ministre de M. Lincoln dit aux gouverneurs de faire faire les travaux, et qu'il en remboursera le coût.

M. Lincoln et ses ministres ont commis de lourdes fautes, parce qu'ils ne connaissent rien de l'Europe. S'ils avaient la plus légère teinture des idées et des intérêts des populations *non américaines* et des nécessités de la politique européenne, ils ne joueraient pas ainsi avec le feu, et ils ne précipiteraient pas leur pays dans une voie sans issue.

n'avons, au contraire, rien tant à cœur que de les voir marcher d'accord, chacun dans la voie de ses aptitudes spéciales. Ce n'est pas au moment où un Traité de Commerce, pour ainsi dire inespéré, vient de cimenter leur étroite alliance, que nous chercherions à blesser de légitimes susceptibilités. Mais il nous semble que l'histoire a des droits imprescriptibles, et que la sincérité, dans une discussion, ne messied jamais; qu'elle est même le langage d'une loyale amitié.

LXXV. Craintes très-fondées de l'Angleterre relativement à la consommation du coton par les manufactures américaines.

Nous disons donc, en reprenant notre exposé, que la Grande-Bretagne a des motifs puissants de voir tomber les manufactures à coton du Nord et de la Nouvelle-Angleterre. Les métiers américains ne lui font pas seulement concurrence. En voyant leur nombre toujours croissant, elle craint encore qu'ils ne finissent par accaparer et absorber toute la matière première et qu'elle n'en manque elle-même.

L'Angleterre emploie plus de 30 millions de broches.

Elle importe annuellement 2,500,000 balles de coton. Elle en réexporte 300,000, et emploie 2,200,000 balles à l'alimentation de ses propres métiers.

Le coton brut employé en Angleterre représente annuellement une valeur de £ 33,000,000, et, converti en produits manufacturés, une valeur de £ 54,000,000 ou 1,350 millions de francs. La différence entre la valeur du produit brut et celle de la matière fabriquée donne à l'Angleterre un bénéfice annuel de 525 millions de francs, auquel il faut adjoindre les bénéfices sur les transports, marine, chemins de fer, etc., les droits de banque, commissions, etc., etc. La sollicitude de l'Angleterre se comprend, en présence de pareils chiffres.

LXXVI. Marche comparative de l'industrie cotonnière en Angleterre et aux Etats-Unis.

Comparons la marche de la manufacture du coton, en Angleterre et en Amérique, et nous verrons si cette sollicitude, — ou cette jalousie si l'on veut, — est sans fondements.

Si l'antiquité de la manufacture du coton ne peut être trouvée dans aucun document, tout porte à croire qu'elle est aussi reculée que celle de la soie, de la laine, ou de toute autre matière analogue; et les plus grandes probabilités sont qu'elle a pris naissance dans l'Inde. Ce pays offre ce phénomène, qu'autant l'Indien est incapable de cultiver le coton, autant il l'emporte sur les autres peuples dans la science de tisser.

Ce genre de fabrication fut importé en Europe, quelque temps après la découverte du passage dans l'Inde par le Cap de Bonne-Espérance. Cette manufacture fut introduite en Italie, passa de là dans les Pays-Bas, et de ce pays en Angleterre. Il y a un siècle, tout le coton filé en Angleterre par la roue à un fil (seule machine alors connue) n'atteignait pas la quantité que représenteraient 50,000 broches d'aujourd'hui.

En 1750, Kaye inventa la *fly shuttle*, la première amélioration moderne importante dans l'art du tissage. En 1767, James Hargreaves, simple tisserand du comté de Lancastre, dota cette industrie de la *spinning jenny*. Ce fut un grand pas de plus.

En 1769, autre progrès : Arkwright inventa la *throstle* ou *mule jenny*, perfectionnée en 1773 par Need et Strutt. En 1785, l'Angleterre commença à fabriquer des mousselines. En 1787, elle en confectionnait 500,000 pièces.

L'Angleterre a toujours été fort jalouse du monopole de la *cotonnade*. Les lois les plus sévères, encore aujourd'hui en vigueur, défendaient

l'exportation ou introduction dans aucun autre pays de ses machines à filer ou tisser le coton.

Samuel Slater, le premier Américain qui ait filé le coton, vint en Angleterre, en 1785, pour examiner les procédés. Ne pouvant emporter ni plans ni dessins, il grava les machines dans sa mémoire, afin de mettre d'accord sa conscience et la loi.

Les commencements de cette industrie, en Amérique, furent encore plus modestes qu'en Angleterre. Slater établit la première filature à coton en 1790, à Pawtucket (Rhode-Island). Sa première machine, longtemps la seule, était mue par eau, et n'avait que 24 *broches!* La seconde filature fut élevée au même endroit, en 1795 ; une troisième et une quatrième furent construites dans le Massachussets, en 1804. Dans les trois ans qui suivirent, dix autres furent bâties dans le Rhode-Island, et une dans le Connecticut. En 1805, il y avait, dans les États-Unis, quinze filatures en tout, donnant un total de 8,000 broches. Le *Rapport Officiel*, en 1810, relève 87 filatures de plus, ayant entre elles 32,000 broches. La guerre de 1812 donna une grande impulsion à cette industrie, la guerre avec l'Angleterre empêchant l'importation du coton fabriqué.

En 1815 et 1816, les importations anglaises furent immenses : elles s'élevaient, pour un pays qui avait alors environ 8 millions d'âmes, à 900,000,000 fr. pour ces deux ans. En présence des plaintes des manufactures, le Congrès prit des mesures de protection. Les plaintes continuèrent cependant : le Congrès n'avait pas accordé tout ce que demandaient les fabricants.

Ces manufactures employaient :

En 1800.	500	balles.
En 1805.	1,000	—
En 1810.	10,000	—
En 1815.	90,000	—

Les fabricants américains firent entendre des doléances continuelles, de 1817 à 1820. En 1824, 1828 et 1832, le Congrès passa trois lois de tarifs, dans chacune desquelles les droits sur l'importation des cotons manufacturés étaient élevés de 25 pour cent *ad valorem*. Sans empêcher la marchandise anglaise d'apparaître de nouveau, ces lois firent cependant accroître graduellement le nombre des filatures du Nord et de l'Est. Les manufacturiers américains entreprirent de lutter contre le produit anglais et de rester maîtres du marché, en redoublant d'efforts pour perfectionner leur fabrication et obtenir de nouveaux droits protecteurs. Ils étaient soutenus par le parti Whig, dont les doctrines sont protectionistes. Les *Whigs*, un des deux grands partis de l'Union, avant que la fraction la plus nombreuse s'en détachât et formât les *Know Nothings*, étaient encore beaucoup plus puissants alors qu'aujourd'hui.

Au reste, comme ce n'est pas seulement l'industrie cotonnière qui veut être protégée, au Nord, mais aussi la marine, les maîtres de forges et les manufactures de toutes espèces, tous ces intérêts firent alliance contre le Sud. Au moyen de cette coalition, les fabricants américains comptaient arriver progressivement à des tarifs prohibitifs. Ils continuèrent à se plaindre de l'infériorité dans laquelle les laissait encore

le tarif de 1832. Le Sud n'envisagea pas la chose de la même manière; il pensa avec raison que l'on était au contraire allé trop loin : que le Sud était sacrifié au Nord. La lutte fut longue et ardente; elle mit l'Union à deux doigts de sa ruine. Heureusement intervint le *Compromise tariff.*

De ce moment-là encore, et c'est à ce motif qu'il faut l'attribuer avant tout, date plus particulièrement la guerre du Nord contre le Sud, qui a une doctrine et des intérêts essentiellement libre-échangistes.

La querelle, simple question de protection, au début, en 1816, avait il est vrai, en 1832, dégénéré, ou plutôt avait été déguisée, depuis longtemps, en question d'esclavage; mais ces divisions étaient loin d'avoir alors le degré de gravité qu'elles prirent à partir du *Compromise tariff.* Le *Missouri Compromise* avait au reste arrangé les choses, en 1820. Au fond, la querelle resta toujours uniquement une question de tarifs. A proprement parler, les différends relatifs aux *territoires* et au *Pacific Rail Road* étaient en quelque sorte des subdivisions de la question des tarifs, tout pouvant se résumer à ceci : le Nord voulant ne concéder au Sud ni territoires ni route au Pacifique, afin de rester le plus fort, et de lui imposer des tarifs à sa convenance (1). Les effets du *Compromise tariff* expiraient en 1842. Le système *protecteur* reprit alors le dessus. Par le tarif Morill, le Nord a montré, cette année, jusqu'à quelles limites extravagantes pouvaient aller ses tendances et ses besoins *protectionistes.*

Au milieu de ces divisions intestines, la fabrication américaine n'en marcha pas moins avec une rapidité incroyable. La progression dépassa, à partir de 1832, celle obtenue par l'Angleterre elle-même.

Quelque surprenant que soit le développement, aux États-Unis, des villes qui se sont adonnées à la manufacture du coton, celui de Lowell (Massachussets) les dépasse toutes, et peut donner une idée du reste.

En 1819, Lowell était un désert, un lieu de chasse; en 1822, la première filature y était élevée; en 1856, il y avait trente-cinq immenses filatures occupant 350,348 broches. C'est aujourd'hui la ville manufacturière la plus importante des anciens États-Unis.

En 1820, la première filature à coton, en Pensylvanie, fut élevée à Manayunk. Il y avait seulement alors deux cabanes: il y a aujourd'hui trente filatures.

A Lowell et Manayunk, il faut ajouter Waltham, Patterson, Ware, Lewiston, Saco, Providence, Laurence, Falls River, Tauton, etc.

(1) Au point de vue plus particulier de la question de l'esclavage, le Sud fut attaqué, de 1846 à 1848, par la manœuvre connue sous le nom de *Wilmot Proviso*, à propos des territoires acquis du Mexique; mais il reçut en 1850 une satisfaction qui calma les choses pour un certain temps. A partir de 1848, l'élection du général Taylor avait amené au pouvoir une administration opposée au parti démocratique et très-imbue des doctrines du Nord. L'Union fut aussi près de se déchirer qu'en 1832. Henry Clay la sauva par les fameuses résolutions qu'il présenta au Sénat le 29 janvier 1850, et qui amenèrent, au mois de septembre suivant, le *Compromise* auquel son nom est attaché.

Les points principaux de ce *Compromise* étaient, d'un côté, l'admission de la Californie comme Etat libre, et de l'autre le *Fugitive Slave bill.*

Le rappel du *Missouri Compromise*, en 1854, renouvela les griefs et les plaintes du Sud.

L'Angleterre employait :

En 1840. . . . . . . 473,000,000 livres de coton.

En 1853. . . . . . . 754,000,000 —

Les États-Unis :

En 1840. . . . . . . 111,000,000 livres de coton.

En 1853. . . . . . . 278,000,000 —

En 1850, les États-Unis fabriquaient déjà une quantité de 265,000,000 livres, quantité supérieure à celle manufacturée par l'Angleterre en 1832, qui n'était que de 222,000,000 livres. Voilà des chiffres et des faits qui parlent éloquemment!

Nous avons dit que l'Angleterre consommait maintenant, chaque année, pour ses fabriques, 2,200,000 balles de coton. Les États-Unis en emploient plus d'un million de balles : c'est, à très-peu près, la moitié de la consommation des fabriques anglaises.

Les manufactures américaines ont l'économie du fret pour aller et venir; elles sont également plus près des marchés de l'Amérique Centrale, de l'Amérique du Sud, de la Chine, de l'Australie, etc. On peut donc voir que l'Angleterre a ses motifs, et les plus sérieux, pour aspirer à culbuter les filatures américaines.

LXXVII. Cette concurrence s'étend à d'autres articles importants.

Ce que nous disons de l'industrie cotonnière, on peut le dire de l'industrie métallurgique. La coutellerie, les machines, les outils, les chaudières, les fournitures de chemins de fer, les instruments aratoires et les divers autres produits des manufactures du Nord et de l'Est font une rude concurrence aux produits anglais sur tout le continent américain.

LXXVIII. Les États-Unis plus favorisés par la nature que ne l'est l'Angleterre.

Les États-Unis sont autrement favorisés, par la nature, que ne l'est l'Angleterre. Celle-ci a une bien plus faible étendue de territoire pour alimenter ses ports par un commerce intérieur d'aller et de retour; ses cours d'eau ne sont pas considérables; son sol, moins fertile, est loin de présenter la même variété de produits, et ses richesses minérales n'égalent pas celles des États-Unis. La position géographique est encore à l'avantage de ces derniers. Si notre regard s'arrête au nord des Iles Britanniques, il aperçoit même moins d'un dixième de la surface arable de la terre, et moins aussi d'un dixième de la population du Globe; tandis que, si nous nous tournons vers l'Amérique, nous voyons qu'elle est, latitude et longitude combinées, au centre de la surface arable, de la population et du commerce du monde, et s'ouvre à la fois sur l'Océan Atlantique, l'Océan Pacifique et le Golfe du Mexique. Ses lacs intérieurs, ses rivières et ses fleuves majestueux, auxquels il faut joindre un réseau sans égal de chemins de fer, amènent à ses ports le commerce d'un immense continent qui possède une variété de climats, de produits agricoles et minéraux, qui n'offre aucun autre pays.

LXXIX. La marine marchande américaine lutte avec succès contre la marine anglaise.

Tout cela ne peut que donner de la jalousie à l'Angleterre, et irriter, chez elle, le désir et le besoin de détruire la marine marchande américaine, qui l'emporte sur la marine anglaise, à un degré remarquable, dans toutes les mers, mais qui, dans l'Océan Pacifique, fait flotter dix pavillons américains pour un pavillon anglais.

LXXX. L'Europe, la France surtout, ont intérêt à ce que cette rivalité subsiste.

Les diverses puissances de l'Europe ne doivent pas mieux demander que de voir cette rivalité subsister. La France a d'impérieux motifs, pour sa part, à ce qu'il en soit ainsi : Qu'elle se rappelle la politique de Choiseul; celle que Louis XVI fit triompher, et qui amena l'indé-

pendance de l'Amérique. Qu'elle se souvienne aussi que c'est pour créer un contre-poids plus sérieux à la marine anglaise que Bonaparte, encore Premier Consul, céda la Louisiane aux États-Unis, en 1803. Aujourd'hui le but est atteint, il est même dépassé; Napoléon ne ferait plus rien pour accroître la puissance des États-Unis ; mais il empêcherait, de tout ses efforts, qu'elle fût détruite. Or, il est à craindre que la crise américaine, en prenant certaines proportions, n'amène la ruine et la chute du Nord, et non pas celle du Sud, comme tant de gens sont portés à le croire, faute de posséder parfaitement la connaissance des conditions réelles de force ou de faiblesse des deux sections de l'Union, aujourd'hui hostiles. C'est notre conviction, c'est ce qui ressort de toutes les pages de ce travail.

LXXXI. La crise actuelle détruira le contre-poids que font à l'Angleterre les États-Unis.

Nous ne manquerions pas de raisons particulières à ajouter aux considérations déjà exposées; toutefois, n'omettons pas ici que le Nord dépend absolument du Sud pour ses bois de construction et ses provisions navales. Le *live oak*, le pin des Carolines, le goudron, la térébenthine, le chanvre, et tout ce qui est connu sous le nom de *naval stores*, sont exclusivement des produits du Sud. Celui-ci n'a qu'à les et refuser, que devient la marine du Nord?

LXXXII. Le Nord dépend du Sud, pour tout ce qui est nécessaire à sa marine.

C'est le développement de la culture du coton qui a amené celui de cette marine. Le chiffre des balles récoltées et celui du tonnage ont marché parallèlement.

A partir de 1820, le transport de trois des produits du Sud, coton, tabac et riz, a constamment formé plus des trois quarts du tonnage total de la marine américaine, et les cinq sixièmes, en ajoutant le sucre, pour le cabotage entre les divers ports de l'Union. Que devient donc encore cette marine, sans le fret des produits des États Confédérés?

Si la séparation s'opérait à l'amiable, la puissance du Nord ne serait pas affaiblie ; il conserverait sa marine, et des traités de commerce avec le Sud lui assureraient un fret aussi abondant.

LXXXIII. Une solution pacifique concilierait tout.

Les avantages que présentait l'ancienne Union seraient ainsi conservés ; et, cependant, l'Ancien Monde serait débarrassé des craintes qu'il ne pouvait s'empêcher de nourrir, en présence d'un développement de jour en jour plus formidable.

Or, cette séparation est inévitable. On doit s'apercevoir, enfin, que le mouvement de résistance qu'oppose le Sud n'est pas le fait d'une poignée d'ambitieux; que ce n'est pas une conspiration ourdie par quelques traîtres qui règnent par la terreur, comme le cabinet de M. Lincoln le représente à l'Europe. Ce n'est pas M. Davis, c'est le Sud qui a décrété la séparation (1). Quelques meneurs eussent disparu

LXXXIV. La séparation est inévitable ; c'est même un fait accompli.

(1) VOTES DES CONVENTIONS.

Etats.	Dates.	Oui.	Non.
Caroline du Sud. .	20 décembre 1860.	169	»
Mississipi	9 janvier 1861.	84	15
Alabama.	11 janvier 1861.	61	39
Floride	11 janvier 1861.	62	7
Géorgie.	19 janvier 1861.	208	89
Louisiana	26 janvier 1861.	113	17
Texas.	1er février 1861:	166	7
Virginie.	17 avril 1861.	190	7
Arkansas	6 mai 1861.	69	1
Caroline du Nord.	21 mai 1861.	Unanime.	
Tennessee.	8 juin 1861.	Par un vote populaire	

ratifiant à une majorité considérable la séparation prononcée précédemment par la législature de l'Etat. (Voir page [illegible]



devant la colère des populations indignées. M. Davis peut, aujourd'hui, personnifier la révolution du Sud, dont il est le Magistrat Suprême; mais il n'est précisément à la tête du Sud que parce qu'il a semblé le plus digne, le plus capable de répondre aux vœux du pays.

Il y avait, dans le Sud, un parti considérable en faveur de l'alliance fédérale; tout le monde même, on peut le dire, aimait l'Union; mais, du moment où l'on a contraint le Sud à se retirer, le parti de l'Union s'est changé en *parti du Sud*. Hommes, femmes, enfants, considèrent aujourd'hui comme une offense la simple supposition de leur rentrée dans l'ancienne Confédération. M. Davis ne serait plus, que les États qu'il représente sauraient bien nommer un autre Président et faire exécuter leur détermination irrévocable.

LXXXV. Elle serait accueillie avec transport si la France voulait s'interposer.

Mais pourquoi ne pas prévenir les horreurs de cette lutte? Si le principe de non-intervention est écrit dans le droit nouveau des peuples, rien ne s'oppose à ce que les paroles d'une sage médiation se fassent entendre. Les conseils d'un Cabinet comme celui des Tuileries

Suite de la note page 33.

Ratification de la Constitution votée le 4 février 1861, à Montgommery (Alabama), par le Congrès des Etats Confédérés.

				Oui.	Non.
Alabama.	13	mars	1861.	87	5
Géorgie	16	mars	1861.	96	5
Louisiane	24	mars	1861.	101	7
Texas	25	mars	1861.	68	2
Mississipi	30	mars	1861.	78	7
Caroline du Sud. .	3	avril	1861.	149	29
Floride	22	avril	1861.	Unanime.	
Arkansas	6	mai	1861.	Unanime.	
Caroline du Nord.	21	mai	1861.	Unanime.	
Tennessee.	Comme ci-avant page 33.				
Virginie.	23	mai	1861.	Par une majorité de 150,000 voix, en même temps que ratification était donnée, par ce même vote populaire, à la séparation décrétée par la Convention le 17 avril.	

Voilà qui répond d'une manière victorieuse, irréfutable, à ces assertions, mensongères tant de fois répétées, « de la poignée de traîtres parlant sans autorité, au nom du Sud »; voilà qui établit s'il est vrai ou non que le Sud soit *unioniste*, et qu'il n'attende que l'apparition des soldats *libérateurs* du Nord pour hisser les *Stars and Stripes* et se replacer sous l'empire du Cabinet de Washington. Ces votes ont été donnés dans la forme tracée par les lois et la Constitution de chacun des Etats séparés. Il n'y a eu aucune pression de baïonnettes. Les votes ont été librement exprimés. La presse du Sud était libre, alors, comme elle l'est encore à présent.

On peut remarquer le progrès sensible de l'opinion dans les votes de la ratification de la Constitution. Il ne s'agissait pas seulement alors d'accepter, une seconde fois, le principe de la séparation (le vote négatif sur l'acceptation du pacte de Confédération annulait de fait le premier vote); mais encore les questions de forme les plus délicates compliquaient la question de principe, car les Etats du Sud sont de vraies sensitives dès que leurs *States Rights* sont en jeu.

En janvier, l'Alabama avait voté la séparation par 61 voix contre 39; il la vote par 87 contre 5 en mars; la Géorgie avait voté 208 contre 89 en janvier; elle l'a revotée par 96 contre 5 en mars.

A l'époque de ces votes, il faut le noter, les esprits étaient relativement calmes dans le Sud; le sang n'avait pas été versé; la torche n'avait pas été promenée dans le Missouri, dans le Maryland et la Virginie; il n'y avait pas eu de tentatives pour soulever les esclaves; les droits des États n'avaient pas été foulés aux pieds et outragés comme ils l'ont été depuis par l'emprisonnement de la Législature du Maryland; les cœurs n'étaient pas alors empreints des sentiments de haine qui les remplissent aujourd'hui.

Amis nous touchons a ces jours
Ou le sceptre est a la Folie
Ou ~~pas qu'a la plus haute tour~~
du chaume jusqu'a la cours
On cherche a rire et l'on oublie
Qui sa raison dedans le vin
Qui sa femme avec sa maitresse
Que de gens font du bruit pour rien
Cependant malgré leur prouesse
Je soutiens moi fort qu'autrefois
Il y a deux siecles je te prie
Et cette histoire en fera foi
Qu'on savait mieux mener la vie
Permets moi donc de t'amener
Dans un chateau du moyen age
bati sur de sombres rochers
sombre comme eux près des nuages
Le sire qui l'avait bati
par peur du bruit l'avait sans doute
Comme hibou cache son nid
l'avait caché loin de la route
Cent ans de tristesse et d'ennuis
y pesaient quand naquit

sont toujours écoutés! Qu'il nous soit permis d'espérer qu'ils le seront cette fois encore. L'Empereur acquerrait une gloire plus impérissable que celle des conquérants; le Nord et le Sud le confondraient dans l'expression de leur gratitude. Ceux qui sont en ce moment les plus exaltés béniraient, dès que le calme serait revenu, la main auguste qui les aurait sauvés; et les Américains ne seraient pas les seuls à se livrer à la joie. Chaque coup de canon qui ne serait pas tiré là-bas serait un bienfait pour tous les ports, toutes les villes, tous les centres manufacturiers du Globe. Le commerce et l'industrie n'auraient plus en perspective un désastre incalculable; ils applaudiraient avec élan à ce grand acte pacificateur et politique à la fois.

LXXXVI. M. Lincoln et ses bravades n'empêcheront pas la reconnaissance du Sud par les puissances.

M. Lincoln a menacé de déclarer la guerre à toute puissance qui oserait reconnaître le Sud. Mais ce serait faire injure à la France et à l'Angleterre, ce serait douter également du sentiment que le reste de l'Europe a de sa dignité, que de supposer que ces bravades puissent exercer une influence sur les déterminations des cabinets.

Le président de Washington est plaisant de défier l'Univers, quand il n'est pas seulement assez fort pour mettre d'accord MM. Seward et Chase, et dominer les coteries qui le tiraillent en tout sens!

Il faut qu'il connaisse bien peu l'Europe, s'il ignore que, quinze jours après la déclaration de guerre, la France ou l'Angleterre l'écraseraient sous les décombres de la Maison-Blanche (1), et, si elles le voulaient, ne laisseraient pas pierre debout dans la capitale fédérale. Il devrait savoir aussi qu'il ne serait pas plus difficile d'en faire autant de Boston, Philadelphie et New-York (2).

M. Lincoln ne laissera pas aller les choses jusque-là; il est aux prises avec trop de difficultés impraticables pour ne pas saisir avec empressement tout prétexte qui le tirerait honorablement de la positien

(1) Si le cabinet de Washington paraît se préparer à une guerre avec l'Angleterre, celle-ci n'a pas l'air non plus de vouloir se laisser prendre à l'improviste. Et nous pensons que si le Nord commet la folie de prêter le collier à la Grande-Bretagne, qui ne demande que de laisser au Nord le rôle d'agresseur, les bâtiments anglais n'auront pas beaucoup de chemin à faire pour arriver devant les fenêtres de M. Lincoln.

L'Angleterre, à ne parler que des navires de la flotte sous le commodore sir Milnes, a dans les eaux américaines quarante deux bâtiments de guerre, parmi lesquels le *Saint-George* et le *Nile*, de 90 canons.

Plus une autre escadre en tête de laquelle sont le *Shannon* et l'*Euryale*, etc.

La France a, sous le commandement du contre-amiral Raynaud, la *Bellonne*, la *Foudre*, le *Descartes*, le *Norval*, le *Lavoisier*, le *Prony*, le *Catinat*, etc.

(2) Prenons New-York, à la date du 30 octobre. La ville, le port et la rade sont défendus par les forts suivants :

Thompkins, à Staten Island, récemment commencé; *Richmond*, à Staten Island, fini, mais sans armement; *Hamilton*, quelques canons de 32, mais qui sont hors de service; *Wood*, à Bedloe Island, la plupart des canons démontés et hors de service; *Lafayette*, entre les forts *Hamilton* et *Richmond*, armement complet mais inférieur : M. Lincoln en a fait la prison d'Etat dans laquelle il renferme les suspects; *Schuyler*, sans armement; *Columbus*, à Governor Island, bien armé, mais aves des canons anciens; *Castle William*, même île, armement complet et bons canons; *Sandy Hook*, travaux en progrès; Un fort *désigné* à Villets' Point, mais rien de commencé; parapets et poudrières à Ellis Island.

Excepté les forts *Schuyler* et *Richmond*, qui n'ont pas un canon, tout le reste est en embryon ou en perspective, et nous ajouterons que, tous ces forts, fussent-ils achevés et armés, ils ne défendraient pas le moins du monde la ville de New-York contre l'attaque d'une flotte européenne. Il est hors de doute aujourd'hui que le système de défense anciennement arrêté pour cette ville est complétement vicieux.

Boston n'est pas aujourd'hui dans une meilleure situation. Des trois forts qui défendent la ville et la rade : *Withrops*, *Warren* et *Independance*, le fort *Warren* est le seul important, et il a *huit* canons. A Philadelphie, c'est encore pire.

dans laquelle il s'est engagé. Que voulez-vous qu'il fasse, en effet, dans l'hypothèse la plus inadmissible? Qu'il pousse vigoureusement la guerre lorsque le Congrès se sera prononcé? Eh bien! après cela? Qu'il puisse alimenter ses troupes; qu'il gagne une, deux, vingt batailles? Nous le voulons; après? Qu'il brûle ou noie les villes du Sud; qu'il fasse des Etats Confédérés un vaste désert; qu'il soulève les esclaves ou les emmène, et qu'il proclame l'abolition de l'esclavage? Soit, encore une fois. Mais est-ce que le Nord pourra travailler lui-même les terres qu'il aura conquises sur le Sud? Est-ce qu'il songe à réduire l'habitant blanc du Sud à travailler côte à côte avec le noir cultivant pour le Nord? Est-ce que la position de l'esclave sera améliorée par les triomphes du Nord? Est-ce que le noir redoute quelque chose de plus au monde que de tomber au pouvoir d'un Yankee? Est-ce que les désastres et les souffrances du Sud, avec leurs conséquences, créeront beaucoup de sympathies européennes aux Etats du Nord? Est-ce que, de tout cela, le Nord retirerait quelques bénéfices? Aurait-il un sou de plus dans ses coffres? Les douanes de New-York et de Boston recevraient-elles un dollar pour combler leur déficit? Les filatures du Nord recevraient-elles le coton à meilleur marché? les navires plus de fret et à des conditions plus lucratives? le commerce et la banque, plus de commissions sur les ventes du coton, du tabac, etc.? Non, loin de là; et, ce n'est pas trop dire, le Nord, dans sa victoire même, trouverait sa ruine et tomberait au niveau des petites Républiques Espagnoles. Si coûteux que soit le sacrifice, l'orgueil du Nord s'accommodera toujours mieux de voir reconnaître la Confédération du Sud.

La question de l'esclavage n'a pas empêché le Brésil d'être reconnu; le Mexique l'a été; Saint-Domingue même a été reconnu : ce ne sera pas là un obstacle.

LXXXVII. L'Europe y sera amenée par la force des choses. A la France à ne pas se laisser devancer par l'Angleterre.

L'Europe verra qu'il s'agit d'un peuple de huit millions d'âmes, policé et jouant un rôle immense; d'un peuple qui a un gouvernement régulier, fondé sur le suffrage universel, les lois les plus sages et la politique la plus modérée; d'un peuple enfin, il faut le dire, utile à tous, et qui ne peut, en aucun cas, être un danger ou faire ombrage à aucune puissance. Elle ne pourra lui refuser d'entrer dans le concert des nations. C'est tout au plus une question de temps. Combien n'est-il pas désirable que la France ne se laisse pas prévenir par d'autres, par l'Angleterre surtout!

La politique d'une grande nation doit voir plus loin que le jour présent. Les Etats du Sud pèsent déjà beaucoup dans la balance du monde, à cause de *King Cotton* et de bien d'autres choses. Mais plus nous irons, et plus leur importance grandira; car, désormais, les questions d'industrie et de commerce domineront toutes les autres. Il n'y a, maintenant, d'autre politique large et féconde que celle des intérêts commerciaux à défendre ou à développer. C'est donc en Amérique, et dans les Etats du Sud principalement, que sera le champ de bataille de l'Avenir, parce que là se trouvent les principales matières premières nécessaires à l'industrie; parce que là se trouvera, de plus en plus, le seul grand marché ouvert à la consommation des produits de l'Europe. Les débouchés manqueront bientôt sur le Continent : tous les pays deviennent manufacturiers; il n'y aurait plus d'écoulement possible à ces flots de marchandises qui d'heure en heure sortent de nos fabriques, si le Nouveau Monde ne les appelait pas.

APPENDICE

DU COTON (1)

Le Sud est le seul pays qui produise le coton tel qu'il le faut au commerce et à l'industrie.

La culture du coton est limitée, dans l'hémisphère de l'Est, aux contrées maritimes situées entre le 40e degré de latitude nord et sa parallèle sud correspondante. Sur le côté est du continent de l'Ouest, cette plante vient entre le 39e degré nord et le 40e degré sud, et sur la côte ouest d'Amérique, entre la 40e parallèle et le degré sud correspondant.

Le coton vient dans le Sud des anciens États-Unis, dans l'Inde, en Algérie, en Chine, au Brésil, en Égypte, en Syrie, dans les grandes Antilles, en Italie, au Mexique, dans l'Amérique du Sud, dans l'Afrique Centrale et sur les côtes de Guinée. Partout ailleurs, il reste à l'état de produit conservé dans les serres.

En examinant successivement l'état de la culture de cette plante dans chacun de ces pays, nous établirons que c'est le Sud seul qui produit le coton que demande le commerce, et que ce n'est que chez lui qu'on trouve la qualité et le prix de revient nécessaires pour produire avec avantage ce textile.

La Compagnie des Indes, soutenue par *Exeter Hall*, a échoué quand elle a voulu faire de l'Inde un champ de production cotonnière.

Il faut renouveler la graine tous les ans, et la graine du Sud est la seule qui réussisse dans l'Inde. Le Sud, en la refusant, empêcherait la culture du coton dans ce pays. Ce refus serait naturel. La graine de coton est le meilleur fertilisant connu. Elle est excellente aussi pour la nourriture des bestiaux, et, depuis quelques années, on est parvenu à en extraire une huile aisée à confondre avec l'huile d'olive. De grandes manufactures se sont établies. Le planteur refuse le plus souvent de céder sa graine aux fabricants d'huiles, ses compatriotes : à plus forte raison viendra-t-il à la refuser à l'Inde.

Le coton indien est d'une qualité fort inférieure, impropre à la plupart des opérations du tissage : il frise. On ne peut l'employer qu'à faire les calicots les plus communs; encore, pour en faire usage, ne peut-on l'employer seul : il faut le mêler à du coton plus long d'autres pays. Le coton indien a 50 0/0 de tare de plus que le coton américain.

L'Indien ne vaut rien pour la culture du coton (2); ce genre de culture réclame

(1) Nous parlons, avant tout, du coton, d'après les observations personnelles que nous avons faites dans nos voyages et dans nos rapports d'affaires. Nos chiffres, soigneusement vérifiés et contrôlés, sont puisés dans le *Statistical Abstract for the United Kingdom*, présenté au parlement anglais par ordre de la reine, et établi par M. Albany Fonblanque, surintendant du *Board of Trade* d'Angleterre ; dans *Baynes* et *Macpherson;* dans *Official Reports of the Statistical Office*, adressés au Congrès ; *United States' patent Reports;* les *Census* des Etats-Unis; de Bows' *Industrial Ressources; Watterson ; Commissionner's Reports;* W. P. Wright's *Tables; Kennedy's Report;* dans *Balanzas generales; Cuadro general; Proposta e Relatario*, et les autres publications officielles des gouvernements américains et européens.

(2) Non-seulement l'Indien ne vaut rien pour la culture du coton, mais encore il est obstinément opposé à l'extension de cette culture par les Anglais : une nouvelle insurrection générale est presque certaine si l'Angleterre entreprend cette culture en grand dans l'Inde. Les *Rayots* (travailleurs) craignent de voir renouveler sur une plus vaste échelle encore le système d'exactions dont sont victimes ceux d'entre eux qui cultivent l'indigo. Ces excès ont été souvent signalés au gouvernement anglais, impuissant, il paraîtrait, à y mettre un terme. Les *Zemindars* (propriétaires du sol) craignent qu'on les dépouille de leurs terres. Ils voient dans la culture du coton par les Européens un nouvel aliment donné à la cupidité de ceux qu'ils considèrent comme d'insatiables spoliateurs. En un mot, les Indiens de toutes les classes font une résistance sérieuse, organisée et insurmontable à l'extension de la culture du coton.

les plus grands soins et d'incessants perfectionnements pour arriver à obtenir un produit qui réponde aux exigences sans cesse croissantes de l'industrie. Le coton que l'on récoltait il y a vingt-cinq ans ne serait plus *marchand* aujourd'hui. Le coton doit être cueilli au jour dit, ou la récolte est perdue, si elle est saisie par les pluies. C'est une des conditions qui rendent cette culture à peu près impossible partout où il n'y a pas abondance et *certitude* de main-d'œuvre.

Dans l'Inde, de même que dans l'Afrique française, dont nous allons parler tout à l'heure, les conditions clématériques s'opposent à la culture du coton sur une échelle importante.

Dans la Péninsule Indienne, le climat subit beaucoup les influences de deux moussons, l'une du Nord-Est, l'autre du Sud-Ouest. Le passage, de l'humidité causée par des pluies trop abondantes, à une chaleur et une sécheresse excessives, est trop subit et trop fréquent. Les extrêmes de la température et la gravité des sécheresses, ainsi que la briêveté des saisons, sont tels que la plante à coton ne pousse pas bien. Elle a à lutter contre la saison des pluies qui suit les mois chauds et secs de mars à juin; et, soit au milieu d'un été d'abord trop chaud, puis trop humide, puis d'un automne trop froid et trop sec, puis enfin par les vents rigoureux de l'hiver, la plante reçoit mille injures de soudaines vicissitudes.

Joignons à cela l'absence d'un système d'irrigation artificielle, des sécheresses ou des pluies torrentielles qui détruisent tout de temps en temps, et des famines périodiques. En résumé, l'Inde n'est pas un pays à coton. L'Inde exporte environ 280,000 balles de coton brut, annuellement; elle en importe une plus grande quantité en matière fabriquée. Ainsi, en 1858, elle a exporté en Angleterre 132,722,575 livres de coton brut, et elle a reçu en retour 223,000,0000 livres de tissus et fils de coton (1).

Beaucoup de gens semblent regarder l'Algérie comme le pays appelé à remplacer les États du Sud dans la production du coton. Projets sur projets sont éclos pour trouver dans l'Afrique française l'alimentation des métiers de Manchester et de Glascow. Dans sa sollicitude pour tout ce qui touche aux intérêts de la France, l'Empereur n'a rien épargné pour encourager ou plutôt créer la culture du coton dans l'Afrique française. Depuis le décret du 16 octobre 1853, tous les gouverneurs et les ministres de la guerre qui se sont succédé ont secondé de tout leur pouvoir les vues du Chef de l'État à cet égard. Un de ces ministres, entre autres, S. Exc. M. le maréchal Vaillant, attachait une importance toute particulière à cette question. Jamais aucune industrie ou culture nouvelle n'a paru débuter sous de meilleurs auspices que celle du coton, lors de son introduction en Algérie. Qu'a-t-on pu obtenir? On a fait venir du coton en Algérie, mais du coton-échantillon. A combien revient la livre? quelle quantité est-on arrivé à produire au prix de tant d'efforts?

Il est très-vrai que le sol de l'Algérie est généralement très-propre à la culture du coton; *mais le climat y est tout à fait contraire.* Il y a des chaleurs trop fortes, des rosées trop légères en été, et des pluies torrentielles en automne. Sur la chaîne de l'Atlas aussi bien que sur les plaines qui couronnent ses hauteurs, la chaleur, bien qu'excessive en été, ne continue pas

(1) Il n'y a personne qui ait le moyen de risquer sur un pareil billet de loterie les milliards que réclamerait la culture du coton dans l'Inde, sur une échelle qui permît de remplacer le coton américain. Cette guerre ne peut toujours durer, c'est évident. Le jour où elle cesserait, les planteurs de coton indien verraient leurs produits et l'argent dépensé en installation leur rester pour compte. D'un autre côté, les métiers européens qui travaillent le coton américain ne peuvent pas servir pour le coton indien. Les manufacturiers auraient ainsi à changer leur outillage une première fois, et à lui faire subir une nouvelle modification quand le coton du Sud reviendrait sur le marché. Un chômage de six mois leur est moins coûteux. Mais, pour les millions de simples ouvriers qui seraient sans pain, la question n'est pas de perdre un peu plus ou un peu moins : l'arrêt des métiers est pour eux une question d'existence.

assez en automne pour permettre la maturité complète de la plante. Dans la région du Tell, on ne peut cultiver le coton à une élévation de 1,700 pieds au-dessus du niveau de la mer. Un autre obstacle à cette culture en Afrique est que le coton, en général, ne peut être planté avant le milieu d'avril sans courir le risque que les graines périssent, par suite de l'extrême humidité de la terre. Conséquemment, il ne peut arriver à maturité avant que les pluies prolongées d'automne commencent et arrêtent la croissance de la plante. A tous ces inconvénients, il faut ajouter le manque d'eau. On a parlé de puits artésiens; les puits coûteraient plus que le coton ne vaudrait, ou ne suffiraient pas. En outre, les vents violents qui règnent habituellement en Afrique dévastent les plantations de coton. Bref, on est placé en présence de conditions climatériques que nulle prime, nul encouragement, ne changeront (1).

La Chine produit du coton. Cette plante y a été introduite au temps de la conquête de ce pays par les Tartares Mogols, en 1280. Loin d'avoir un excédant de production à céder à l'Europe, la Chine importe annuellement 600,000 balles pour sa propre consommation.

Au Brésil, la culture du coton a été à peu près abandonnée. Il n'y vient pas au bord de la mer, au contraire de ce qui se passe ailleurs. Dans l'intérieur, le sucre et le café sont une culture plus avantageuse. Les exportations de coton sont ainsi établies officiellement par le gouvernement Brésilien :

1853-1854.	28,420,320 liv.
1843-1844.	26,056,160
Augmentation en dix ans.	2,364,160 liv.

Veut-on une autre preuve évidente de l'état stationnaire de cette culture au Brésil?

L'importation de coton brésilien, en Angleterre, a été :

En 1825.	22,600,000 liv.
En 1855.	22,824,000

Il y a d'insurmontables obstacles à la culture du coton dans ce pays : en tête, le climat, qui ne vaut rien, qui est trop brûlant; les ravages des insectes et les dépenses pour amener le coton de l'intérieur sur les côtes.

Les mêmes causes : trop grande chaleur, le ver, les insectes, etc., rendent cette culture impossible au Mexique, dans les États de l'Amérique du Sud et dans ceux de l'Amérique centrale.

D'autres, et ils sont nombreux, regardent l'Égypte comme le lieu par excellence de la production cotonnière. Que nous font les États du Sud! disent-ils; l'Égypte n'est-elle pas là?

La culture du coton a été introduite en Égypte, en 1821, par un Français nommé Jumel, dont Méhémet-Ali adopta les idées. Aussi le coton égyptien est-il désigné sous le nom de *jumel* ou *mako*. La région cotonnière du coton est limitée au delta du Nil; il ne vient pas en dehors. Le sol de cette partie de l'Égypte et le climat sont favorables à la culture du coton; mais la récolte dépend entièrement de la crue du Nil. Quand la rivière est basse, la récolte souffre, parce qu'il n'y a presque point et souvent pas du tout de pluie avant décembre.

Depuis cinq ans, la récolte du coton est stationnaire en Égypte; elle a donné pour cette période, une moyenne exportée de 65,000 balles.

L'état de la culture du coton, dans les Grandes-Antilles, occupe un degré in-

(1) Faisons même bon marché des conditions climatériques. Que ceux qui voient dans l'Algérie la solution de la question prennent la peine de calculer le temps, les difficultés et le prix de revient, pour transporter en Algérie les six millions d'âmes qui seraient au moins nécessaires pour obtenir une quantité égale de coton à celle aujourd'hui produite par le Sud. Qu'ils ajoutent à cela les frais d'installation, le matériel et le capital d'exploitation, ils reconnaîtront qu'ils rêvent une impossibilité.

férieur à celui de l'Égypte. Ce pays produit quelques milliers de balles seulement; son exportation n'a pas encore atteint 10,000 balles. Cuba donne une moyenne d'exportation de 113,438 livres. Porto-Rico une moyenne de 234,147.

En Syrie, le coton vient mal; la plante n'est pas vigoureuse, elle est trop petite. Chaque pied produit de deux à cinq tiges, pendant que dans le Sud il en donne de deux à trois cents.

En Italie, le coton vient dans la Sicile et dans le royaume de Naples. La Sicile produit environ quatre millions de livres annuellement; Naples produit la moitié de cette quantité, soit six millions de livres en tout, qui sont consommées dans le pays. En outre, une seule manufacture napolitaine, la maison Vonwiller, importe annuellement du Sud des États-Unis, pour sa propre fabrication, deux navires de coton. La Sardaigne seule importe pour sa consommation une quantité triple de celle produite par la Sicile et Naples. Et l'on peut avoir une idée de la rapidité avec laquelle les besoins de coton s'augmentent dans ce pays, en sachant qu'en 1854, la quantité importée des États du Sud, par la Sardaigne, était de 1,645,372 livres, et qu'elle atteignait le chiffre de 14,777,665 livres l'année suivante. L'importation a été, depuis, toujours dans une progression ascendante. Parmi les causes principales qui s'opposent à la culture du coton en Italie, sont les nuits, les brouillards qui règnent en juillet et août, le manque de main-d'œuvre, et les vents du Nord qui règnent trop longtemps.

Sur les côtes de Guinée, le manque de main-d'œuvre, l'état barbare des populations, la trop grande chaleur, etc., font que ce pays ne donne pas une livre de coton à l'Europe; au contraire, il consomme beaucoup par suite de la *troque*.

De même de l'Afrique Centrale. Port-Natal a fourni quelques milliers de balles; mais, trop grandes chaleurs, pas de main-d'œuvre.

C'est une erreur trop accréditée que de considérer les pays à température fort élevée comme les meilleurs pour cultiver le coton. La trop grande chaleur, au contraire, ne nuit pas moins que les froids extrêmes. Le coton, en un mot, ne vient dans aucun des pays qui manquent de gelées assez fortes pour détruire les insectes, sans cependant l'être assez pour arrêter le développement de la plante. Les États du Sud ne sont pas privés de ces gelées bienfaisantes. Elles sont inconnues dans l'Afrique Centrale et Méridionale, dans la plus grande partie de l'Inde et dans les pays Tropicaux.

Le coton ne peut se cultiver non plus dans les pays où les variations atmosphériques se divisent régulièrement en deux saisons : l'une pluvieuse, et l'autre sèche. Les pluies torrentielles des Tropiques donnent à la plante une croissance hâtive; un excès de chaleur ou d'humidité fait tomber les fleurs et les coques, et nuit en outre à la qualité obtenue.

Le Sud de l'ancienne Union possède seul les conditions *réunies* de sol et de climat permettant cette culture.

Les raisons de cette condition privilégiée des États du Sud sont dans leur situation entre le *Gulf Stream* et les Montagnes Rocheuses. Le Gulf Stream est un fleuve d'eau chaude, dans l'Océan; il a 120 kilomètres de large et 700 pieds de profondeur. Le Golfe de Mexico est sa fontaine et sa bouche dans les mers arctiques. La combinaison produite par l'*opposition* entre l'évaporation chaude du Gulf Stream et les neiges et les glaces éternelles des Montagnes Rocheuses tient *en suspension* les vapeurs. Ceci crée d'une manière permanente l'état atmosphérique indispensable à la culture du coton.

Il ne faut pas perdre de vue que les besoins de la consommation de ce textile augmentent dans une proportion à laquelle la production ne peut tenir pied. Les tendances de la société moderne vont graduellement vers une égalité de condition physique et morale de la grande famille humaine. Les classes riches et les classes moyennes dépensent davantage qu'elles ne le faisaient autrefois en articles de goût, de luxe et d'intérieur. La condition du travailleur s'en ressent d'autant : il peut, à son tour, dépenser davantage. La civilisa-

tion pénètre partout. Les nations et les tribus jusqu'ici barbares tendent de plus en plus à adopter les goûts et les besoins de la société européenne. Leur premier pas dans cette voie est de s'habiller, ou d'abandonner leurs vêtements grossiers ou insuffisants pour revêtir les produits des manufactures européennes.

L'ouverture de la Chine et du Japon aux Européens, à ne parler que de ces deux pays, a une influence considérable sur les besoins de la consommation du coton. Leurs métiers à main seront forcés de céder le marché aux métiers mécaniques de l'Europe.

La France est, comme on sait, un grand consommateur de coton. Elle en emploie annuellement environ 80,000,000 de kilogrammes. Ce produit importé représente en valeur près des deux tiers du chiffre total du commerce d'exportation des États-Unis avec la France. En outre de sa consommation, la France est, après l'Angleterre, le pays qui réexporte le plus de coton brut. Il ne serait pas difficile de démontrer, — et les événements actuels en Amérique peuvent aider puissamment à cela, — que le jour où elle le voudra, elle sera la seule à alimenter les filatures de coton européennes autres que celles de l'Angleterre.

La moyenne de l'importation du coton de tous pays, en Angleterre, a été, pour les cinq dernières années, de 838,335,984 livres. Sur cette quantité, les États du Sud ont fourni 661,529,220 livres.

En 1790, les États du Sud produisaient quelques milliers de livres de coton.

Voici maintenant la moyenne officielle, par chacune des trois premières années de chaque période décennale, du coton qu'ils ont produit et exporté :

	Produit.	Exporté.
1792 1793 1794	5,300,000 livres	743,000 livres.
1802 1803 1804	60,000,000	33,600,000
1812 1813 1814	73,300,000	22,600,000 (1)
1822 1823 1824	203,300,000	153,500,000
1832 1833 1834	431,600,000	344,000,000
1842 1843 1844	907,100,000	680,206,000
1852 1853 1854	1,227,400,000	1,064,200,000

Les États du Sud ont donné, en 1855-56, 3,527,845 balles (la balle américaine est de 500 livres) sur les 4,200,000 de la production totale de tous les

(1) L'exportation avait baissé, à cause de la guerre des États-Unis avec l'Angleterre.

pays réunis. Depuis, il y a eu encore augmentation : en 1858-59, la récolte a été de 4,675,770 balles. Celle de cette année sera supérieure, s'il n'y a pas de guerre. S'il y a guerre, et que la récolte vienne à manquer par ce fait, on sait ce qui arrivera.

Que l'on compare, maintenant, cette progression ascendante et de pareils chiffres à l'état stationnaire et aux quantités relativement insignifiantes des autres pays, dits ou *supposés* être cotonniers!

On peut donc dire hardiment que la consommation de coton du monde entier dépend des États du Sud.

L'Angleterre fait tous les efforts imaginables, dit-on de tous côtés, pour se garder des suites d'une éventualité qui pourrait laisser ses métiers sans coton. Elle ne veut plus dépendre du Sud à cet égard, etc.

Croit-on qu'une culture de coton s'élevant à des millions de balles s'improvise? Mais, avant que l'Angleterre pût arriver à produire, en dehors des États du Sud, quelques centaines de mille balles de plus que ce qui est produit aujourd'hui, il s'écoulerait des années, et il ne faut pas laisser les métiers anglais fermés pendant des années, pour que le mal soit produit : quelques mois, quelques semaines, suffiraient. Les millions d'êtres qui n'ont d'autre moyen de vivre que par le travail du coton ne tiendraient pas des jours.

On serait dans une profonde erreur, si l'on croyait que l'Angleterre a attendu jusqu'à aujourd'hui pour chercher à se passer du Sud; elle a essayé sous toutes les latitudes : dans l'Inde, en Asie, en Afrique, en Australie, en Égypte, en Syrie, partout enfin, et partout elle a échoué. Si elle eût pu faire du coton avec de l'or, elle l'eût fait; elle n'a reculé devant aucune peine, aucune dépense, et ses expériences n'ont pas été d'un jour : cette lutte pour forcer la nature a duré plus de soixante ans.

DU TABAC

Le tabac est probablement, après le sel, l'objet dont la consommation est le plus universellement répandue. Il a ses détracteurs et ses défenseurs. Nous désirons rester neutre entre eux. Nous traiterons seulement du tabac envisagé dans ses rapports avec les besoins existants, et le commerce, la marine et les finances des diverses nations de l'Europe, de la France en particulier. Nous établirons, par des chiffres, tous puisés à des sources officielles, quelle est la part du Sud dans cette importante question.

Cette plante est cultivée au Mexique, au Brésil, en Perse, en Turquie, en Chine, à Saint-Domingue, au Japon, à Cuba, aux Canaries, en Afrique, en Australie, dans le Sud des anciens États-Unis et dans tous les pays de l'Europe, excepté en Portugal. Une loi en défend la culture dans ce dernier pays. En Autriche, la culture en est permise seulement en Hongrie, en Gallicie, dans le Tyrol et à Venise. Elle est également défendue en Irlande. En France, la culture n'est permise que dans six départements et en Algérie.

Le tabac fut observé, la première fois, à Saint-Domingue, par les Espagnols, en 1496. Il a été introduit en Europe, en 1560, par Jean Nicot, ambassadeur de France en Portugal, qui envoya de la graine à Catherine de Médicis. C'est de lui que cette plante tire son nom botanique. Sir Walter Raleigh et Sir John Hawkins, qui l'introduisirent en Angleterre, dans les premières années du règne d'Elizabeth, ne vinrent qu'après Nicot.

De tous les pays producteurs de tabac, il n'en est aucun, à l'exception de l'île de Cuba et du Sud, qui produise assez pour suffire aux besoins de sa propre consommation.

Les anciens États-Unis fournissent plus des deux cinquièmes du tabac consommé en Europe. Nous savons qu'il est récolté dans le Sud.

La production réunie de tous les États de l'Europe, — exclusive de celle

de leurs colonies, donne annuellement, en moyenne, 210 000,000 de livres de tabac. Ces colonies donnent environ 95,000,000 de livres. Cuba, la plus importante de toutes, a exporté, en 1848, 6,275,630 livres de tabac en feuilles, et 161,400,000 cigares. En 1854, 9,808,150 livres en feuilles, et 251,313,000 cigares. La moitié environ de la récolte est consommée dans l'île même.

Porto-Rico, qui marche après Cuba, a produit 2,457,449 livres en 1848, et 5,703,457 en 1854. Java donne 800,000 livres à la Hollande. Manille fournit à l'Europe environ 80,000 livres. Le reste est insignifiant, et a besoin d'être groupé pour présenter un chiffre.

La Virginie, le Maryland, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri et le Texas, donnent annuellement, à eux seuls, 264,000,000 de livres de tabac; un cinquième reste en Amérique, et les quatre autres cinquièmes sont exportés en Europe.

On voit donc que le Sud occupe, quant aux tabacs, une position à peu près semblable à celle qu'il a dans l'idustrie du coton.

Nul pays au monde ne donne des produits qui puissent remplacer les tabacs de ces États. On a échoué partout où l'on a essayé d'obtenir un produit identique.

Ses exportations de tabac brut étaient de 24,451,940 fr. en 1831; en 1857, elles avaient atteint le chiffre de 103,313,860 fr.

L'Angleterre consomme annuellement environ 60,000,000 de livres de tabac. Un quart de cette quantité entre en contrebande, à cause des droits excessifs (environ 1,000 pour 100) perçus sur cet article; sur les 40,000,000 de livres restant, le Sud en fournit habituellement 30 à 35,000,000 de livres. Le chiffre le plus élevé a été celui de l'année 1841 : 51,757,200 livres. Les droits sur le tabac donnent annuellement au gouvernement anglais au-dessus de 112 millions de francs. De 1804 à 1860, l'Angleterre a perçu sur le tabac la somme énorme de 4,825,000,000 fr. L'on peut juger, par là, pour quelle somme le Sud, par cet article seul, a contribué à la prospérité de la Grande-Bretagne.

L'Autriche récolte annuellement environ 80,000,000 de livres. Dans la Hongrie, le tabac est la principale culture du pays, et a atteint le chiffre de 68,000,000 de livres. L'Autriche reçoit, par an, environ 3,000,000 de livres de tabac du Sud. La *régie* autrichienne donne environ 40 millions de francs par an.

Dans les États du Zollverein, la récolte est d'environ 55,000,000 de livres. Le tabac du Sud donne à ces États un revenu d'environ 10 millions de francs.

La Hollande produit environ 8,000,000 de livres, elle en importe environ 32,000,000 de livres. Elle emploie plusieurs centaines de mille âmes dans ses manufactures de tabac. En 1855, les droits perçus, directement ou indirectement, par la Hollande, sur le tabac venant du Sud, lui ont donné la somme de 108,475,000 fr.

Brême importe annuellement 45,000,000 de livres et perçoit un droit de 75 c. *ad valorem*. Elle a d'immenses manufactures, qui transforment ce tabac en cigares, qui sont à peu près tous réexportés.

La Belgique produit environ 1,400,000 livres, et en importe en moyenne 9,000,000 de livres, du Sud. Le droit est de 9 fr. par 221 livres.

En Sardaigne, le tabac est un monopole du Gouvernement. Cet État reçoit du Sud en moyenne 3,500,000 livres. Les États Italiens, groupés ensemble, donnent un chiffre plus faible de moitié que celui de l'Autriche.

La Russie produit environ 25,000,000 de livres. Le Sud lui fournit 1/4 d'once de tabac, par tête d'habitant.

L'Espagne produit très-peu : elle tire 6,000,000 de livres de Cuba; elle reçoit du Sud environ 7,000,000 de livres par an. Le revenu annuel, dérivé de cette branche, varie de 27 à 30 millions de francs. Sur cette somme, le tabac du Sud lui a donné, en 1855, 25,000,000 de francs.

La Suède et la Norwége importent, du Sud, environ 1,800,000 livres, donnant un revenu moyen de 500,000 francs.

Hambourg importe environ 2,000,000 de livres.

En Portugal, le tabac est un monopole qui donne environ de 12 à 14 millions de francs par an. Il le reçoit principalement du Brésil; mais le Sud lui envoie cependant environ 500,000 livres.

Le premier impôt sur le tabac a été établi en France en 1629. En 1674, Louis XIV en fit un monopole qui fut aboli par la Révolution. Napoléon Ier le rétablit en 1810.

De 1811 à 1852, le Gouvernement a vendu 1,308,838,075 livres de tabac, qui ont donné un revenu total de 2,161,114,170 francs. Les dépenses de l'administration furent de 24 p. 100 *ad valorem*.

Dans les neuf premiers mois de l'année 1857, le revenu des tabacs a donné la somme de 127,223,000 fr. C'était une augmentation de 7,488,800 fr. sur les neuf premiers mois de l'exercice précédent.

La France produit en moyenne 17,000,000 de kil. de tabac par an. La récolte de 1857 a été de 16,090,000 kilogrammes.

En 1859, nous avons acheté au Sud 39,692,396 livres de tabac en feuilles, d'une valeur de 46,646,255 fr. Le produit de la vente des tabacs a donné, en 1860, 195,382,000 fr. Si nous déduisons de cette somme les dépenses de toutes sortes, achat compris, 57,355,734 fr., il reste la somme de 138,626,585 fr.

Dans le budget de 1862, l'évaluation du produit des tabacs est portée à 223,400,000 fr.; les dépenses générales et l'achat figurent pour 61,678,567 fr., ce qui laissera une somme nette de 161,721,433 fr.

Le Sud fournit habituellement des trois quarts aux quatre cinquièmes de tout le tabac consommé en France. On peut voir, par les chiffres que nous venons de donner, combien il a déjà fait entrer de centaines de millions de francs dans le Trésor français, et quelle influence il exerce sur les finances de notre pays.

On peut également se rendre compte des millions de créatures humaines qui, en Europe, tirent leur substance des transports, de la manufacture et de la vente de cet autre produit du Sud.

DU COMMERCE GÉNÉRAL DES ANCIENS ÉTATS-UNIS

Nous allons, en terminant, donner sur le commerce général des États-Unis des chiffres qui ont leur importance et leur signification.

En 1790, les exportations totales des États-Unis étaient de 98,330,505 fr.; en 1858, elles ont été de 1,679,490,000 fr.

Les importations étaient de 115,000,000 fr. en 1790, et de 1,594,470,000 fr. en 1858.

En 1821, les exportations en Angleterre étaient de 112,612,860 fr.; en 1857, elles étaient de 1,113,531,768 fr.

En 1821, la France importait, des États-Unis, pour une valeur de 32,373,590 fr.; en 1856, elle en recevait pour 216,507,920 fr. C'est un chiffre plus élevé du double que celui de l'exercice précédent.

Après la France, vient l'Espagne, qui a quadruplé, dans le même espace de temps, son commerce avec les États-Unis. Les Villes Libres l'ont triplé.

En 1859, le commerce de la France avec les États-Unis a présenté un mouvement de 657,787,317 fr., décomposé ainsi qu'il suit : 219,811,695 fr. pour les importations, et 437,975,622 fr. pour les exportations. C'est près du double du chiffre des importations. On a vu quelles sommes nous recevions en tabacs et en cotons; ces deux articles réunis donnent une somme de 188,208,419 fr. en 1859. Nous avons vendu, cette année-là (le dernier exercice connu), pour 49,267,532 fr. de vins et eaux-de-vie; 136,617,487 fr. de tissus de soie, et 32,556,184 fr. de tissus de laine et de coton; soit un total de 169,173,671 fr., provenant de nos métiers à tisser. Nous ne comprenons pas, bien entendu, les quantités considérables de nos vins et eaux-de-vie, de

nos soieries et autres produits, qui sont vendus aux anciens États-Unis par l'intermédiaire de l'Angleterre, etc.

La part que prend le Sud dans ce mouvement commercial étant donnée, et, au reste, tout mouvement d'affaires avec le Nord lui-même étant suspendu par suite de cette crise, l'Europe, et la France en particulier, peuvent apprécier la nécessité d'arrêter au plus vite un état de choses d'autant plus désastreux pour tous, et, en première ligne, pour nos centres vinicoles et manufacturiers, que les complications politiques restreignent la demande de nos produits par les marchés européens.

DEUXIÈME ÉDITION

SUPPLÉMENT

Paris, 12 août 1681.

Pendant que ces pages étaient sous presse, la bataille de Manassas Gap (1) est venue donner raison d'une manière éclatante à tout ce que nous avions déjà écrit dans une première édition, sur les forces du Sud et la bravoure de ses habitants.

De tous côtés, surtout de la part de la presse, nous arrivaient ces observations : « Nous ne pouvons nous occuper d'un pays qui est battu tous les jours, « qui va être écrasé au premier moment. » Nous avons répondu : « On vous « trompe à l'endroit de ces prétendues victoires du Nord, comme on ment à « l'Europe quand on lui dit que la Virginie de l'Ouest s'est séparée et est « perdue pour le Sud. Vous ne sauriez trop vous méfier des mensonges quo- « tidiens débités par les feuilles du Nord, les seules qui parviennent en Europe, « la nouvelle Confédération n'ayant pas encore établi de communications « postales transatlantiques. »

La bataille de Manassas Gap est une sévère leçon donnée à M. Lincoln et ses conseillers. Puisse-t-elle leur profiter! Cette bataille a pris les proportions d'un véritable désastre. Les journaux du Nord n'ont pu, cette fois, le transformer en une victoire (2). Il y a loin d'une armée de 80,000 hommes qui perd ses drapeaux, son artillerie, ses munitions, ses bagages, et est ramenée, pêle-mêle, à son point de départ, en complète déroute, aux triomphateurs qui n'avaient qu'à se présenter pour punir une poignée de *rebelles!* Et il y a, dans le Sud, des milliers de positions autrement importantes et autrement difficiles à enlever que celle de Manassas Gap!... Plaignons les victimes, de quelque côté qu'elles soient tombées. Mais assez de sang comme cela! Et puisse l'Europe, au nom de l'humanité, intervenir et arrêter cette lutte fratricide, dont les contre-coups préparent tant de calamités à l'Ancien Monde!

(1) Il y a eu deux batailles perdues prés de Manassas, par les Fédéraux : celle de *Bull Run*, le 18 juillet, et celle de *Manassas* (ou plutôt *Stone Bridge*), le 21.

(2) Ce n'est pas l'envie qui en a manqué au Nord au premier moment. Le bulletin de la bataille de Bull Run donna d'abord au public une victoire aussi brillante que la déroute des Fédéraux avait été générale et honteuse. Et un *Te Deum* solennel fut célébré dans toutes les églises de New-York. Ce fait incroyable a eu pour témoin une ville d'un million d'âmes.

TROISIÈME ÉDITION

SUPPLÉMENT

Paris, 27 septembre 1861.

Bien des choses se sont modifiées depuis le moment où nous avons publié ce travail : les sentiments qui dominaient alors étaient indifférents ou hostiles; la presse passionnait le public en faveur du Nord. Aujourd'hui, les feuilles les plus exaltées n'osent plus s'exprimer contre le Sud avec cette virulence de langage et cette ignorance de la question qui présentait les Confédérés comme une poignée d'émeutiers, dont les soldats de M. Lincoln auraient bientôt fait justice. Le Sud est mieux apprécié, mieux connu surtout, et nous croyons avoir, pour notre part, quelque peu aidé à ce résultat.

Le Gouvernement fédéral s'est laissé entraîner à des énormités. Depuis six mois c'est une série continuelle d'actes despotiques profondément antipathiques au génie des populations américaines. Ce sont des mesures aussi contraires à la lettre et à l'esprit de la Constitution, qu'aux instincts du pays.

L'illustre et vénérable Juge Taney, chef de la Cour Suprême des États-Unis a déclaré l'inconstitutionnalité de la mesure relative à l'*habeas corpus*. Nous avons parlé plus haut du rôle que joue la Cour Suprême dans le rouage fédéral.

Le gros des actes de l'administration de M. Lincoln est maintenant connu du public européen. Mais bien des erreurs subsistent; celle-ci, entre autres, que le Nord partage à l'unanimité la ligne de conduite suivie par le cabinet de Washington.

Cédons la parole à un bon juge. M. Masseras, rédacteur en chef du *Courrier des États-Unis* :

« Aujourd'hui, comme au mois d'avril, plus encore qu'au mois d'a-« vril, j'ai la conviction que la guerre ne sauvera pas l'Union, et qu'en « revanche elle perdra la République. J'ai, en outre, la certitude que « la majorité de la nation proprement dite subit actuellement la guerre « sans l'approuver, sans croire à l'heureuse issue dont on cherche à « la leurrer. Je suis persuadé enfin que la guerre est l'œuvre d'un « parti, qui la poussera aux dernières extrémités, sans reculer devant « aucun moyen pour maintenir sa suprématie. Dans tout cela, je n'en-« trevois qu'oppression, ruine; puis, pour dernière conséquence iné-« vitable: révolution. Et comme la situation faite à la presse ne me « laisse le choix qu'entre tout louer aveuglément ou bien me taire, « j'opte pour le silence. »

Le Congrès a voté tout ce que M. Lincoln lui a demandé, cela est vrai; mais la presse anglaise tout entière a accueilli avec un immense éclat de rire le vote de 500,000 hommes et de 500,000,000 de dollars!

Voter et *trouver* sont deux choses.

Voyons, pour les 500,000 hommes, comment s'opère le recrutement. M. Russell, le correspondant spécial du *Times* (c'est une autorité que le Nord n'accusera pas de partialité pour le Sud), écrit le 2 septembre :

« . . . . Les troupes que nous avons à présent sont « mieux conduites, et on ne leur permet pas de se conduire mal, au « moins dans la ville; elles doivent se contenter des joies et récréations « de la campagne. C'est très-bien pour les États-Unis de se débarras- « ser de l'écume des rues et de la canaille (*rascaldom*) de ses villes, « mais on ne peut pas le moins du monde compter là-dessus comme un « élément militaire. Les *polices*, qui sont dans la jubilation du tour « (*who delight in the process*), ne font pas de bien à l'armée.

. . . .

« Dans le district de Columbia (siége du gouvernement fédéral), le « recrutement ne marche pas. J'ai grand peur qu'il y ait là un nom- « bre immense de *tu ne m'y prendras pas!* Presque tous les hommes « enrôlés proviennent des deux éléments étrangers qui ont tant fait « de la bataille pour les États-Unis. » (V. le *Times* du 16 septembre.)

Ainsi, le cabinet de Washington trouve bien des Irlandais et des Allemands, et d'autres étrangers, que la misère, plus que toute chose, pousse à accepter du service; mais la grande masse nationale, l'Américain du Nord proprement dit, ne répond pas.

Voyons le côté financier, maintenant. Les banques unies de New-York, Philadelphie et Boston, ont pris à leur compte une part de l'emprunt, c'est-à-dire, *en fait*, prêtent simplement leur concours, et donneront de l'argent si elles peuvent placer les titres. Ce serait une étrange erreur de croire que ces banques prennent 250 millions de numéraire, dans leurs caisses, pour les remettre à M. Lincoln. Ça leur serait impossible : nombre de ces banques ont sauté, et ensuite de larges saignées ont été pratiquées sur le *capital effectif* du reste, par les demandes en remboursement inévitables en pareil cas. Mais il s'en faut toujours de beaucoup que cette portion de l'emprunt soit placée.

Au 11 septembre, date des plus récentes nouvelles, seulement 22,875,000 fr. avaient été souscrits à New-York, depuis six semaines que l'emprunt était sur le marché, moins de 15,000,000 fr. avaient été placés à Boston et Philadelphie, sur les 250,000,000 fr. offerts au public. En tout moins de 39,000,000 francs : ou deux jours des dépenses de la guerre.

Au reste, la meilleure évidence que l'intervention des banques n'atteint pas le but, c'est que l'on essaie d'émettre directement un emprunt populaire (*a popular loan*). Nous insistons sur le mot, car il a une signification bien différente de ce que nous appelons emprunt public en Europe. Cela nous mène droit à la « guerre *par souscription* » dont nous avons déjà parlé.

Déjà le Gouvernement fédéral fait *vendre* des bons du Trésor dans toutes les villes et villages des Etats libres; mais la plupart des agents n'en vendent pas assez pour couvrir le salaire qui leur est alloué et les frais d'annonce. Des doutes se sont élevés sur la constitutionnalité de cette émission; et le public a des craintes que l'administration qui remplacera M. Lincoln ne veuille pas reconnaître cette dette.

En passant, il est bon de noter que les banques ont très-respectueusement intimé à M. Lincoln d'avoir à se défaire de certains membres de son administration. M. Lincoln a fait la sourde oreille. Il est très-probable que lorsqu'il reviendra à la charge pour avoir de l'argent,

les banquiers profiteront de son refus pour justifier, aux yeux des masses, leur refus d'alimenter le gouffre.

Nous maintenons tout ce que nous avons avancé sur ce point encore. Oui, c'est un gouffre! Les dépenses du gouvernement fédéral sont de cinq millions de dollars par jour ; mettons-en seulement quatre, soit au bas mot vingt millions de francs, ou six cent millions par mois, ou un peu plus de sept milliards par an!

La propriété totale des dix-neuf États libres (valeurs mobilières et immobilières) a été taxée en 1860 sur le pied de 32,221,000,000 de francs. En cinq ans, M. Lincoln peut manger les États-Unis.

On a voté 500,000,000 de dollars, et on en a plus ou moins émis 50,000,000. C'est un beau denier que 250,000,000 de fr.! Et qu'est-ce que M. Lincoln pourra présenter au Nord de besogne faite, en venant chaque mois lui en demander autant? L'Américain passe pour savoir compter : ne se lassera-t-il pas de payer si cher les fantaisies des prétendus abolitionistes? Car enfin, pensons à cela : avant la guerre, la dette du gouvernement fédéral était de 345,870,000 francs. C'était peu en comparaison de celles des États Européens; mais la dette particulière des dix-neuf États libres était de 1,516,000,000 de francs, somme énorme, et que la guerre va sans cesse accroître d'une manière démesurée. En raison du mécanisme politique et financier des États-Unis, le chiffre de la dette des États les gêne davantage que la dette fédérale, puisqu'ils n'avaient pas à payer un centime de la première, tandis qu'ils supportent seuls la seconde. Les choses vont changer en ce qui concerne la dette fédérale, et, entre autres « innovations » on ne peut plus antipathiques à l'Américain, nous voyons poindre à l'horizon la *taxation directe*. Les dettes des États étaient déjà arrivées à un chiffre qui ne pouvait être dépassé sans détruire leur crédit, faire tomber leurs bons fort bas et paralyser tout développement de grands travaux intérieurs : chemins de fer, routes, canaux, etc.

Ce que nous venons de dire là s'applique également aux dettes des comtés et villes, qui ploient sous les charges que leur créent tant de misères.

Évidemment, ce sont là des côtés très-vulnérables pour le Nord.

Le cabinet de M. Lincoln le sent fort bien; aussi dit-il aux populations : Il faudra amortir! Mais le système des amortissements a fait son temps. Amortissement ou non, il faut toujours payer. Et, comme l'emprunt voté par le Nord lui coûtera par an, pour dépense d'amortissement et intérêts, une bagatelle de 254,125,000 fr., M. Lincoln n'a qu'à poursuivre ses exploits financiers, pour avoir bientôt grevé les États libres d'une dette annuelle de quelques milliards. Quand il s'agit d'argent dépensé en pure perte, et que les revenus auront décru en sens inverse de la dépense, où va-t-on, si ce n'est à une fabuleuse banqueroute? M. Lincoln comptait beaucoup sur les capitalistes européens; il y compte encore. Ils lui feront défaut, parce que, avant de donner son argent, le *Stock Exchange* pèsera les raisons que nous venons de donner.

On répondra : Mais le Sud doit être dans la même position! Non. D'abord, ses dépenses sont considérablement moindres; il n'est pas aux prises avec les mêmes difficultés financières. Chez lui, de la plus petite à la plus grande, toutes les choses nécessaires à la défense du pays se payent couramment en bons du Trésor confédéré, et, ces dépenses, le

Sud n'hésite pas à les supporter, parce qu'elles ont une raison d'être, la plus impérieuse de toutes même : il s'agit pour lui d'être ou de ne pas être : *to be or not to be!*

Les charges énormes que la guerre impose au Nord ne peuvent pas se justifier. On dit bien, il est vrai : Nous vous demandons de l'argent et des armées « pour reconstruire notre glorieuse *Union* »; mais, depuis des siècles, jamais plus grande absurdité n'a été mise en avant; jamais on ne s'est proposé chose plus irréalisable. Ne voyez-vous pas que les moyens auxquels vous avez recours impliquent la négation du but que vous poursuivez? Vous voulez l'*Union*, et vous creusez des abîmes! Vous voulez une seule famille, et vous divisez de plus en plus ses membres! Vous voulez la concorde, et cela à coups de canon! Vous ne détruirez que vous! et c'est déjà fait. Nul ne peut faire qu'une glace, une fois brisée, NE SOIT PAS BRISÉE! On peut en refaire une autre, mais non la même. Le Sud n'est pas d'humeur à se laisser remettre au creuset. Pour éviter la *sécession*, il fallait s'y prendre autrement. Nous ne savons, hélas! que trop maintenant quelles avances, quelles concessions, quels procédés nous pouvons attendre de vous! Les confiscations (1), Baltimore et le Maryland traités en pays conquis (2), la proclamation Frémont, les attaques contre les droits des États, le fer et la flamme portés partout où vous l'avez pu. Alexandrie, Boone, Martinsburg, etc.; et vos actes dans le Missouri : tout cela ne s'oubliera pas de quelques jours. Écoutez ce passage de la proclamation du lieutenant gouverneur du Missouri (31 juillet), dans laquelle il déclare la séparation de cet État :

« Il est presque inutile d'annoncer que les opérations des forces des États « Confédérés et des troupes de l'État du Missouri qui coopèrent avec elles « seront conduites suivant les principes les plus humains de la guerre régu- « lière parmi les nations civilisées. Sans déterminer par avance quelle répa- « ration doit être obtenue pour les outrages inhumains perpétrés dans le Mis- « souri, sous l'appui des brutales proclamations des chefs de Lincoln : Lyons, « Curtis, Pope et autres, je donnerai au moins cette assurance que, attendant « meilleures choses (*better things*) du major-général Frémont, les autorités de « l'État lui donneront sans doute l'occasion de déterminer si dorénavant la « guerre doit être faite par ses forces et ses partisans selon les usages civi- « lisés. Les massacres à coups de fusil de femmes et d'enfants, les décharges « meurtrières à travers les fenêtres d'une cour de justice remplie par la foule, « à Saint-Louis; les lâches actes (*cowardly acts*) de la soldatesque de Lincoln « à l'égard de respectables et patriotes citoyens, tels qu'Alexandre Kayser « et A. W. Simpson; les arrestations arbitraires de l'ex-sénateur Green, « de M. Knott, M. Bass et autres citoyens distingués; le meurtre du docteur « Palmer, la fusillade sommaire de citoyens désarmés, dans le nord du Mis- « souri, sans l'emploi de la forme même d'une cour martiale, et grand nombre

(1) M. Lincoln, en prenant l'initiative des confiscations, a infligé ainsi au Nord un coup de massue qui coûte plus de douze cents millions à ce dernier. Nous comprenons difficilement comment M. Lincoln, avant de recourir à une mesure qui répugne tant aux idées actuelles, n'a pas considéré l'énorme disproportion existante entre la position des parties sur ce terrain-là. M. Lincoln, nous le croyons, aura pu arriver à confisquer deux cents millions sur le Sud; mais celui-ci est en train d'en confisquer plus de quinze cents sur les Etats-Unis. Dans la Virginie seule, les propriétés du Nord dépassent la somme de cent cinquante millions de francs.

(2) Entre autres énormités inconnues jusqu'alors, dans l'Amérique du Nord, le Gouvernement fédéral, pour empêcher la législature du Maryland de passer l'ordonnance de séparation, a fait arrêter et conduire au fort Mc Henry la majorité des membres de l'Assemblée.



« d'actes semblables sanctionnés ou laissés impunis par le général Frémont et « ses prédécesseurs, sont des barbaries qui déshonoreraient même des *Com-* « *manches*. Si de semblables actes ne peuvent, par la suite, être prévenus par « des motifs d'humanité, des considérations de politique militaire éclairée « peuvent être éveillées en lui par les représailles, en vertu des lois de la guerre, « représailles qui seront promptes, sûres, amples, sévères, incessantes, et, « si cela est nécessaire, ensanglantées, que les autorités de l'État du Missouri « se sentent déterminées à employer et capables d'exécuter. Sur le gouverne- « ment de Lincoln retombera l'entière responsabilité, devant Dieu et devant « l'histoire, du caractère d'une guerre qui, si elle continue comme elle a été « commencée par ses forces dans notre État, deviendra bientôt une des plus « sanglantes et des plus calamiteuses que l'histoire ait à enregistrer (1). »

En temps de révolution, la valeur des chefs est tout. Examinons et comparons :

Du côté du Nord : le Président, M. Lincoln, un avocat complétement ignorant en fait d'administration, l'irrésolution en personne, donnant toujours raison à qui lui parle le dernier.

Du côté du Sud : M. Davis, le brillant colonel du Mexique, le héros de *Buena Vista* (2); l'ancien ministre de la guerre des États-Unis ; homme

(1) Le 1er octobre, les Fédéraux brûlent Cleveport et Hawesville, sur l'Ohio. Le même jour ils saccagent Fall's Church (Virginie), et l'horreur causée par ces atrocités a été si grande que le général Mac Clellan a alors publié un ordre du jour qui débute ainsi :

« L'attention du général en chef a été récemment appelée sur des déprédations « d'une atroce barbarie commises sur les personnes et les propriétés de citoyens de « la Virginie. Les propriétés de gens inoffensifs leur ont été illégalement et violem- « ment arrachées, leurs maisons enfoncées, et, dans certains cas, brûlées au ras du « sol. » Il ajoute que « de tels actes sont une tache à leur nom de soldats, » et qu'il fera dorénavant fusiller sans pitié les coupables.

(2) Le président Jefferson Davis est né le 3 juin 1803, dans le Caristian, aujourd'hui comté de Todd (Kentucky). Son père, Simon Davis, était un planteur qui avait servi avec distinction, pendant la guerre de l'Indépendance, dans la cavalerie géorgienne. Presque aussitôt après la naissance de son fils, Simon alla s'établir dans le Mississipi, près de Woodville. Il fit néanmoins élever le jeune Jefferson en Kentucky, à l'Académie de Transylvanie, qu'il quitta en 1822; cette même année le président Monroe le nomma cadet à l'Ecole militaire de West-Point. Il en sortit, en tête de l'Ecole avec les *premiers honneurs* comme second lieutenant. Il demanda et obtint immédiatement du service actif et fut dirigé sur le corps d'armée du général Zacharie Taylor, et fit la guerre de *Black Hawk* en qualité d'officier d'infanterie et d'état-major en 1831 et 1832, à l'extrême frontière du Nord-Ouest. Il servit avec une grande distinction, et en fut récompensé par une promotion exceptionnelle, dans un des régiments de dragons de nouvelle formation. Jefferson Davis fit *Black Hawk* prisonnier, et une amitié étroite, qui dura toute la vie de ce dernier et qui fit sensation, s'établit entre le chef indien et le futur président du Sud. *Black Hawk*, le dernier des rois Indiens, est le héros légendaire de l'Amérique. Jusqu'au 30 juin 1835, Jefferson Davis fut employé dans la guerre contre les *Commanches*, les *Panwees* et autres tribus Indiennes. Il résigna sa commission, se fit planteur, et épousa la fille de son ancien général, Zacharie Taylor, une des gloires américaines. Il fut bientôt compté parmi les hommes éminents et influents du Mississipi, et, en 1844, il fut nommé un des électeurs présidentiels de cet Etat, avec mandat de voter pour Polk. En 1845, il fut nommé Représentant. Dès son entrée au Congrès, il se fit remarquer par le talent et l'éloquence qu'il déploya dans les discussions sur les tarifs, la question de l'Orégon, les affaires militaires, et particulièrement dans les préparations de la guerre contre le Mexique et l'organisation de la milice sur le pied d'activité. Pendant qu'il était au Congrès, en juillet 1846, le premier régiment de Volontaires Mississipiens l'élisent leur colonel. Davis quitte à l'instant le Sénat, rejoint à la Nouvelle-Orléans son régiment, déjà en route, et l'amène au général Taylor, sur le Rio-Grande. En septembre de la même année, il se distinguait à la bataille et à l'assaut de Monterey. Il fut l'un des commissaires pour régler la capitulation de cette place. A Buena-Vista, le 23 février 1847, il sauva deux fois l'honneur de la journée par son

d'une énergie de fer, à la fois administrateur et militaire, capable de conduire les armées comme de tenir les rênes de l'État. Son vice-président, M. Stephens (1), n'est pas militaire, mais c'est un administrateur de premier ordre, capable de remplacer M. Davis dans tous les services; lui donnant un aide constant. Le vice-président de M. Lincoln, M. Hamelin, fait nombre : voilà tout.

Les ministres : au Nord, M. Seward; c'est en flattant les passions démagogiques qu'il s'est élevé; il a conspué les vieilles royautés d'Europe : voilà ses œuvres.

Cameron, Wells, Chase, Caleb Smith, Blair : tous ceux-là, des avocats encore, sont des hommes nouveaux qui n'ont jamais mis la main aux affaires publiques de l'Union, avant ces tristes querelles.

Au Sud : M. Toombs, l'ancien ministre; Merminger, la fleur de la Caroline du Sud; Walker et Benjamin. Ces hommes ont fait leurs preuves; et voyez même avec quelle habileté ils ont édifié et installé en un

sang-froid et son courage. Attaqué par des forces vingt fois supérieures, et quoique blessé grièvement, il resta en selle jusqu'à la fin de l'action. Le général en chef le complimenta et signala sa brillante conduite au pays, par une dépêche du 6 mars 1847. Après la guerre, le régiment de Davis retourna dans ses foyers, et, pendant le trajet, Davis reçut du président Polk une commission de général de volontaires. Il la déclina parce qu'elle lui parut inconstitutionnelle et faite contrairement aux *States Rights*. En 1848, il fut, à l'unanimité, élu sénateur au Congrès, et fut réélu en 1850. Le Sénat le choisit comme président du comité des affaires militaires. Il devint le plus ardent avocat de la doctrine des droits des Etats. En 1851, le parti démocratique le désigna comme son candidat au gouvernement de l'Etat. En 1853, le président Pierce le nomma ministre de la guerre, poste qu'il occupa jusqu'en 1857, époque à laquelle il fut réélu sénateur pour six ans. Sous son administration, le département de la guerre déploya une énergie et une habileté inconnues jusqu'alors en Amérique. Davis proposa au Congrès et fit adopter, entre autres mesures, la révision des règlements militaires, l'introduction des chameaux en Amérique et celle de l'infanterie légère; la manufacture d'armes rayées, l'usage de la balle Minié, l'addition de quatre régiments à l'armée fédérale, l'augmentation des défenses des côtes et des frontières, le système de recherches scientifiques sur notre continent, au point de vue géographique, et afin de déterminer la meilleure route à l'Océan Pacifique par un chemin de fer. M. Davis s'est beaucoup distingué par ses remarquables rapports, comme ministre, sur la question des chemins de fer du Pacifique. Il rejeta toutes les autres routes pour adopter celle dite *S. Pacific Rail Road*, dont nous avons parlé page 16, dont il a toujours été, au Congrès et en dehors du Congrès, un avocat zélé et influent.

M. Davis est un des meilleurs orateurs du Sud, ayant des formes à lui, qui ne tiennent en rien de ce qui caractérise MM. Yancey et Stephens. C'est un homme à la tournure militaire et d'aspect imposant, qui semble même glacial au premier abord. Cette impression s'efface vite quand on le connaît, et il fait la conquête de ceux qui l'approchent. Nous nous sommes étendu longuement sur son compte, parce que rien n'est indifférent quand il s'agit d'un homme qui joue un si grand rôle dans une question immense, et dont le dernier mot n'est pas dit.

(1) Alexander H. Stephens, Géorgien, est né le 11 février 1812. Après avoir fait de brillantes études à l'Académie de Géorgie, il fut élu en 1837 à la Chambre des Représentants, et en 1842, au Sénat de l'Etat. En 1843, il était élu membre du Congrès. Il a été le président du Comité des *Territoires* et de celui de la Constitution *Lecompton*, deux grands événements dans l'histoire des Etats-Unis. Sa réputation d'homme politique est considérable. Il possède à un haut degré le respect et l'affection du Sud. A. H. Stephens est à la fois un orateur excellent et un savant. Il est regardé comme le *John Randolph* de l'époque. A voir ses membres amaigris, ses épaules voûtées et sa figure pâle, on ne se douterait guère de la virilité morale de ce fils distingué du Sud. Quand il monte à la tribune, sa voix, au début, est faible, aigrelette, mais il s'échauffe vite par son sujet; sa parole devient claire, vibrante, tonnante par moments, remplit bientôt l'immense salle; et c'est un flot de sentences vigoureuses qui enlèvent l'auditoire. Ses discours, pleins d'atticisme, sont remarquables par la lucidité de l'exposition et par une solide argumentation.

clin d'œil tous les services, quand tout était à faire : justice, douanes, marine, armée, finances, instruction publique, routes, postes, etc., etc.

Les généraux en chef fédéraux : W. Scott, un vieillard de 75 ans, accablé d'infirmités, abreuvé de dégoûts, d'humiliations et de méfiances, placé dans la douloureuse alternative de tirer l'épée contre son pays ou d'abandonner le drapeau qu'il avait suivi si longtemps, ce qu'a fait le général Harney. Les Virginiens ont rasé la maison où était né le général Scott, et ont changé en comté *Davis* le comté qui portait son nom.

Mac Clellan : simple capitaine démissionnaire avant les événements (1), le *jeune*, *le petit*, *le grand* Mac Clellan, comme les Américains du Nord l'appellent; il n'a rien fait encore; voyons-le à l'œuvre avant d'en faire un grand homme.

Frémont, tour à tour dessinateur, ingénieur, hydrographe, voyageur, mineur, spéculateur, avocat, marchand, industriel et *candidat*. Il n'a jamais fait d'autre campagne que celle qu'il entreprit pour la présidence contre Buchanan. Voyons-le à l'œuvre celui-là aussi, avant d'en faire un autre grand homme. C'est un homme énergique, cela est vrai, mais Albert S. Johnson, qui lui est opposé, est encore autrement énergique que lui.

Banks, un avocat des Massachussets.

Butler, le battu de Big Bethel, également un avocat du même État.

Mittchell, un professeur.

E.-A. Pierce, autre général en chef du Nord, également battu à Big Bethel, est un notaire de Roxbury (Massach.); Patterson, le battu de Bull Run, un courtier de Philadelphie, Edward D. Morgan, un avocat, etc., etc.

Voyons les généraux en chef du Sud :

Beauregard (2), Lee (3) et les deux Johnson seraient de bons militaires

(1) Lorsque la guerre éclata, George B. Mac Clellan était employé dans un chemin de fer, l'*Illinois Central*.

(2) Pierre-G.-T. Beauregard, descendu d'une famille noble, d'extraction française, est né dans la Louisiane, en 1818. Il est sorti de l'Ecole de West-Point lieutenant d'artillerie; il fut nommé capitaine sur le champ de bataille de Churubusco, le 20 août 1847, et fut blessé à l'assaut de Mexico la même année. Il se distingua dans cette campagne, d'une triple manière : comme ingénieur, tacticien et courage individuel.

Après la guerre, il fut employé aux travaux de fortifications de l'embouchure du Mississipi. Il était désigné pour prendre le commandement de l'école militaire de West-Point, dont il a été surintendant pendant quelque temps, quand un discours de son beau-frère, le Sénateur Stedell, au Congrès, contre le président Buchanan, lui enleva cette position éminente. C'est Beauregard qui indiqua au général Scott le plan d'attaque de Mexico par la porte Breslau (ou de l'Ouest), qui décida de la reddition de la ville. Il donna sa démission d'officier supérieur au début de la crise, fut nommé au commandement des troupes confédérées, le 4 mars, et débuta dans ses nouvelles fonctions par élever autour de Charleston les travaux de défense qui assurèrent la reddition du fort Sumter, le 13 avril.

Le général Beauregard est un homme de 43 ans, de taille moyenne, vigoureusement constitué, remarquable par sa prudence et par le secret absolu dont il entoure ses opérations militaires.

(3) Le général Robert E. Lee, Virginien, de l'une des familles historiques du Sud, et fils du général Henry Lee, une des grandes figures de la guerre de l'Indépendance. Il était colonel dans l'armée fédérale, et le bras droit du général Scott. Il s'est particulièrement distingué dans la campagne du Mexique, comme officier supérieur du génie. Sa réputation balance celle de Beauregard. Il est général en chef de l'armée d'Ouest-Virginie.

en tout pays, rompus à la théorie et à la pratique. Lorsque Beauregard et Lee l'ont quitté, le général Scott a dit : « Voilà les deux meilleurs officiers de l'armée fédérale qui s'en vont. » Ces officiers supérieurs avaient brillamment fait leurs preuves en maintes occasions, notamment dans la guerre du Mexique. De même du général Pillow (1), autre général en chef du Sud; il était général dans la campagne de Mexico.

Albert S. Johnson (Kentuckien), ancien colonel dans l'armée fédérale, et qui commandait dans la guerre de l'Utah, n'a personne qui puisse lui être comparé en Amérique : remarquable par son courage personnel et par la sûreté de son coup d'œil; fertile en ressources, d'une rare énergie et d'une activité infatigable, connaissant admirablement l'Ouest, il est l'idole et la terreur des Indiens et hommes des frontières (2). L'autre général Johnson (John E.) est un homme de la même trempe (3).

Le général Ben Mac Culloch (4), le vainqueur de Dry-Springs, de Oak Hill et de Springfield, est un second Albert Sydney Johnson; il compte parmi ses troupes un millier de *Rangers*, Texiens tous montés sur un *mustang* des Prairies, et armés du *bowie-knife* et du *lasso*.

Si le général Pierce, des Fédéraux, est un notaire, le général Pierce des Confédérés, qui commande l'armée d'Ouest Arkansas, était un des meilleurs officiers supérieurs de l'armée des États-Unis. De même du général Bradley, qui commande celle d'Est Arkansas. La même chose peut se dire du général Sibley, qui commande l'armée du Texas et qui était un remarquable colonel de dragons. Le général John Winder, aussi officier supérieur dans l'armée fédérale, et qui se distingua d'une manière toute particulière à Contrevas et Cherubusco, etc., etc.

Nous n'omettrons pas les généraux Magruder (4), le vainqueur de

(1) P. Pillow, né dans la Mississipi, a été gouverneur de cet Etat. Il est célèbre par ses plans d'attaque contre Cuba. C'est lui qui a donné le plan de défense de Memphis, Il était à la tête d'un corps d'armée de Tennessiens, quand le gouverneur du Missouri. en déclarant la séparation, l'appela au commandement des forces de cet Etat.

(2) Albert Sydney Johnson commandait le département militaire du Pacifique, le plus important de l'ancienne Union, et était au fond de la Californie quand la crise éclata. Le récit de son voyage pour se rendre en Virginie serait toute une Odyssée. Le gouvernement fédéral tremblait de le voir prendre part à la lutte. Les ordres les plus sévères furent donnés, pour son arrestation, à tous les commandants militaires; des colonnes furent mises en mouvement pour s'emparer de lui à tout prix. Accompagné d'une centaine de ses meilleurs compagnons d'armes, Johnson déjoua les recherches d'une partie des colonnes fédérales, battit le reste, et gagna la Virginie.

(3) John E. Johnson, Virginien, était général dans l'armée fédérale. C'est lui qui a décidé du succès de la bataille de Bull Run en amenant son armée en ligne par une habile diversion. Il est aujourd'hui le général en chef de l'armée du Potomac. Beauregard et Smith sont sous ses ordres. Officiellement (c'est à cause de l'ancienneté de grade que cette nomination a été faite), Johnson est le chef de Beauregard; mais, en fait, ils marchent dans un accord parfait. Johnson ne rougit pas d'accepter l'impulsion de Beauregard au lieu de lui donner la sienne. Avant que leur position respective fût officiellement réglée, et pendant qu'ils étaient ensemble à Manassas, J. E. Johnson, quoique le plus ancien, laissait le commandement réel à Beauregard.

(4) Benjamin Mac Cullough, Tennessien, s'est rendu célèbre par mille traits de courage dans la guerre du Mexique et dans les guerres des frontières contre les Indiens; il est le Murat de l'Amérique. Ses troupes ont une confiance aveugle en lui et le suivent sans s'occuper de savoir où il les mène, quand il charge à leur tête.

(2) Le général Benjamin Magruder, ancien officier supérieur de l'armée fédérale, est le digne émule des militaires distingués au milieu desquels il figure ici. Bien

Big Bethel; Price (1), le vainqueur de Lexington; Smith (2), Buckner (3), Hardee (4); Twiggs (5), dans la Louisiane, Bragg (6) dans

qu'il soit difficile de dire quel est le plus intrépide et le plus capable dans cette cohorte de braves, nous pouvons affirmer qu'il n'en est pas un qui l'emporte sur Magruder. Et c'est à ce point que, bien que le fort Monroe soit regardé comme imprenable par une armée de cent mille hommes, le Nord en est à se demander chaque matin si Magruder ne s'en est pas emparé pendant la nuit. Il y a deux mois, par une nuit noire et par une tempête terrible qui ne paraissait pas laisser la possibilité matérielle d'une attaque du dehors, il s'approcha de Newport News avec une poignée d'hommes déterminés, pour surprendre la garnison. Cette place est presque aussi forte que Monroe. La garnison, endormie, ne s'attendait à rien, et les sentinelles ne se méfiaient pas davantage, croyant avoir dans l'ouragan la meilleure garde possible pour cette nuit-là. Les principaux obstacles étaient franchis, et Magruder touchait au but, quand un de ses hommes laissa tomber son fusil sur les rochers. La détonation qui s'ensuivit mit toute la garnison sur pied en un clin d'œil, la surprise devenait impossible.

Margruder est maintenant devant la place qu'il n'a pu enlever par son hardi et habile coup de main, et il est très-probable qu'il s'en emparera cette fois par un assaut donné en plein jour.

(1) Sterling Price, Missourien, a donné des preuves multipliées de grande capacité militaire. Son intrépidité est proverbiale. Il a été gouverneur du Missouri.

(2) Gustavas W. Smith, Virginien, jouissait, même avant les événements, d'une double réputation d'excellent militaire et d'homme d'Etat. Il est sorti de West-Point, le premier de l'école, en 1846. Il commandait le génie dans la campagne du Mexique, et l'attention publique fut fixée sur lui par sa brillante conduite pendant cette campagne. Il a été professeur de stratégie et de fortifications à West-Point. Avant sa nomination toute récente dans l'armée confédérée, il était à New-York le chef du parti de la *Paix*. Il vient d'être placé à la tête de l'une des armées d'Est-Virginie : il a remplacé le général John E. Johnson quand celui-ci a été appelé au commandement en chef. (Smith commande l'aile gauche et Beauregard l'aile droite de la grande armée du Potomac.)

(3) Simon Bolivar Buckner, Kentuckien, d'une capacité et d'un courage reconnus par tous, amis et ennemis, était le général commandant les forces d'Etat du Kentucky. Il a reçu successivement, sur les champs de bataille, dans la guerre du Mexique, deux brevets d'avancement, de la main même du général Scott. Il commande une armée confédérée, en Kentucky, depuis l'invasion de cet Etat par les troupes fédérales.

(4) William J. Hardee, Géorgien, est sorti de West-Point, en 1846, lieutenant de dragons. Il servit deux ans en Floride, et, en 1848, il fut envoyé en France pour suivre les cours de l'Ecole de cavalerie de Saumur. A sa rentrée, il fut employé dans l'Ouest contre les Indiens. Promu au grade de capitaine au début de la campagne du Mexique, il assista aux combats de Rio-Grande, de Curriatos et à la sanglante bataille de Monterey. Il fut fait major pour sa belle conduite au combat de Vera-Cruz et reçut le brevet de lieutenant-colonel à la bataille de Churubusco.

Après la rentrée de l'armée du Mexique, M. Jefferson Davis, alors ministre de la guerre, choisit Hardee pour préparer un nouveau système de manœuvres à l'usage de l'infanterie. Son travail fut adopté, et il est celui qui est actuellement en usage dans l'armée et les milices américaines. Hardee fut alors nommé commandant de West-Point (à la fois l'Ecole Polytechnique et le Saint-Cyr des anciens Etats-Unis). Quelque temps avant la crise il avait été nommé au commandement du 1er U. S. cavalerie. Le général Hardee était considéré comme le premier tacticien de l'armée fédérale.

(5) David E. Twiggs, Géorgien, était l'un des trois majors généraux (lieutenants généraux) de l'armée fédérale dans laquelle il comptait cniquante ans de services. Il a pour second le général Mansfield Lowell, également très-bon militaire, sortant de l'armée régulière, et qui était, à New-York, le lieutenant du général Gustavus W. Smith.

(6) Braxton Bragg, Louisianais, général en chef de la Floride, commandait l'artillerie à la bataille de Buena Vista. Il a fortifié Pensacola et a établi les ouvrages qui menacent le fort Pickens. Il vient d'être appelé au ministère de la guerre, en remplacement de Leroy P. Walker, qui prend un commaudement actif dans l'Alabama. Le général Grayson, déjà employé dans la Floride, remplace le général Bragg dans son commandement en chef.

la Floride, le comte Van Dorne, dans le Texas (1). Ce sont des hommes d'une autre valeur que les Butler, Patterson, Pierce, Mac Dowell, Kelly, Mac Clellan, Fremont, etc., etc.

Disons de même des généraux confédérés en second Evans, Walker, Bonham, Loring, Witthers, Faunberoy, Lay, Grayson, E. Kirby Smith, etc., etc.

Le Sud se construit une marine : il a déjà plusieurs bâtiments de guerre et un nombre considérable de chaloupes canonnières (2).

(1) Le comte Van Dorn, né dans le Mississipi, a fait avec distinction la guerre du Mexique, et a guerroyé toute sa vie contre les *Commanches*, etc. C'est lui qui a obtenu la soumission des Indiens *Brazos*, qui, depuis plusieurs siècles, soutenaient avec avantage une guerre contre les Européens. Il commande en chef aujourd'hui dans le Texas.

(2) Les Confédérés ont retiré de l'eau à Norfolk, le *Delaware*, de 90; le *Colombus*, de 90; le *Brandywine*, de 64; le *Germantown*, de 44, le *Yorktown*, de 22; le *Ship State*, le *Plymouth*, de 44; le *Merrimac*, de 60. Une demi-douzaine d'autres bâtiments de guerre à voiles, notamment le *Pensylvania*, de 140 canons, ont été brûlés, quand les Fédérés évacuèrent Norfolk et Gosport Navy Yard, en avril dernier. On peut dire que la marine militaire des anciens État-Unis a été détruite à Norfolk. Ce qui reste au Nord, sauf le *Minesotta*, le *Wasbah*, le *Niagara* et le *Colorado*, n'a pas grande valeur. Les Confédérés sauvèrent les coques et les machines, et ils ont été occupés jusqu'à présent à réparer et armer les bâtiments dont nous venons de donner les noms. Les bâtiments confédérés le *Jamestown* et le *Yorktown* sont revêtus de plaques d'acier. La frégate mammouth le *Merrimac*, également revêtue de plaques d'acier qui la rendent invulnérable, est le plus puissant bâtiment de guerre qui ait jamais sillonné l'Océan. La supériorité de marche, la force de l'artillerie et la perfection des machines du *Merrimac* en font quelque chose de formidable. Les officiers et l'équipage qui le montent ont été choisis avec le plus grand soin et sont dignes de lui : c'est la fine fleur de la marine américaine. Le *Merrimac* va venir prendre part à la lutte d'un jour à l'autre, s'il n'a pas déjà commencé au moment où nous écrivons ces lignes; et nous pensons que le jour où il mettra ses canons *into the play*, et fera une promenade le long des côtes du Sud, il fera chaud pour les bâtiments éparpillés qui bloquent les ports confédérés.

Ajoutons à la marine militaire confédérée le *Lewis Cass*, le *Rob. Mac Clelland*, le *Curlew*, le *Northampton*, le *Roanoke*, le *Patrick Henry*, le *Empire*, le *South Carolina*, le *J.-B. Withe*, le *William Selden*, le *Nashville*, le *General Rusk*, le *Jackson*, le *Page*, le *Tuscarora*, le *Enoch Train*, la *Fanny*, enlevée à Hatteras, le 3 octobre, par le colonel Wright, du 3e *Georgia*, monté avec 300 hommes à bord du *Curlew*. Ce steamer de guerre fédéral était chargé de munitions et d'habillements; et le *Joseph H. Toone*, pris à l'attaque du blocus de la Nouvelle-Orléans.

De plus, les bâtiments à vapeur corsaires dont nous avons déjà parlé pages 8 et 9.

Deux de ces corsaires, le *Calhoun*, avec des canons Dahlgren, et le *Mac Rea*, portant un canon de 64 sur pivot, quatre énormes coulevrines de huit pouces, et un canon rayé de 24, faisaient partie des bâtiments qui ont attaqué l'escadre de blocus de la Nouvelle-Orléans, le 12 octobre. Ces corsaires ont une supériorité de marche qui les rend redoutables même aux gros bâtiments de guerre fédéraux.

Le commodore Hollins, le Jean Bart de la marine américaine, et ayant ce jour-là son pavillon à bord du *Calhoun*, fit sombrer le *Vincennes*, captura le *Joseph H. Toone*, et la grande chaloupe du *Richmond*, et écrasa le reste : le *Preble*, le *Richmond*, le *Water Witch*, le *Nightingale* et le *Huntsville*. Les autres bâtiments confédérés étaient le *Ivy*, le *Pickens*, le *Tuscarora*, et la batterie-bélier flottante le *Manassas*. Les *ram clad battery ram* sont cuirassés, portent du 64 Dahlgren, et ont à leur proue une immense pointe en fer, s'élargissant à sa base, qui brise tout bâtiment qu'elle atteint. Ce sont de gros remorqueurs auxquels on a fait subir les altérations nécessaires, et l'on comprend la puissance du choc de tels béliers flottants lancés à toute vapeur.

Les Confédérés ont mis nombre de bâtiments légers sur le chantier; ils construisent des chaloupes canonnières qui égalent les vingt-cinq ordonnés le 21 août par le gouvernement fédéral dans les ports du Nord, et les quinze dont la construction a été décrétée le 14 août sur le Mississipi. (Précédemment, le 17 mai, le Congrès avait ordonné la construction de neuf autres de ces bâtiments.) Ils ont, de plus, fait faire des achats en Europe, et enfin M. Davis, en réponse aux confiscations décrétées par M. Lincoln, a fait saisir dans les ports du Sud les navires du Nord sui-

Le Nord n'a aucun officier de marine à opposer aux commodores Rousseau, Maury, Tattnall, Ingraham, Buchanan, Randolph, Lynch, etc. Maury, un vrai grand homme, celui-là, fait partie du Comité de défense.

Nous trouvons dans l'incident de la démarche tentée par le gouvernement fédéral auprès de Garibaldi la mesure de ce qu'il pense lui-même de ses généraux. Il ne pouvait faire davantage pour leur témoigner sa méfiance et leur délivrer un brevet d'incapacité. C'est un compliment peu flatteur pour le vieux général Scott et le *grand* Mac Clellan, et les autres généraux du Nord, d'avoir vu le Gouvernement de M. Lincoln solliciter les services de Garibaldi pour prendre le commandement en chef de l'armée fédérale. M. Lincoln, il est vrai, en a été quitte pour recevoir l'affront d'un refus.

Nous avons vu les généraux, voyons les soldats :

Nous connaissons le mode de recrutement dans le Nord, nous savons que le Sud fournit l'élite de sa population, et ajoutons ceci : Pour faire une armée, il faut au soldat l'esprit de corps, l'amour du drapeau, le sentiment national à un haut degré. L'immense majorité des hommes qui composent l'armée actuelle du Nord n'a rien de tout cela. On a beau chanter à l'Irlandais, à l'Allemand, qu'il doit se battre pour les *Stars and Stripes* et *l'Union*; ils se soucient de l'un et de l'autre comme des héros de *la Table Ronde*.

Le Sud, lui, obéit à ces nobles inspirations, à ces mobiles qui manquent au Nord. Cela découle avant tout de son organisation militaire, et chacun de ses enfants sait qu'il défend son propre pays.

Veut-on un contraste avec le « *rascaldom* » dont nous parle M. Russell? L'évêque Polk (1), de la Louisiane, une des célébrités de l'église protestante du Sud, ancien élève de l'école militaire de West-Point, et officier dans sa jeunesse, a quitté le bâton pastoral pour endosser le harnois. Ce fait a produit une sensation considérable.

Le dernier steamer nous a apporté une nouvelle qui mérite vraiment de faire grand bruit! C'est la prise du fort Hatteras par les Fédéraux.

Hatteras est un petit îlot ou plutôt un banc de sable sur la côte de la Caroline du Nord. Il est séparé de la terre ferme par un large bras de mer connu par les noms de détroits d'Albermale et de Pamlico. D'abord, il n'y a pas même de fort élevé sur cette petite île, mais deux *batteries :* l'une de 29 canons de 32 (batterie *Hatteras* proprement dite), et l'autre de 5 canons de 32 et 3 de 6 (batterie *Clark*). Ces redoutes en sable, couvertes de gazon, avaient été construites à la

vants : *Star of the West*, *John Harvis*, *Marshall*, *Atwatter*, *Abællino*, *Milan*, *Ella*, *Mobile*, *American Union*, *Ariel*, *C. A. Farewell*, *Samuel Dyer*, *L. E. Pettigrew*, *State of Maine*, *Toulon*, *Chester*, *E. S. James*, *Sebasticook*, *Danube*. Plusieurs de ces prises, notamment le steamer *Mobile*, ont pu être appliquées au service militaire.

(1) Leonidas Polk, cousin du président de ce nom, âgé de cinquante ans, est né dans la Caroline du Nord. Ancien cadet de West-Point, sorti de l'école lieutenant d'artillerie. Sacré évêque missionnaire (Eglise Episcopalienne) en 1838, son épiscopat comprend la Louisiane, l'Arkansas, le Mississipi, l'Alabama, le Texas et les Etats Indiens du Sud, soit plus de six millions de milles carrés. L'évêque Polk est un très-bel homme, son influence morale dans le Sud est immense ; il a bâti cinquante églises avec le produit des quêtes de ses prédications. Il est très-religieux et convaincu. « Si notre cause est sainte, a-t-il dit, se faire soldat est une obligation non moins « religieuse que civile, » et il a cédé aux sollicitations de son ami le Président Davis. Il a un commandement dans l'Ouest. Il a été grandement question de lui pour ministre de la guerre, avant la nomination récente du général Bragg.

hâte et se trouvaient à peine achevées lorsque toute une escadre a été dirigée contre elles. On n'avait pas eu le temps de compléter l'installation des batteries sous-marines, sur lesquelles on comptait bien davantage que sur ces deux petits ouvrages en sable.

Pendant deux jours on a vu s'escrimer le *Minesotta*, le *Wasbah*, le *Pawnee*, la *Henriett Lane*, le *George Peabody*, la *Fanny*, l'*Adriatic*, le *Quaker City*, le *Monticello*. Ces bâtiments étaient montés par 1868 marins; sans compter toute une flotte de transports et 4000 hommes de troupes. Le *Minesotta* seul, de 3,200 tonneaux et de 60 canons, lançant des boulets de 160 à la plus grande distance obtenue par la science actuelle, suffisait largement.

Les gens du Nord qualifient pompeusement cela de grande bataille navale (*The Great Naval Battle!*). La presse de New-York entonne l'hymne de la Victoire. A l'entendre, les habitants de la Caroline du Nord seraient venus à Hatteras prêter serment de fidélité à l'Union, et l'armée de cet État se serait réfugiée en Virginie. Ah! c'est bien peu connaître les Caroliniens! Passons, et disons simplement que cette affaire se solde, pour le Nord, par la prise de 34 canons *encloués* et la perte d'un bâtiment : la *Henriett Lane*. Celui-là se sera approché et il aura été atteint. Bien que le Nord ne l'ait pas dit, ce navire a coulé bas. Le *Monticello* a été également écrasé. Tout a dépendu de la portée du tir : les canons des grosses frégates de l'escadre pouvaient atteindre, et ceux des deux batteries ne pouvaient répondre.

Le général Joseph R. Anderson, qui vient de prendre le commandement de la Caroline du Nord, est un homme supérieur. 80 canons, dont plusieurs pesant plus de seize milliers, ont été ajoutés à ceux du fort Macon (1), considéré aujourd'hui comme imprenable, et le général Galtin, qui commande à Beaufort, est un excellent officier. La Caroline du Nord n'a rien à craindre. Toute la côte est généralement dans les mêmes conditions (2).

(1) Le fort Macon a aujourd'hui cent soixante-huit pièces d'artillerie et trois mille hommes de garnison.

(2) Le général Lawson, qui commande à Brunswich (Géorgie), le général Rippley, à Charleston (C. du Sud), le général Hugers, à Norfolk, sont aussi des hommes d'une grande valeur militaire. Les États du Sud sont tout préparés à une descente. Les *home guards*, le gardes marines, les gardes côtes et les milices d'États sont sur le qui-vive.

Pensacola (Floride) est défendue par le fort *Barrancas* (32 canons et des mortiers). Ce fort est complétement protégé par des sacs de sable et des peaux de vache, et flanqué de redoutes garnies de pièces de 32; puis par le fort *Mac Rea* qui a encore 22 canons de 32, malgré les 68 pièces que le général Bragg en a retirées le 1er avril. Ce fort est en outre entouré de batteries garnies de mortiers.

En face du fort *Pickens* (au pouvoir des Fédéraux sur une langue de terre détachée de la terre ferme), il y a six kilomètres de batteries espacées de cent en cent mètres. Le fort *Pickens* est lui-même cerné par les ouvrages que le général Bragg a fait élever à *Sand Battery* et *Sea Shore*. Le 17 mai il avait déjà en batterie 142 pièces d'artillerie, et il a depuis continué à en concentrer d'autres sur ce point, afin de réduire le fort à coup sûr. Mais le fort *Pickens* n'ayant actuellement aucune importance stratégique, les Confédérés ne se pressent pas de l'attaquer : ils se bornent à empêcher qu'il soit ravitaillé ou que sa garnison fasse un débarquement. Il est défendu par 700 hommes et 198 pièces de canons.

Savannah (Géorgie) est défendu par les forts *Caswell* et *Johnson*.

Charleston l'est par les forts *Sumter*, *Moultrie* et les nouveaux ouvrages construits par Beauregard, puis par le major Withmes.

Richmond a été fortifié, sur les plans du général Lee.

Toutes les approches de Norfolk sont couvertes de pièces de canon du plus puissant calibre, notamment *Elisabeth River* et *Cravey Island*, à la bouche de la rade.

Nous désirons mettre en garde contre la supposition que le *Minesotta* et le *Wasbah* puissent faire des ports du Sud ce qu'ils ont fait à Hatteras. Qu'on veuille bien songer à ceci : c'est que la batterie Hatteras était au bord de la mer, et les frégates étaient hors d'atteinte, tandis que pour aller à Wilmington, Savannah, etc., il faudra passer sous le feu des batteries confédérées. Or, autre chose est de donner des coups de canon sans en recevoir, et autre chose d'en échanger quand les coups portent de part et d'autre.

C'est ce que le général Frémont va expérimenter dans son opération projetée de prendre la Nouvelle-Orléans en flanc, en descendant le Mississipi avec douze gros bateaux à vapeur, sous le commandement du commodore Foote.

Les amis du Nord font grand fond sur cette double attaque contre la Nouvelle-Orléans, par le haut et le bas du fleuve. Le Nord veut faire une diversion. Nous pourrions faire remarquer qu'il était moins absurde et plus facile de chercher à s'emparer de Richmond, au moyen de l'armée de M'Dowell; ce plan a cependant échoué! Attendons, et nous verrons si l'on sera plus heureux pour la Nouvelle-Orléans. Mais cela ne nous paraît pas probable.

On parle d'aller à la Nouvelle-Orléans, par le Golfe, avec quelques milliers d'hommes. Il n'y a pas moyen pour le Nord d'en envoyer un grand nombre, eût-il des soldats, parce qu'il n'a pas une marine militaire suffisante. Il ne peut penser à des navires marchands, qui seraient coulés bas d'un coup de canon. En 1812, les Anglais avaient 20,000 hommes. La Nouvelle-Orléans n'avait pas un quart de la population qu'elle a aujourd'hui, et les Anglais ont échoué (1).

Il y a 3500 kilomètres pour aller de New-York à la Nouvelle-Orléans, par mer. Ce n'est pas une petite affaire, d'embarquer une armée de 25 à 30,000 hommes, pour une expédition aussi lointaine et aussi périlleuse. Après avoir subi une traversée longue et difficile, il faut franchir la barre. Cette barre n'a que deux entrées, l'une connue sous le nom de *Passe à la Loutre* ou du Nord-Est, et la seconde sous le nom de Passe du Sud-Ouest. La première donne 9 pieds, la seconde 14. A l'une et à l'autre cependant il faut se faire remorquer. Pendant cette opération du passage de la barre, les forts qui défendent les passes, et, en outre, des batteries dont les effets se seront fait sentir avant qu'on ait découvert leur situation, auront écrasé les remorqueurs et, très-probablement, les remorqués. Les gros bâtiments de guerre fédéraux ont un tirant d'eau qui leur défend matériellement d'entrer dans le fleuve. Il faudra, pour franchir la barre, des bâtiments moyens qui

Le port est entouré de batteries; de même du derrière de la ville enfermé dans un cercle de fortifications et par le camp retranché de *Servells' Point*. Le major-général Benjamin Huger, ancien commandent de l'arsenal de Pykesville, et considéré comme le meilleur « *ordinance officer* » des anciens Etats-Unis, a sous ses ordres les généraux Pemberton et Blanchard. Le commodore Forest commande l'arsenal.

Les forts et les batteries qui défendent *York*, *Rappanhannock* et *James rivers* sont imprenables. Une flotte qui tenterait le passage par un de ces trois fleuves s'exposerait à une destruction certaine.

Tous les ports du Sud sont en outre défendus par des batteries flottantes. Des chaînes ont été placées sur tous les bras de mer ou fleuves qui conduisent aux ports dont nous avons parlé page 9.

(1) Les Anglais sont descendus par les lacs et le Mississipi; c'était une route ouverte. Rien n'existait alors des formidables défenses et concentrations de troupes que nous énumérons plus loin.

prêteront alors d'autant moins de résistance au tir des forts confédérés. Et que l'on n'oublie pas que la largeur moyenne du Mississipi, des *Passes* à la Nouvelle-Orléans, étant de 2500 pieds seulement, la flottille recevra au passage des décharges à un quart de distance de tir ordinaire. On nous dira : Mais le Nord fera cette expédition avec des chaloupes canonnières, cuirassées, etc. Nous répondrons : Il n'y a pas de bâtiments de ce genre qui puissent porter pour plus de trois jours de vivres, de munitions et de combustible!... Éviter les dangers de la côte, remonter le fleuve à travers les batteries à feux plongeants placées sur les deux rives, en supposant que l'on ait pu franchir la barre heureusement, tout cela doit se faire *sans pilotes;* et c'est un jeu aussi dangereux que celui de promener sa main nue dans un sac rempli de vipères.

Quant à descendre le Mississipi, il faudrait à Frémont sur chaque rive une armée de 150,000 hommes de troupes, vieilles et éprouvées, pour pouvoir tenter cette aventure avec quelque chance. Il y a 2285 kilomètres à parcourir sur le fleuve, de Saint-Louis à la Nouvelle-Orléans. Le Mississipi nous donne, maintenant, une largeur moyenne de 3300 pieds, et une profondeur moyenne de 115 pieds : impossible donc de faire passer son armée d'une rive à l'autre sans vaincre des difficultés inouïes. Le fleuve n'est qu'un immense zig-zag présentant sur tout son parcours l'apparence d'un *mètre* de poche que l'on ferait tenir sur une table en l'entrouvrant légèrement et en l'appuyant sur ses branches. Tous les coudes et les hauteurs sont couverts de batteries qui foudroieront les bateaux de Frémont au passage. Ces coudes rendent les batteries invisibles, et on ne pourra pas leur répondre. De plus, le Mississipi a une rapidité tout à fait exceptionnelle : 10 à 11 pieds par seconde, soit 17 kil. 35 m. par heure; ce qui permettra de laisser aller des brûlots que le courant entraînera sur les attaquants. La flottille et la colonne qui doit l'accompagner auront à traverser le Missouri, le Tennessee, la Louisiane, et auront en outre sur les bras l'Arkansas, le Mississipi, la Floride, l'Alabama et les Indiens.

Là encore, il faut descendre le fleuve sans pilotes : il n'y a pas au monde de fleuve qui ait une navigation aussi dangereuse. Le Mississipi est infesté des *snags*, qui brisent comme verres les navires qui les heurtent. Ces *snags* se déplacent. Il faut une pratique incessante de la rivière pour s'y reconnaître.

Nous allons esquisser à gros traits les obstacles principaux que Frémont aura à vaincre pour s'emparer de la Nouvelle-Orléans. Il faut d'abord qu'il se débarrasse, pour sortir du Missouri, des différents corps d'armée des généraux Pillow, Polk, Mac Culloch, Whigh, Price, Hardee, Rains, Martin Green, Jefferson Thompson, et du plus redoutable de tous : Albert S. Johnson.

Sur la ligne kentuckienne, le capitaine A. W. Rutjede a établi de nombreuses batteries de grosse artillerie, qui sont soutenues par de fortes colonnes d'infanterie.

La ligne du Kentucky à Memphis (Tennessee) a été hérissée de batteries, à tous les points convenables, par le colonel J. P. Mac-Cown, sortant de l'artillerie fédérale et commandant aujourd'hui celle du Tennessee. Le colonel Mil. A. Haynes et le major A. P. Stewart, qui sortent du 3e U. S. artillerie et qui servent sous ses ordres, ont placé cent gros canons en batterie à divers autres points. L'artillerie du

colonel Mac-Cown se compose de pièces de 44, 32, 22, gros mortiers et longues couleuvrines (1).

Douze mille hommes sont retranchés à Union City, sous Robert Halton: douze autres mille, également retranchés, sont à Cheatam avec le corps d'armée du général confédéré Forster, dans le voisinage. A New-Madrid, se trouvent des fortifications considérables, vingt mille hommes sous le commandement de Sneed, et vingt-cinq mille hommes sous le général J. Thompson (2).

Le fort Whaigh, sur la rive gauche du Mississipi, à 68 milles de Memphis, a huit mille hommes de garnison; il a parmi son artillerie des pièces de 64.

Le fort Randolph, à 60 milles au-dessus de Memphis, a cinq mille hommes de garnison. Son artillerie est du plus puissant calibre, et ses fortifications ont plus de six kilomètres de circonférence.

A Humboldt, un fort avec des canons de 32; à Heckman, de même (3).

A Clarksville, une armée de K. G. C's (4) (*Knigths of the Golden*

(1) Un point de la côte laissait à désirer, à Berwick's Bay (86 milles Sud-Ouest de la Nouvelle-Orléans) : les Louisianais ont fait sauter le phare de *Point-au-Feu*, près la bouche de l'Atchafalaya, et ont établi des batteries et des ouvrages sur ses ruines. Ils ont construit un autre fort à Wax-Bayou, à 3 milles de là, et un autre fort encore à Mossy-Point, à 5 milles au-dessous. Le bas du Mississipi est aujourd'hui défendu par 2200 bouches à feu de tout calibre.

(2) Ajoutons : le camp Bonneville et le camp Brown, avec les Kentuckiens du général Withers, et le corps d'armée du général Hautbonne, à Hopkinsville (Kentucky) ; le général Harding Helm à Bowling Green, position regardée comme imprenable, et qui commande les routes et chemins de fer du Kentucky et du Tennessee ; c'est la porte des passes du Cumberland, dont le général Buckner s'est saisi et tient par une armée de 20,000 hommes. Les trois passes de ces montagnes sont la clef du Sud : la base d'opérations sur laquelle le Nord comptait pour envahir le Sud-Ouest, et pénétrer ainsi de tous côtés dans les Etats Confédérés. Aux yeux des militaires, le Nord a perdu la partie le jour où il s'est laissé devancer dans l'occupation des gorges du Cumberland.

Puis, l'armée du général F. K. Zollicoffer s'appuie aussi sur ces montagnes ; avec 25,000 il commande la rivière *Kentucky* et la route du *Big Sandy*.

29,000 hommes sont à Paducah, et le général en chef Albert S. Johnson est, avec 60,000 hommes, à Columbus (toujours en Kentucky) qui a un camp retranché.

Les Confédérés ont 140,000 hommes en Kentucky en quatre corps d'armée, sans compter les *guérillas*, les garnisons, les habitants séparatistes de l'État, ni les volontaires qui se groupent sous le Kentuckien John C. Breckenridge, (vice-président de M. Buchanam,) qui vient de se déclarer ouvertement contre M. Lincoln, qui l'a proscrit.

Breckenridge est le chef d'un parti : la moitié environ des *Démocrates*; il est l'idole de la jeunesse américaine. C'est un homme d'un talent considérable et qui possède un charme de séduction irrésistible. Il a été à un doigt d'être Président en place de M. Lincoln. Sans la division du parti démocratique entre Douglas et Breckenridge, Lincoln n'était pas élu, et la crise actuelle était, si non évitée, du moins retardée.

(3) Le général Polker Pillow est à Heckman (Kentucky) avec trois steamers, une chaloupe canonnière, treize régiments, des batteries de campagne et une batterie de siége.

(4) Les K. G C's (*Chevaliers du Cercle d'Or*) sont un ordre militaire qui participe à la fois de la chevalerie et de la maçonnerie. Il fut fondé, il y a quelques années, par le général Berkeley, pour pacifier le Mexique, moyennant des cessions de territoires après la guerre. Le gouvernement mexicain ne put ou ne voulut tenir ses engagements, et les K. G. C's, alors au nombre de dix mille, n'allèrent pas au Mexique. Lorsque la séparation du Sud devint un fait de plus en plus probable, les *Chevaliers du Cercle d'Or* s'organisèrent sur une large et puissante échelle en vue de cet événement. Cet ordre compte aujourd'hui plus de cent mille chevaliers.

Circle) (1). Puis les fortifications de Memphis et d'Helena, et le corps d'armée du général S. Anderson à Nashville; et celui du général W. R. Caswell (armée d'Est Tennessee), à Knoxville.

Seize mille hommes retranchés au camp de Colombus.

Nous arrivons à l'Arkansas. Le fort Rector, à 10 milles Nord de Memphis, a cinq mille hommes de garnison et de la grosse artillerie.

Le fort de Oscoela a deux mille hommes de garnison et des canons de 32, 42, et des mortiers (2).

Le major général H. Bradley a établi des batteries de grosse artillerie sur tout le rivage Ouest de l'Arkansas. Les généraux Bradley et Pierce, commandant les forces de cet État, ont chacun trente mille hommes sous leurs ordres.

En outre des batteries qu'elle a fait élever, la Louisiane a des défenses naturelles au-dessus de la Nouvelle-Orléans, et là, il y a à compter avec le corps d'armée du général Braggs, de la Floride; l'armée de l'État du Mississipi, les Indiens *Cherokees* de John Ross et du colonel Drew (3), l'armée du général David E. Twiggs et enfin les habitants de la Nouvelle-Orléans.

Ensuite, au moyen de son admirable réseau de chemins de fer (14,522 kilomètres), le Sud transportera des troupes sur tous les points du Mississipi qui seraient attaqués. La colonne de Frémont serait par ce moyen enveloppée comme une mouche dans une toile d'araignée, et les chemins de fer verseraient, chaque heure, autant de troupes fraîches qu'il en faudrait. Frémont, fût-il victorieux bien des fois avant d'atteindre la Nouvelle-Orléans, à chaque pas il aurait à recommencer la lutte contre les troupes qui arriveraient de toutes les directions. Nous ne parlons là que du trajet pour arriver. Mais mettons les choses au pire . supposons-le arrivé à la Nouvelle-Orléans, et que l'on ait besoin de faire venir des troupes même de Richmond. Eh bien! en cinquante heures, et même moins, on peut lui jeter sur les bras 70,000 hommes, et le prendre à revers par une armée toujours triple au moins de celle qu'il aura pu amener avec lui. En attendant que le général Frémont puisse accomplir cet exploit, le général Price, tout seul, le tient déjà en échec dans le Missouri.

Ah! vous parlez de diversion? Soit. Mais sachez qu'il est probable, au contraire, que le Sud va tomber sur Washington, et que cette capitale se trouvera prise entre deux feux, et ses communications coupées avec le Nord, si le Maryland se met de la partie.

Par suite de ces raisons et de bien d'autres aisées à soupçonner pour qui connaît le pays, la Nouvelle-Orléans (4) peut dormir tranquille. Nous souhaitons le même bonheur à Washington!

(1) Ajoutons: *Reeves' Ferry* et *Peyton's Stations*, soigneusement fortifiés et pourvues d'artillerie; puis, le camp retranché de *Pocahontas*.

(2) Ajoutons encore le camp *Walker*, puis le fort *Smith* et le général N. B. Burlow, dans l'Arkansas.

(3) Ajoutons les Indiens *Chictowas*, *Creeks*, *Choctaws*, *Seminoles*, *Osages*, etc., aujourd'hui alliés au Sud. Ils sont d'admirables batteurs d'estrade d'une part, et de l'autre ils enlèvent les éclaireurs et les sentinelles du Nord. Dans les rangs, ils se battent avec la plus grande intrépidité. C'est plus de 15,000 fusils à ajouter auxforces du Sud.

(4) *Carolton*, à neuf milles au-dessous de la Nouvelle-Orléans, et *English Town*, ont été couverts d'artillerie. De grands travaux de fortification à la Nouvelle-Orléans ont été exécutés, depuis la séparation, par le major Benjamin Buisson. En outre des nombreux envois d'artillerie qui lui avaient déjà été faits, cette ville, qui a cependant ses propres fonderies qui travaillent jour et nuit, recevait encore *cent* canons de 64. Le 18 octobre, on lui envoyait un des deux canons Witworth, de 120, reçus par le *Bermuda*.

On jette toujours au Sud cette menace de l'envahir. C'est en parler bien à l'aise! En attendant, les Confédérés se rapprochent du Nord. Ce sont eux qui s'avancent en réalité, et non le Nord. On oublie, en outre, que le Nord est autrement exposé à être envahi que l'est le Sud. Mais le Nord est ouvert de tous les côtés!

Le Nord croit suppléer à tout par de la jactance et en imprimant à satiété : « Les 350,000 *rebelles* qui sont en Virginie vont être obligés de se débander; ils n'ont pas de sucre! ils n'ont pas de glace! ils n'ont pas de souliers (1)! etc. » Chaque matin la presse abolitioniste *découvre* quelque chose de nouveau qui manque aux Confédérés. Disons aussi qu'ils jugent peut-être un peu des Confédérés par ce qu'ils ont vu chez leurs propres troupes au fort Monroë, lesquelles se sont bel et bien révoltées parce qu'on ne leur distribuait pas du lait et de la glace!

D'autres, enfin, ont dit : « Le Nord n'a pu rien faire, cet été, à cause de la chaleur dans le Sud. » Nous répondrons : « La guerre sera plus difficile encore l'hiver ». Sans doute le froid est rigoureux le matin; mais le soleil, pendant la journée, est à peu près partout assez chaud pour amener le dégel et créer des fondrières dans lesquelles il sera impossible de traîner de l'artillerie et des approvisionnements. Les vents qui déracinent ou brisent les arbres, les dangers des neiges, les milliers de *creeks*, de *branchs*, qui se changent en une minute en torrents furieux d'une puissance inimaginable, etc., sont de rudes épreuves pour celui qui n'est pas familier avec le pays. Les chaleurs du jour, dans l'été, sont bien moins dures au soldat que les nuits glaciales des montagnes dans l'hiver (2).

Les Sharps'shooters Virginiens, Kentuckiens, Caroliniens, etc., sont faits à leurs montagnes; et ensuite les armées confédérées peuvent, comme nous l'avons dit, se transporter aisément, et sans fatigue, sur tous les points du Sud, avec leurs approvisionnements, au moyen de leurs chemins de fer.

Nous avons dit qu'au fond l'esclavage n'avait rien à faire dans cette querelle. Des faits récents nous sont opposés. Que prouvent-ils? Que produira la proclamation du géneral Frémont (30 août) décrétant l'abolition ?

Décréter et exécuter, ici encore, sont deux; il est donc probable que de longtemps les esclaves émancipés sur le papier ne jouiront pas de la liberté octroyée par le général. Notez, en second lieu, que cette proclamation est en opposition formelle avec l'Acte du Congrès du 6 août et avec les déclarations officielles du cabinet de Washington, auquel elle enlève le Missouri et le Kentucky.

Ces déclarations sont formelles, en effet (instructions de M. Cameron, ministre de la guerre, au général Butler, à propos des esclaves (10 août 1861); il y est dit mot à mot : « Le désir du Président est que « *tous les droits existant dans tous les États soient pleinement* « *respectés et maintenus.* » Frémont témoigne ainsi du peu de cas qu'il fait de l'autorité du Gouvernement fédéral; ce gouvernement

(1) Le *Bermuda*, qui vient de forcer le blocus de Charleston, avait à bord 90,000 paires de souliers. Ce bâtiment, commandé par un Géorgien nommé Tessière, avait en outre à bord 90,000 pardessus, 2 canons Witworth de 120, 17 canons rayés, 18,000 carabines belges rayées et 7,500 carabines rayées *Enfield* plus une quantité considérable de quinine, morphine, drogues diverses, fil, aiguilles, etc., etc.

(2) Voir page 71.

décrète une chose et Frémont en fait une autre. Mais, le Gouvernement de Washington voulût-il sérieusement abolir l'esclavage, les trois quarts du Nord ne le permettraient pas. *Wall Street* n'est pas abolitioniste; et le Président Lincoln sait à n'en pas douter que le jour où il céderait à ce point aux Wendell Philipps, aux Greeley, aux Sumner, etc., New-York et tous les conservateurs lui manqueraient décidément.

Le parti *Démocratique*, qui espère toujours voir le Sud rentrer dans l'Union, ne veut pas entendre parler d'abolition. Entrer dans cette voie serait allumer la guerre civile dans le Nord.

Supposez enfin non-seulement que le gouvernement de Washington *voulût* abolir l'esclavage dans les circonstances présentes, mais encore même qu'il *le pût*, ici se présentent de graves questions : L'Europe le permettrait-elle? Dans l'intérêt des noirs eux-mêmes, l'Europe assisterait-elle impassible à une tragédie telle que serait celle d'une émancipation violente? Dans son propre intérêt, l'Europe le devrait-elle et le pourrait-elle? C'est aux gens de simple bon sens à répondre.

Nous devons cependant faire observer que l'effet produit par la proclamation de Frémont a été tel, dans le Nord, que le Président lui a immédiatement député un de ses ministres, M. Blair, pour l'engager à modifier cette pièce. Et, de suite, le général fédéral Kelly, qui commande dans la Virginie de l'Ouest, a lancé (7 septembre), une proclamation diamétralement opposée à celle du général Frémont. Celui-ci ayant fait des difficultés, et engagé une correspondance avec M. Lincoln, le Président lui a *ordonné*, par lettre du 11 septembre, de modifier sa proclamation.

Voilà des faits qui établissent d'une manière péremptoire aux yeux de l'Europe, que le Nord ne fait pas la guerre pour l'abolition de l'esclavage (1).

(1) Le procès, devant l'opinion publique européenne, étant tout entier dans ceci : *Le Nord fait-il*, OUI *ou* NON, *la guerre pour l'abolition de l'esclavage?* nous allons présenter des faits qui ne peuvent laisser subsister l'ombre d'un doute sur la question :

Ouvrons le journal de M. Lincoln, le *New-York Herald* du 4 octobre, et nous voyons mot à mot cette déclaration : « *Nous ne faisons pas la guerre pour l'abolition de l'esclavage*, mais pour le maintien de la Constitution. » Or, la Constitution en vigueur, c'est le maintien légal de l'esclavage.

Le *New-York Herald* n'est pas seulement le principal organe du gouvernement de Washington, mais il est le *Times* américain, le roi de la presse: une vraie puissance; cependant dans la citation qui va suivre, c'est moins sur la déclaration du journal que sur les faits qu'il relate que nous nous appuyons. Voici ce qu'il dit dans son *Editorial* du 14 octobre :

« Ce n'est certainement la faute ni du Congrès, ni du Président, ni des différents « membres de son administration, si cette idée fausse et injurieuse (que le Nord « voulait abolir l'esclavage) s'est répandue dans les deux sections du pays et au de- « hors. Le gouvernement a déclaré qu'il n'a ni le désir, ni l'intention, ni le pouvoir « de se mêler en quoi que ce soit de l'institution de l'esclavage dans les États où « il existe; et les documents à cet égard sont nombreux, explicites. En premier lieu, « nous groupons dans une autre colonne de notre numéro d'aujourd'hui quelques- « uns de ces documents officiels les plus importants. Le premier en date, comme le « plus important et le plus concluant, est évidemment la protestation de la Chambre « des Représentants du 11 février 1861. La Chambre déclare *solennellement* qu'aux « termes de la Constitution, ni le Congrès, ni le Gouvernement des Etats libres n'ont « le droit de se mêler en quelque manière que ce soit de l'esclavage dans un Etat à « esclaves, et de faire des lois à ce sujet. » Cette résolution si nette et si claire fut « votée à l'unanimité par une Chambre de Représentants républicaine : le vote par « *oui* et *non* résultant en *oui*, 161; *non*, aucun. (Voir la suite page 64.)

La grande majorité de la presse européenne, la presse française en particulier, nous a fait l'honneur de s'occuper de notre travail. Si des sympathies, auxquelles nous avons été fort sensible, ne nous ont pas manqué, les critiques et les injures ne nous ont pas fait défaut. Fort de notre conviction, et persuadé que le bon droit était du côté du Sud, c'était pour nous un devoir de le défendre contre les erreurs et les calomnies qui nuisent à sa cause, aux yeux de l'Europe. Nous avons dû prendre la plume du polémiste. A ceux qui nous ont adressé des injures, nous n'avons répondu que par du dédain; à ceux qui nous ont accusé de fouler aux pieds les principes de la dignité humaine, et d'être matérialiste, nous avons répondu :

Nous repoussons encore, et de toutes nos forces, « la tendance » que vous nous prêtez « de sacrifier trop aisément les grands principes humains et « moraux aux intérêts industriels. » Soyez sûr que nous faisons passer ces principes avant tous les autres.

Quand nous avons écrit : « Les questions d'industrie et de commerce domi« neront désormais toutes les autres, » nous n'avons rien entendu dire qui s'appliquât au cas spécial de la crise américaine, et nous n'avons naturellement fait allusion qu'aux questions de politique générale, d'équilibre entre les nations, etc. Sans même nous borner, comme vous, « à éprouver le besoin de « croire que les questions de justice domineront toujours chez tous les peuples « et entre tous les peuples, » nous disons que cela devrait être.

Nous maintenons formellement « qu'il n'y a d'autre politique large et « féconde à défendre et à développer, que celle des intérêts commerciaux. »

Nous admettons bien, avec vous, que « le drapeau de la France flottera « partout où les glorieux principes d'une civilisation puissante exigeront qu'il « soit porté; » mais nous répondrons qu'il ne peut y avoir de civilisation féconde, sans donner le pas aux questions de commerce et d'industrie sur toutes

« Le Gouvernement fédéral est calomnié sous ce rapport et cela non moins par le « parti ultra *anti*-esclavagiste du Nord que par les ultra-esclavagistes du Sud. Les « uns et les autres persistent à soutenir que le Gouvernement, en cherchant à « éteindre la rébellion, n'a pas d'autre but que d'abolir l'esclavage. Au Sud, la pro« pagation de cette idée a changé en rebelles une grande portion de la population; « au Nord, il produit le regrettable effet d'affaiblir le bras du Gouvernement et de « retarder la fin de la guerre.

« Voilà pour le Congrès; voyons maintenant le Pouvoir Exécutif. Nous avons la « lettre du ministre de la justice, M. Bates, sur la même question; la lettre du mi« nistre de la guerre (M. Cameron) au général Butler; l'ordre du jour du général « Mansfield, qui défend de recevoir les esclaves fugitifs dans les cantonnements, et « de leur permettre d'accompagner les troupes en marche.

« Enfin, nous avons le discours fait par le ministre de l'intérieur (Caleb B. Smith) « à un *meeting*, public à Heldin Providence (Rhode Island), le 16 août 1861, dans « lequel il expose les vues et la politique de l'Administration sur la question de la « guerre, et déclare (paroles textuelles) « *que l'on ne pourrait pas trouver dans la « Caroline du Sud un homme ayant plus à cœur, qu'Abraham Lincoln d'observer « religieusement et scrupuleusement toutes les prescriptions* (features) *de la Constitu« tion au sujet de l'esclavage*. L'Administration, ajouta-t-il, ne fait pas la guerre sur « les *institutions* du Sud; elle reconnaît le droit de la Caroline du Sud et de la « Géorgie à avoir des esclaves, si cela leur convient, et que ce n'était pas du domaine « du gouvernement des Etats-Unis de faire une croisade contre l'institution de « l'esclavage. »

« En face de ces déclarations positives répétées, explicites et indiscutables du « Congrès et du Pouvoir Exécutif, n'est-ce pas la plus extrême fausseté d'affirmer que « le but de cette guerre est l'extinction de l'esclavage. On sait qu'il n'y a pas l'ombre « d'un fondement à cette assertion, quoique l'on persiste à la faire. »

Ajoutons encore les instructions, en date du 14 octobre, données par le ministre de la guerre au général Shermann, qui commande l'expédition dirigée contre les côtes du Sud. (Voir page 72.)

les autres, à l'exception, bien entendu, de celles, d'un ordre moral, que tout esprit honnête et droit comprend aisément.

A ceux qui ont soulevé la question de l'esclavage, nous avons répondu :

Tout en reconnaissant la vérité du portrait que nous avons tracé de l'habitant du Sud, vous faites cependant de lui deux hommes distincts : celui que nous voyons en Europe et le créole *chez lui*. Eh bien! nous affirmons que « rien de l'odieux, du dissimulé sous l'élégance et la politesse, ne reparaît à « l'instant même, » quand nous nous transportons chez le planteur. Tel vous le voyez en Europe, tel vous le voyez chez lui. Vous le voyez, de plus, entouré non pas seulement du respect, mais encore de l'affection de ses serviteurs.

Nous ne voulons pas toucher ici la question de l'esclavage : c'est un terrain brûlant, et nous connaissons le proverbe : « Si vous avez la main pleine de « vérités, ne les laissez sortir qu'une à une ». Nous nous contenterons de vous dire :

Vous perdez de vue qu'il est bien peu de nations européennes qui n'aient pas à prendre leur part du trait que vous lancez contre le Sud. Nous ajouterons : Le Sud n'a pas du tout creusé, sciemment ou non, l'*abîme* qui le séparerait de l'Europe. L'esclavage n'est pas son œuvre ; il est plutôt le fait de ceux qui l'envahissent aujourd'hui. Nous irons plus loin, et nous vous étonnerons peut-être; mais nous pouvons affirmer que les efforts qui ont été tentés pour une abolition sage et intelligente sont venus du Sud, et l'empêchement, les entraves, de la part du Nord.

Nous ne partageons pas votre manière de voir sur le caractère que vous assignez à la vraie question d'Amérique. L'esclavage est un prétexte hypocrite mis en avant par le Nord, mais non la cause réelle.

Vous dites le Sud fatigué des dédains de l'Europe. L'Europe dédaigne-t-elle le Brésil, la Hollande, l'Espagne, etc., qui ont pourtant des esclaves? La France était-elle dédaignée parce qu'elle avait des esclaves il y a encore quelques années à peine? La France était-elle alors regardée comme *impossible?*

Vous dites : « Intervenir? Mais à quel titre? dans quel but? » Ah! les motifs d'une intervention n'abondent malheureusement que trop!

Quand il s'agit d'adversaires tels que ceux que le Sud a en face, quand les vrais esclavagistes sont au Nord, nous n'admettons jamais que la question de l'esclavage soit un motif qui fasse mettre un tel peuple hors la loi des nations.

Une chose essentielle à remarquer aussi, c'est qu'il y a, dans le Sud, près de la moitié de la population qui n'a pas d'esclaves et qui n'en défend pas moins sa liberté, sa fortune et son foyer contre la rapacité du Nord. Des centaines de mille familles, françaises comme nous, souffrent de ce conflit. Nous ne nous lasserons pas de le redire, cette lutte est absurde et doublement fratricide. Plaidons en faveur des nègres, mais qu'un fait, entre autres, qui nous touche de près, ne passe pas entièrement inaperçu : dans cette guerre, Français contre Français se coupent la gorge! Entre autres régiments de nos compatriotes, il y a, du côté du Sud, les *Chasseurs de la Louisiane,* commandés par M. de Montigny, et le *Régiment de Lafayette*, du côté du Nord, sous les ordres de M. de Trobriant; et ce qui en est des Français l'est des autres puissances européennes, plus ou moins représentées dans les deux armées ennemies. N'y aurait-il pas dans cela seul des motifs suffisants pour l'Europe d'intervenir?

Autre chose : en attaquant l'esclavage, vous obéissez à un sentiment d'amour du principe de la liberté, que nous respectons, nous le premier; mais ne conviendrez-vous pas que le Nord est peu autorisé à aller porter à coups de canon la liberté aux nègres, quand il la détruit chez lui? Voyez les actes de l'Administration de Washington.

A ceux qui nous ont accusé de partialité, notre réponse a été :

Les journaux sont pleins de projets pour récolter du coton un peu partout;



aujourd'hui c'est le Portugal, hier c'étaient les Bahamas. Tout ce que l'on dit n'en fait pas pousser une once de plus, et ne sert qu'à entretenir les esprits dans une trompeuse sécurité.

Au 5 septembre courant, il y avait à Liverpool un stock de 553,370 balles de coton américain. Le stock de l'année dernière était de 300,000 balles plus élevé. La consommation de la période correspondante a été de 45,000 balles par semaine. A aller jusqu'au 31 décembre, il n'y aurait que 33,700 balles par semaine. On peut aisément calculer le jour où le coton manquera absolument; et à ce moment-là, nous le craignons bien, l'Europe appréciera, à leur juste valeur, les remèdes présentés par ceux qui ne savent que crier si haut : « Du « coton ! Allons donc ! ne vous en préoccupez pas. N'avez-vous pas les Indes, « et l'Algérie, et les Grandes-Antilles ! »

Vous dites « que nous exagérons la faiblesse des Fédéralistes, et que nous « voyons les ressources des Sécessionistes à travers des verres grossissants. »

Nous vous renvoyons aux faits et à la consécration que les événements ont donnée à ce que nous avons écrit, pour décider vous-même si nous avons fait de l'exagération ou de la partialité.

L'Europe peut maintenant juger de ce que valaient les menaces du Nord; elle sait aussi combien peu l'insurrection des esclaves était à craindre. Depuis que la querelle est engagée, les noirs auraient eu beau jeu s'ils avaient voulu se soulever. Ils n'ont fait que ce que nous avons dit : ils ont envoyé des coups de fusil aux hommes du Nord.

Qu'on parle à l'aise de la faiblesse du Sud, lorsqu'on ne connaît pas ce pays, mais que l'on n'oublie pas ce que chaque jour la guerre crée de misère au Nord, par suite de la suspension des travaux ! Est-ce que le Sud n'a pas refusé son coton au Nord, comme nous l'avions écrit ? Est-ce que les manufactures ne sont pas fermées à Lowell, New-York, etc., etc. ? Est-ce que le parti *Démocratique* ne s'est pas séparé du parti *Républicain ?*

Est-ce que le parti *de la Paix* ne grandit pas tous les jours ? N'y a-t-il pas eu des émeutes ensanglantées à New-York, à Newport, etc., pour demander la cessation de la guerre ?

Nous avons parlé des journées de juin américaines qui menaçaient le Nord. Est-ce que les ouvriers n'ont pas déjà tenu des *mass meetings,* dans lesquels ils proclament et réclament le *droit au travail*, en attendant qu'ils proclament le droit à la propriété ? Les femmes et les enfants des enrôlés n'ont-ils pas déjà formé des rassemblements dans lesquels ils ont poussé ce terrible cri : *Du travail ou du pain !*

Le Sud s'appuie sur la force du *King Coton*, et le Nord est menacé d'être dévoré par *King Mob*.

Est-ce que les désordres dans l'administration, que nous avons signalés, et les énormes dépenses du Nord, ne sont pas des faits exacts ?

Nous avons parlé des corsaires du Sud : Est-ce que les exploits du *Sumter*, du *Calhoun*, du *Jefferson Davis*, du *Gordon*, du *Coffee*, du *Winslow*, (1) etc., etc., ne sont pas là ? Ces bâtiments n'ont-ils pas déjà infligé des pertes immenses à la marine marchande du Nord ?

Est-ce que ce que nous avons écrit des miliciens du Nord ne s'est pas réalisé ? Ne sont-ils pas partis, au terme de leur court engagement ? Est-ce que le général M'Dowell n'a pas été abandonné par son artillerie et par le 4e Pensylvanie, la veille et le matin de la bataille de Bull Run ? Est-ce que le corps d'armée du général Patterson n'a pas fait de même, en invoquant les mêmes motifs, la veille d'une bataille !... Est-ce qu'il n'y a pas eu des mutineries dans la garnison du fort Monroë ? Est-ce qu'en outre il n'y a pas eu des révoltes dans quantité de régiments fédéraux, notamment dans le 2e Maine, 21e New-York, 10e, 12e, 13e, 46e, 19e, 72e, 79e New-York ; *Highlanders, New-York Rifles ;* dans le *Pittsburg* et autres régiments de la Pensylvanie et du Connecticut ? Y a-t-il rien de semblable dans l'armée des Confédérés ?

(1) Voir pages 8 et 9.

Avons-nous dit juste, en parlant de la supériorité militaire du Sud sur le Nord? Voyez les batailles de Manassas, Springfield, Big Bethel, Cap Gireaudeau, Sommersville Mesilla, Scarey (1), Cross Lane, Hall's Hill, Great Falls, Leawenworth, Lexington, etc. Vous avez lu dáns l'histoire le récit d'armées mises en fuite, en déroute : elles emportaient leurs armes. Mais avez-vous vu, jamais lu ou entendu parler d'une armée qui jette ses fusils pour courir plus vite, et qui joue des jambes, sans même être poursuivie, sur un parcours de quarante kilomètres?

Le Nord parle d'envahir, de subjuguer le Sud.... et il tremble à chaque instant pour sa capitale! Pas d'heure qu'il n'y ait quelque panique à Washington.

Le Nord est bien moins avancé aujourd'hui qu'il ne l'était il y a six mois. Le Missouri, l'Arizona et la Californie du Sud perdus; Harper's Ferry, une des plus fortes positions du monde, abandonné par Banks; Hampton, évacué par Butler. Ce général défait à Big Bethel; le fort Monroë aux abois; le général Lyons écrasé; Siégel mis en déroute; le Maryland, un volcan sous les pieds; le Kentucky, aux trois quarts perdu et gardant encore, mais seulement en apparence, une neutralité plus dangereuse qu'une rupture ouverte; le fort Fillimore rendu; le Canada tournant le dos au Nord et penchant maintenant ouvertement pour le Sud; les Indiens alliés au Sud, du Rio Colorado au Nemahaw, et se battant dans ses rangs. Le gouvernement fédéral battu dans le Texas, l'Arizona, dans le Kansas, dans le Tennessee, dans le Missouri, en Virginie, partout enfin où l'on en est venu aux mains : fer contre fer et non pas comme à Hatteras; Lexington assiégé, et capitulant après une bataille de trois jours livrée sous ses murs; l'armée du Potomac ramenée dans ses lignes; les Sécessionistes maîtres de la navigation du Potomac, et le drapeau confédéré flottant en face et au pied de la capitale fédérale, à Munson's Hill! Voilà des faits qui parlent d'eux-mêmes.

Sept batailles, toutes importantes dans leurs résultats, ont été livrées. Le Sud a été sept fois vainqueur. Le Sud, à peu près toujours, a eu également l'avantage dans les affaires de moindre importance. Cela n'a pas empêché le Nord, même lorsqu'il était battu à plate couture, de changer ses défaites en brillantes victoires.

Le recensement de 1860 établit que le Sud (le Delaware, le Missouri et le Maryland non compris) renferme 1,254,000 hommes âgés de moins de quarante-cinq ans et de plus de dix-huit, capables de porter les armes.

Il a une armée de 350,000 hommes en Virginie et sur le Potomac. A vrai dire, sa population entière a le fusil à la main. Le Sud est donc évidemment en état de défendre son indépendance. Il a été vainqueur jusqu'ici; mais il peut subir des revers : le sort des batailles est entre les mains de Celui qui dispose des nations. Ces épreuves, si elles arrivent, ne feront que redoubler l'énergie du Sud et cimenter l'union entre ses enfants.

C'est moins la force du Sud que son bon droit que nous tenons à invoquer. Nous ne voulons pas refaire ici la discussion de la question du droit des États Confédérés à se séparer; nous dirons cependant : la conduite du Nord justifierait déjà assez le Sud. Au point de vue du droit strict, on confond l'acte de Confédération du 8 juillet 1778 avec la Constitution du 17 septembre 1787. Le premier acte n'a jamais été approuvé par le peuple des différents États. L'acte de 1787, qui seul

(1) C'est à cette affaire que Roberts, membre de la Convention de Wheeling et correspondant du *Commercial* de Cincinnati, a été fait prisonnier. On le trouva caché dans un tronc d'arbre, ayant dans la poche son rapport écrit d'avance sur la grande victoire que les Fédéraux venaient de remporter....

règle la position des parties, a été seul sanctionné par le vote des populations. Il y a bien les mots : *Union perpétuelle* dans l'acte de 1778, mais on les chercherait vainement dans le pacte de 1789 : il n'y a pas un mot qui y ait trait de près ou de loin. L'expression employée est « *et de rendre durable.* »

Le pacte de 1787 est une refonte complète de l'acte de 1778. Si les États eussent entendu que l'Union fût perpétuelle, ils l'eussent écrit, comme ils l'avaient stipulé en 1778. Beaucoup de clauses du premier acte ont été entièrement supprimées. Et c'est si vrai que le fameux article « De la réserve formelle aux États de tous les droits qui ne sont « pas expressément délégués au pouvoir fédéral, » et qui est le *deuxième* article de l'acte du 8 juillet 1778, n'est pas du tout dans la Constitution du 17 septembre 1787. Il a été ajouté, par l'amendement de 1789, dont il est l'article *dixième*.

Le droit à la séparation a été la doctrine permanente de l'Union, depuis sa fondation.

Washington, Jefferson et Raule, trois autorités qui valent bien les affirmations intéressées de MM. Lincoln et Seward, avaient prévu la séparation et en ont sanctionné le principe.

Jefferson et Washington, dans leurs écrits, ont conseillé de faire cette séparation *à l'amiable.*

Raule, jurisconsulte célèbre, homme d'État distingué, ami de Washington et un de ses ministres, a écrit il y a soixante ans :

« Cela dépend de l'État lui-même s'il veut continuer à être membre de « l'Union; nier ce droit serait en opposition flagrante avec les principes sur « lesquels repose tout notre système politique; c'est-à-dire que le peuple seul « a, dans tous les cas, le droit de déterminer comment il veut être gouverné. « La sécession d'un État de l'Union dépend de la volonté du peuple de cet « État. »

Que peuvent répondre à cela ceux qui attaquent le Sud, en faisant sonner de grandes phrases, mais sans s'être donné la peine d'étudier le premier mot de la question?

Ce que nous avions prévu et annoncé est arrivé. L'orage commence déjà à gronder d'une manière terrible en Angleterre : beaucoup de métiers du Lancashire se ferment; d'autres ne travaillent que quelques heures par jour. Que sera-ce, cet hiver, si le coton du Sud n'arrive pas?..... Mais, encore une fois, nous appelons de tous nos vœux le jour qui fera tomber les armes de l'un comme de l'autre parti; nous n'avons pas un seul instant travaillé dans d'autres vues; c'est un duel impie, nous le répétons : pourquoi donc le monde entier s'obstine-t-il à rester témoin impassible?

SUPPLÉMENT

AUX TROIS PREMIÈRES ÉDITIONS

Paris, 15 novembre 1861.

Depuis que nous avons écrit notre supplément du 27 sptembre, en publiant une troisième édition, la situation du Nord est loin de s'être améliorée. Si nous additionnions les victoires qu'il a publiées depuis six semaines, nous nous trouverions une moyenne de dix par jour. Mais nous devons à la vérité de dire que le Sud a régulièrement continué à battre le Nord et à lui enlever drapeaux, canons, munitions et prisonniers. Citons entre autres faits le colonel fédéral Mathew, attaqué dans ses retranchements en Missouri, et capitulant avec armes et bagages le 8 octobre; l'enlèvement de la *Fanny*; la bataille navale de la Nouvelle-Orléans, et les deux victoires répétées deux jours de suite, et sur deux points différents, quand les Fédéraux, les 21 et 22 octobre, essayèrent de passer le Potomac sous le commandement du général Baker, d'abord, puis du général Stone, à Edward's Ferry (1) et à Harrisson's Island.

(1) Prenons l'affaire d'*Edward's Ferry* (bataille de Ball's Bluff), c'est-à-dire un désastre dont les conséséquences de toutes sortes dépassent celles de *Bull Run*.

Le *Neaj-York Tribune* dit que ce combat a été un carnage, une vraie boucherie (*slaughter*) des troupes fédérales.

Le général Stone, ayant sous ses ordres les généraux Gorman, Lander et Baker, était à la tête de 10,000 hommes.

Les Confédérés ont laissé ces derniers arriver tranquillement sur le rivage Virginien. Les Fédéraux débarquaient dans une pièce de terre labourable d'environ quinze arpents, eutourée de trois côtés par des bois épais occupés par les troupes du général Evans, un des meilleurs officiers du Sud. Le fleuve formait le quatrième côté.

« A la première décharge, dit le *New-York Tribune* (le principal organe du parti « ultrà abolitioniste, et autorité qui n'est donc point suspecte), presque tous les « canonniers et les chevaux attelés aux pièces furent jetés sur le carreau. Les re- « belles ne firent, pendant tout le temps, aucun usage d'artillerie. A mesure que les « masses fédérées se formaient, elles étaient atteintes, séparées et brisées, par chaque « décharge de mousqueterie, comme si elles l'eussent été par des coups de tonnerre « (*lightening strokes*). »

Des troupes fraîches remplaçaient incessamment celles qui tombaient. Les Confédérés les abattaient comme on tue des lapins dans une clairière.

Toute l'artillerie a été perdue, le général Baker tué, le général Lander blessé; tous les colonels tués ou faits prisonniers; 2,000 fusils sont restés au pouvoir du général Evans.

Après la chute du général Baker, le colonel Lee consulta ses officiers pour se rendre. Soit qne les Confédérés n'aient pas voulu recevoir la capitulation de gens qui violaient leur territoire, soit, ce qui est plus probable, qu'ils aient été exaspérés par trois décharges (ce fait est reconnu par le Nord) parties des rangs Fédéraux, après l'offre de la capitulation, le combat continua, et les Fédéraux finirent par se jeter à la nage pour repasser le fleuve. Si quelques-uns purent se sauver ce fut grâce au général Mac Clellan, qui était de sa personne et en compagnie du général Banks, sur la rive opposée, une lunette marine à la main. Chose importante, c'était Mac Clellan qui commandait, et en réalité c'est lui et non Stone qui a été battu. Aussi commence-t-on dans le Nord à l'appeler *le Colosse aux pieds d'argile*. L'armée fédérale était massée sur le rivage Marylandais, pendant le combat. Le lendemain, le général Mac Clellan traversa le fleuve. Ses soldats furent tenus sous les armes pendant quatorze heures sans bouger, ni boire ni manger, et les hommes tombaient de fatigue et de sommeil. Un régiment entier, le *Minesotta*, dormait de-

Le Nord est toujours vainqueur (1), d'après ses dépêches télégraphiques, et cependant il vient de perdre le Nouveau-Mexique, le reste de

bout. Le général Stone et le général Gorman restèrent deux jours et deux nuits en selle.

Du côté des Confédérés, le gros de l'armée du général Gustavus W. Smith était déployé derrière les troupes du général Evans, qui défendaient les bois de front; l'aile gauche de l'armée du Potomac était ainsi disposée de façon à repousser une invasion à quelque autre point qu'elle se présentât. Si, cette fois ce n'était pas l'artillerie et les ouvrages de fortification passagère qui donnaient la victoire aux Confédérés, Mac Clellan eut trouvé trouvé tout cela un peu plus en arrière s'il fut parvenu à forcer le passage en perçant le corps du général Evans. Sur la nouvelle que le général John E. Johnston arrivait de Centreville, Mac Clellan évacua le sol virginien. Cela établit surabondamment la supériorité militaire du Sud, attaqué chez lui, et tout ce qu'il y a avait d'insensé à l'envahir. On ne s'empare pas d'un pays qui, rien qu'à coups de fusil, repousse une des plus puissantes armées qni aient jamais été mises en campagne. Tout, dans cette affaire, a montré de la part du Nord une ignorance militaire égale à l'habileté déployée par le Sud. Les hommes du Massachussets et les Californiens ont incontestablement fait preuve de courage, mais ils étaient pauvrement commandés. Le choix du lieu de débarquement était on ne peut plus mal choisi, d'abord. Le nombre de bateaux était insuffisant. Ensuite, il n'est pas un sergent de l'armée française qui, dans une semblable position, et n'ayant à traverser que la distance d'une portée de fusil, n'eut pas au moins tenté de nettoyer le bois à la baïonnette. Tout officier ayant la première teinture du métier se fut fait couvrir par des obusiers placés en arrière de la colonne, puisque les artilleurs placés en avant étaient infailliblement jetés bas par les balles confédérées. Ces pièces ne manquaient pas aux Fédéraux : le général Mac Clellan avait son artillerie avec lui.

De même que pour Bull Run, la *Maison Blanche* a essayé de jeter un voile sur cette défaite; mais, devant la grandeur du désastre, la vérité a vite transpiré, et un jour complet s'est fait. Le *Washington Republican* (*le Moniteur officiel* du Gouvernement fédéral), s'exprime ainsi : « Nous apprenons de la source la plus sûre « (*undoubled authority*) que 400 hommes seulement du 15e *Massachussets* restent « en vie. Il était fort de 1,100 hommes lorsqu'il commença l'action. A peu près tous « ses officiers et sous-officiers ont été tués ou blessés, et, d'un autre côté, la perte « en armes est sans exemple. Ce brave régiment n'a probablement pas sauvé un fusil, « et DEUX sabres seulement furent rapportés du lieu du carnage (*and but two sabres* « *were brought from the seat of the slaughter*). » C'est le *journal officiel* de M. Lincoln qui dit cela, ne l'oublions pas.

Ce même journal et l'ancien *Sun*, de Baltimore, ajoutent que ce régiment a perdu tous ses capitaines, et que les 13e et 20e *Massachussets*, *Californian*, et le *Tammiany* (New-York), ont souffert dans la même proportion que le 15e *Massachussets*.

Le Nord a eu plus d'officiers tués à cette affaire qu'il n'en avait eu à Bull Run. Il a accusé officiellement une perte de 680 : le nombre réel dépasse quatre fois le chiffre avoué. Mais un enseignement aussi éloquent qu'il est terrible doit ressortir, pour le Nord, de cette affaire. La poursuite impitoyable faite, par les Confédérés, des hommes qui repassaient le fleuve à la nage peut maintenant fixer le Nord sur l'esprit que le Sud apporte à cette guerre, et la façon dont il interprète *l'intervention libératrice* des Unionistes pour les délivrer du *joug* de Jefferson Davis!

Des intérêts européens immenses sont en péril par suite de l'aveuglement du Cabinet de Washington. Que l'Europe veuille donc bien se pénétrer de cette chose cependant si simple : s'il était vrai, comme le prétend le cabinet de M. Lincoln, que le Sud fut unioniste, il ne fournirait pas des armées capables tenir en échec les forces d'un pays de vingt millions d'âmes, qui a déployé de prodigieux moyens d'attaque; qui a dépensé plus de deux milliards. Une armée aussi nombreuse que celle du Sud, et placée en face de l'ennemi, a besoin d'être soutenue par le pays entier, ou bien elle tomberait d'elle-même.

L'homme du Sud est humain et généreux : cependant, nous n'hésitons pas à le dire, avec notre connaissance de l'esprit de ce pays-là, les troupes du général Evans ne voyaient pas des hommes, des semblables en un mot, dans les malheureux qu'ils tiraient comme des bêtes fauves. Devant la violation de leur sol, les Confédérés ne sont plus maîtres d'eux-mêmes.

(1) Le gouvernement du Nord a le télégraphe dans les mains, et il a au reste officiellement déclaré, à la fin d'octobre, qu'il défendait à la presse de publier d'autres dépêches que celles qu'il autoriserait.

Prenons, au hasard, deux des dépêches télégraphiques arrivées en Europe la se-

l'Arizona, tout le territoire indien et partie des territoires fédéraux. Le Nord a dû évacuer le Nouveau-Mexique, après avoir détruit les forts Buchanan et Breckenridge. Le fort Mac Lane vient de tomber au pouvoir des Confédérés. Pas un pouce de terrain n'a été gagné en Missouri, en Kansas ni en Kentucky. Dans ces Etats-là, au contraire, progrès importants et signalés des Confédérés. Fremont n'a point pris la Nouvelle-Orléans, il n'a pas encore aboli l'esclavage, et il n'a pas encore capturé Price (1), qu'il devait poursuivre jusqu'aux confins de la terre. Bien que le cabinet de Washington ait placé Fremont entre l'alternative d'une victoire ou d'un conseil de guerre, toutes les rodomontades de ce grand guerrier s'en vont en fumée. Bref, Fremont est « *the most complete failure* », au dire même de ses plus fervents admirateurs.

Voyons en Virginie. Dans le centre ouest, le général Rosencrants a reculé devant le général Lee et a rétrogradé sur Gauley. Au nord-ouest, les Fédéraux, comme nous l'avons dit plus haut, ont été battus par le général Evans.

Mac Clelland ne va-t-il pas donner une seconde édition de Fremont? C'est notre opinion. Et nous ne croyons pas plus à la prise de Richmond que nous n'avons cru à celle de la Nouvelle-Orléans (2).

maine dernière. La première parle d'une défaite des Séparatistes à Rosa Island, et dit que « les Fédéraux ont contraint les Confédérés à se réfugier à Santa Rosa Island. »

C'étaient les Fédérés et *non* les Confédérés qui occupaient Santa Rosa Island, et ce sont les premiers qui ont été contraints à se réfugier dans le fort Pickers, qui a sauvé, en ouvrant ses portes, les quelques hommes échappés au massacre fait par les Confédérés, sous le commandement du général Anderson, des Zouaves du fameux Billie Wilson. Bref, la dépêche a dit l'inverse, d'abord, quant à la matérialité des positions occupées respectivement, puis elle a oublié de dire que les Confédérés avaient tout pris : tentes, artillerie, munitions, provisions et drapeaux des troupes campées à Santa Rosa Island.

La seconde dépêche après avoir dit, comme toujours, que les Fédérés avaient battu les Confédérés, se termine ainsi : « sous Jefferson. *Thompson* a pris quatre canons. » Il est réellement curieux que les Confédérés soient battus sous la première moitié du nom de l'homme dont la seconde partie prend l'artilllerie des Fédérés. Jefferson et Thompson sont le même homme. C'est le général des troupes de l'Etat du Missouri.

Pendant que nous en sommes aux dépêches télégraphiques, nous dirons que celle qui est arrivée à Paris le 12, datée de New-York 31 octobre, et portant en tête le mot OFFICIEL, est on ne peut plus remarquable. Nous passons « *sur les* 500,000 « *hommes de troupes fédérales* qui CERNENT *les séparatistes de plus en plus* » : cela cadre peu avec le récent et terrible désastre de *Ball's Bluff*, la fermeture du Potomac, l'évacuation du Leesburg et sa propre capitale à moitié prise par la famine. Mais nous signalerons le paragraphe qui termine la dépêche : « *Les élections sont partout* « *favorables à la politique du Président.* » Ce fait est excessivement grave. Le résultat des élections de la Pensylvanie et de l'Ohio peut donner à l'Europe la mesure de la confiance que peuvent mériter ces assertions *officielles*.

Nous eussions pu multiplier les preuves, mais nous nous contentons de citer les élections dans ces deux Etats. Nous comprenons d'autant moins une telle affirmation qu'il est matériellement impossible de cacher la vérité à l'Europe sur un fait aussi capital et aussi public. Nous nous bornons à dire : C'est fort, très-fort! c'est stupéfiant!

(1) Le 17 octobre, le général Hardee, avec 20,000 hommes, opérait sa jonction à Syracuse, avec le général Price, à la tête lui-même de 20,000 hommes d'infanterie, 2,000 wagons et 1,600 cavaliers. Le général Mac Culloch les a rejoints le 3 novembre.

(2) Nous y croyons d'autant moins que d'après une dépêche télégraphique reçue au moment où nous écrivons ces lignes, l'armée du général Mac Clellan va revenir prendre ses quartiers d'hiver à Washington. Ce serait un aveu manifeste d'impuissance. Disons le mot, ce serait abandonner la partie : si l'été est trop chaud et l'hiver trop froid, nous répondrons (le printemps et l'automne n'ayant pas pas été plus propices) qu'il n'y a que quatre saisons dans l'année.

Washington est dans une position très-critique. L'approvisionnement de la ville par le Potomac est entièrement coupé. De tout autre côté, les provisions ne peuvent arriver par la voie du Nord. Le seul chemin de fer qui passe à Washington n'a qu'une voie ; il est insuffisant aux besoins du département militaire. Déjà l'armée Confédérée de la Shenandoah, qui débouche par toutes les vallées et creeks, menace le Maryland. Washington est pris par la famine, si le chemin de fer de cette ville à New-York tombe au pouvoir des Confédérés, à quelque point que ce soit, dans le Maryland. Déjà la souffrance est considérable dans la capitale fédérale (1). Les batteries qui commandent la navigation du fleuve Potomac ne sont pas seulement un danger terrible pour le Gouvernement de Washington : elles sont de plus une humiliation.

La distance entière de Quantico Creek à Chopowamsie Creek est littéralement une enfilade de batteries. Le 19 octobre, le bâtiment fédéral l'*Union*, portant pavillon amiral, et se rendant de Washington au fort Monroe, en descendant le fleuve, fut obligé de rétrograder. Le 22, nouvelle tentative, et le commodore Craven, chef de l'escadre fédérale du Potomac, informe officiellement le ministre de la marine que les batteries confédérées sont désormais infranchissables, depuis que la formidable batterie de Matthias' Point a été démasquée.

La situation financière s'est-elle améliorée? Nullement, bien qu'il y ait eu un répit momentané, par suite des achats de blé de la part de l'Europe. Les recettes sont nulles et les dépenses croissent toujours. La *Banque de Washington* donne l'exemple en refusant de recevoir les bons du trésor fédéral, et l'Ouest, dont toutes les banques ont sauté, menace le Nord, à la première bataille perdue, d'exiger le payement immédiat en espèces des coupons émis. Le Gouvernement fédéral a prétendu prouver au pays que le chiffre des dépenses ne signifiait rien, parce que cet argent se dépenserait dans le pays. A cela les financiers qui adoptent l'opinion de la *Banque de Washington* répondent : « que « cette doctrine économique est on ne peut plus vicieuse ; que d'abord « l'argent absorbé par des achats de matériel de guerre, en Europe, « ne reste pas aux Etats-Unis, et qu'ensuite l'enrichissement scanda- « leux de quelques fournisseurs militaires (2) n'est pas une compen- « sation suffisante à la ruine de la masse des habitants. » Les souscriptions au *popular loan* ont à peu près atteint cent millions de francs maintenant, il est vrai ; mais voilà tout à l'heure deux milliards et demi de dépenses.

Et tout cela, pour être bien moins avancé maintenant, au point de vue militaire, qu'on ne l'était au début des hostilités !

La situation du gouvernement de Washington, au point de vue des

(1) L'armée de Mac Clellan a 70,000 chevaux, mulets ou bêtes de transports : le fourrage que consomment ces animaux ne peut même déjà plus arriver. A lui seul il encombrerait le chemin de fer et empêcherait tous autres transports.

(2) Citons, entre beaucoup d'autres, un épisode pendant en ce moment devant le *Congressionnal investigating Committee*, institué par le Congrès pour examiner les faits scandaleux dénoncés à la Chambre des Représentants. Au début des hostilités, le bateau à vapeur *la Cataline Job*, est vendu 8,000 dollars (40,000 francs) à O. B. Matterson, qui le revend immédiatement à un journaliste et *politician* de grande notoriété : ThurlowWebb. Celui-ci le repasse de suite à l'Etat, sur le pied de dix mille dollars *par mois*.

Et l'on a le singulier spectacle d'un mauvais bâtiment, d'une valeur moindre de 40,000 francs, chartré par l'Etat, sur le pied de plus de *six cent mille francs* par an!

relations extérieures, ne s'est pas améliorée davantage. L'opinion anglaise se prononce de plus en plus contre la politique de M. Lincoln. Il n'était pas prudent de jeter de l'huile sur le feu, comme l'a fait *Withe House*, quand les esprits étaient déjà si aigris en Angleterre par les effets désastreux du *tarif Morrill*, qui n'est ni plus ni moins qu'une prohibition de fait des produits manufacturés de la Grande-Bretagne, et par les navrantes souffrances qu'engendre la crise cotonnière, qui n'est cependant encore qu'à son début.

Voyons la situation intérieure. La presse du Nord, un moment maîtrisée, recommence à accuser avec amertume. Le *parti de la Paix* grandit et prend une attitude de plus en plus menaçante. La majorité de la population de Washington même est hostile au Président et ouvertement favorable au Sud : la portion féminine surtout.

Les souffrances matérielles de la population s'augmentent de tout le poids qui pèse sur l'opinion publique et sur la situation financière, ce nouveau et récent *Bull Run*.

Le cabinet de Wasington vient d'achever de perdre son reste de prestige aux yeux du *war party*, par le double échange de prisonniers de guerre avec les *Rebelles*, auquel il a été obligé de consentir, car cela équivaut à une reconnaissance de fait.

Le fanatisme commence à réfléchir en face de l'abîme de misères qui pèse sur ce malheureux pays : le sénateur Sumner, clef de voûte du parti ultra *Républicain*, vient d'être hué et désapprouvé par le Massachusetts. Une insurrection à main armée, ayant à sa tête un nommé Robert Elliot, a éclaté en plein Maine (le 4 octobre). Le mouvement n'a été étouffé que par l'emploi de la force. Dans l'Ohio, huit jours après, les autorités fédérales découvrent une vaste conspiration de *Chevaliers du Cercle d'Or*. Voilà autant de faits qui parlent d'eux-mêmes.

Les volontaires, les milices, la marine fédérale, la famine, l'inondation du Sud, la révolte des esclaves, l'aide militaire et financier de l'Europe, Fremont, la prise de la Nouvelle-Orléans : tout cela était autant de folles illusions de la part du cabinet de Washington. Il se berce également de chimères quand il espère obtenir le coton du Sud en s'emparant de l'un de ses ports (1). Nous ne comprenons pas que les

(1) Depuis quatre mois, le Nord étourdissait l'Amérique et l'Europe du bruit d'une expédition navale gigantesque qui devait s'abattre sur le Sud, comme une nuée de sauterelles sur un champ africain : une flotte formidable de bâtiments de guerre, trois mille transports et cent cinquante mille hommes ! La montagne vient d'accoucher d'une flotille de quarante-sept transports et d'un bâtiment de guerre, *le Wasbah*, et de quelques remorqueurs et gabarres de débarquement. Dix-huit de ces bâtiments (bateanx à vapeur marchands) transportent quatorze régiments (environ dix mille hommes), et douze des autres transports emmènent une batterie d'artillerie de campagne (cent vingt hommes et six pièces), quelques canons de siége, mille nègres pour travailler aux retranchements, des charpentiers, des maçons, *des briques, du mortier et de grosses pierres de taille* : tout ce qu'il faut pour construire un fort, en un mot. Il paraît que le Nord ne compte pas beaucoup sur les ressources que lui fournira le pays qu'il va conquérir, puisqu'il emporte de tels matériaux. Il faudra au Nord beaucoup d'expéditions comme celle-là pour conquérir le Sud. Le fait le plus saillant, dans cette expédition, est l'emploi des mille nègres. Ces malheureux, qui avaient cédé aux suggestions perfides des agents abolitionistes qui suivent l'armée d'occupation du Maryland, et qui croyaient n'avoir qu'à boire, manger et se croiser les bras, retombent ainsi dans un esclavage aussi lourd que l'autre était léger et aussi impitoyable que le premier était paternel. Déjà l'un d'eux, au fort Monroe, avait un jour posé sa pioche de côté, était allé trouver le général Butler et lui avai,

hommes du Nord puissent sérieusement s'arrêter à une pareille idée : elle est matériellement impraticable à plusieurs points de vue.

Sans la discuter, nous dirons simplement : Il faut d'abord s'emparer de l'un des ports *à coton*. La Nouvelle-Orléans seule pourrait donner une quantité tant soit peu importante. Aucun des autres ports n'a de voies de communication qui permettent d'y diriger plus de 300,000 balles, dans le courant d'une année, en supposant, bien entendu, le pays en pleine paix. Il n'y a pas une seule balle dans les ports; le coton n'est même pas préparé : les planteurs l'ont laissé dans la graine afin de le conserver. Les gouverneurs des Etats et les commandants militaires ont défendu d'envoyer le coton sur les marchés. Si quelques planteurs étaient, comme l'espère le Nord, tentés par l'appât d'un haut prix, ils seraient arrêtés par leurs voisins. Cette surveillance fût-elle esquivée, les chemins de fer ne transporteraient pas; sur les fleuves, les forts arrêteraient le chargement.

Pour que le Nord eût du coton, il faudrait qu'il subjuguât complétement et qu'il occupât militairement, avec des forces supérieures à celles de la Confédération entière, toute la zone qui alimente le port dont il serait parvenu à s'emparer.

La seule chose logique que le Nord ait à faire est de consentir de bonne volonté à une séparation qu'il ne peut prévenir par la force(1).

dit, dans sa naïveté : « *Master*, je n'entendais pas la chose comme cela. Je croyais « n'avoir rien à faire en venant ici, et voilà que dans cette seule journée vous m'avez « fait faire plus de travail pénible (*heavy work*) que je n'en avais fait dans toute ma « vie; je n'en veux plus. » Nous pourrions citer le nom de ce noir et celui de son maître. Le Nord vient de donner, par le fait que nous signalons plus haut, la mesure de la façon dont il entend et pratique l'abolition de l'esclavage.

(1) Pendant que ces pages sont sous presse, arrive une dépêche télégraphique (New-York 6 et Paris 18 novembre) qui, pour toutes nouvelles, donne à l'Europe anxieuse sur ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique : « Le général Mac « Clellan, dans un discours prononcé à Washington, a dit que la guerre ne pouvait « être longue, etc. M. Cameron a déclaré que le temps des défaites de l'armée « fédérale était passé. »

A ce propos encore, nous dirons c'est fort, c'est très-fort! M. Cameron et M. Mac Clellan oublient qu'ils se répètent.

Et l'on donne à l'Europe comme *articles de foi*, comme un évènement, les paroles d'un général qui, dans un laconisme affecté et parodiant un grand homme, avait déjà fait cette courte harangue, à une revue à laquelle tout le corps diplomatique assistait) : « *Soldats! le temps des défaites est passé : nous n'aurons plus de Bull* « *Run!* » Et l'orateur, le même général qui a essuyé la triste défaite dont nous parlons, page 69, ose avancer une seconde édition de ses assertions téméraires! Il est très-vrai qu'il n'a pas eu encore de nouveau *Bull Run* (le Sud attend le Nord à sa troisième attaque de Manassas), mais il a eu un *Ball's Bluff*, c'est-à-dire quelque chose de pire : une constatation plus manifeste encore d'incapacité militaire et d'impuissance : *Quos vult perdere Jupiter dementat!*

5177. Paris, Imprimerie Ch. Jouaust, rue Saint-Honoré, 338.


LIBRARY OF CONGRESS
0 012 026 266 A